

مكتبة

Radio-Télévision / Heures locales

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14874 - 7 F

- DIMANCHE 22 - LUNDI 23 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que les organisations syndicales mobilisent le monde paysan

Un jeu serré

APRÈS que la Commission européenne, qui en a pris connaissance vendredi, ait salué comme satisfaisant le compromis agricole auquel venait de parvenir à Washington ses deux négociateurs, MM. Frans Andriessen et Ray MacSharry, l'attention se retourne vers Paris, devenu désormais le seul obstacle possible à une conclusion à l'amiable de ce long conflit transatlantique, et, par voie de conséquence, de l'Uruguay Round.

Les premières réactions ultra-négatives des dirigeants professionnels français n'ont ni surpris ni ému outre mesure : comment demander à des dirigeants syndicalistes de ne pas parler fort alors que les « politiques » sont les premiers à se livrer à une dangereuse surenchère ? On espère à Bruxelles que le gouvernement et le Parlement français sauront retrouver à temps leur sang-froid pour gérer de manière responsable ce nouvel épisode difficile, mais pas inattendu, de la nécessaire adaptation de l'appareil de production agricole européen.

GRÂCE à une concession politique faite par M. George Bush, l'accord est sensiblement moins déséquilibré que le schéma sur lequel on s'était presque entêté, au début du mois, à Chicago. La Commission de Bruxelles, M. Jacques Delors en tête, pourra plaider, sans être taxée de partialité scandaleuse, que les solutions arrêtées sont compatibles avec la réforme de la politique agricole commune (PAC), autrement dit que les paysans européens n'auront pas à payer deux fois.

Certes, la facture ne sera pas légère, en particulier pour les exportateurs français de blé, hollandais de fromage, irlandais, français, allemands, de viande de bœuf. Mais on ne termine pas une négociation de six ans comme une partie de Monopoly. L'objectif affiché en 1986 à Punta del Este était bien d'assainir les échanges agricoles en mettant fin à la guerre des subventions.

L'accord auquel on parvient est sans doute déséquilibré, les concessions faites par les Américains étant limitées, mais il n'est pas scandaleux comme on a pu un moment le craindre, et il est vrai que, vue de Washington, la PAC pouvait être souvent considérée comme un prédateur redoutable, habile à s'emparer de parts de marché.

LES Français, qui ont joué lesasés durant les dernières phases des pourparlers, peuvent encore manoeuvrer. A Genève, où ils sont en droit de réclamer, aux Américains comme aux nouveaux pays industrialisés, un meilleur accès pour leurs entreprises de services. Mais à Bruxelles, aussi, où leur situation de pays le plus exposé à l'accord agricole du GATT leur donne des arguments pour obtenir des compensations, notamment à propos des modalités d'application de la réforme de la PAC. Tout est raisonnable, sauf d'utiliser l'arme suprême, celle du veto, qu'autorise le compromis de Luxembourg. L'effort demandé aux paysans n'est pas d'une ampleur pouvant justifier qu'on fasse appel à cette arme anachronique (le compromis de Luxembourg date de 1986). Nos partenaires ne le comprendraient pas. Pour la plus grande joie des Britanniques, la stratégie définie par le traité de Maastricht se trouverait gravement compromise et notre coopération avec l'Allemagne en péril.

M0146 - 1123 0 - 7.00 F



La France juge « inacceptable » le compromis agricole de Washington

L'accord conclu à Washington le 19 novembre entre les négociateurs des Etats-Unis et de la CEE sur les produits agricoles a été généralement accueilli avec soulagement des deux côtés de l'Atlantique, où l'on redoutait une guerre commerciale. Cependant la France persiste dans son refus d'un compromis qui aboutirait, selon elle, à aggraver les sacrifices demandés aux agriculteurs dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune. Les organisations paysannes françaises entendent mobiliser leurs troupes - notamment au moment de la discussion au Parlement sur la conduite à tenir à Bruxelles - afin d'inciter le gouvernement à opposer son veto au compromis de Washington. M. Pierre Bérégovoy a fait publier samedi matin par l'Hôtel Matignon une déclaration dans laquelle il juge « ce projet inacceptable » et indique qu'« il ne sera pas accepté ». « Nous avons devant nous une négociation difficile, ajoute-t-il, mais nous avons la force du bon sens. L'Europe ne peut pas réformer la PAC en mai pour la faire en novembre ».



Isolément

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

« On revient de loin. » Tel est le sentiment le plus fréquemment exprimé à Bruxelles en découvrant les termes de l'accord conclu jeudi 19 novembre, à Washington, par MM. Frans Andriessen et Ray MacSharry, les deux commissaires européens, avec leurs interlocuteurs américains. Ceux-là mêmes qui, au début du mois, dénonçaient

comme inacceptable, parce qu'incompatible avec la réforme de la politique agricole commune (PAC), l'offre faite par M. MacSharry (sous la pression de M. John Gummer, ministre anglais de l'Agriculture) à M. Edward Madigan, secrétaire américain à l'Agriculture, offre que celui-ci avait refusée, consentant d'accepter le deal finalement « inespéré ».

Une réaction en complet décalage avec celles constatées à Paris

et qui illustre déjà l'isolement dans lequel risque de se trouver la France si elle persiste à adopter une attitude négative. « Ce accord ne se fait pas au détriment des paysans européens. Nous consolidons au contraire les résultats de la réforme de la PAC. Nous sommes restés dans les limites de la PAC réformée et nous pourrions le prouver », a déclaré M. Andriessen, vendredi, au cours d'une conférence de presse.

On décalait dans ses propos la satisfaction d'avoir mené à son

terme, dans des conditions qui ne sont certainement pas indignes, des négociations euro-américaines qui étaient mal parties et le soulagement de voir disparaître la menace d'une guerre commerciale transatlantique.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite et les articles de FRANÇOIS GROSHCHARD, SERGE MARTI et LAURENT ZECCHINI pages 14 et 15

Bioéthique : les députés ne veulent pas de retard

Les députés de toutes tendances, associés dans un travail législatif commun visant à définir des règles de bioéthique, souhaitent mener ce travail à son terme avant les élections législatives de mars prochain.

Lire page 7 l'article de GILLES PARIS

La contre-attaque de M^{me} Georgina Dufloix

A la suite des informations parues dans le Monde du 21 novembre et des déclarations faites par l'industriel nantais René Trager au sujet de commissions qu'il aurait touchées pour le compte du ministère des affaires sociales, en 1985 et 1986, sur un appareil de radiologie, M^{me} Georgina Dufloix, son mari Antoine Dufloix et son ancien directeur de cabinet, M. Michel Gagneux, ont annoncé leur intention de déposer plusieurs plaintes pour diffamation.

page 10

Un entretien avec M. Süleyman Demirel

Le premier ministre turc, revenu depuis un an aux affaires, s'explique sur les réformes démocratiques engagées dans le pays, sur sa position vis-à-vis de la rébellion du PKK dans le Sud-Est et sur le rôle de la Turquie dans le contexte nouveau créé dans la région par l'effacement de l'URSS.

page 3

HEURES LOCALES

La fragile unité de l'Association des maires de France

Le congrès de l'AMF a mis en lumière les intérêts divergents des communes et les risques de blocage.

La loi Malraux trente ans après

La réhabilitation des secteurs anciens sauvegardés est aujourd'hui en panne.

Saint-Malo : où sont passés les corsaires ?

La sous-préfecture d'Île-et-Vilaine cherche à retrouver son esprit de conquête.

Avec les informations pratiques, les pages « régions » et « Île-de-France », les livres, le débat.

Lire pages 19 à 26

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire. ■ Matières premières. ■ Marché international des capitaux.

page 17

M^{me} Blandin au « Grand Jury RTL - le Monde »

M^{me} Marie-Christine Blandin, membre du mouvement des Verts, présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, invitée de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche à 18 h 30.

Inde : juges contre castes

La Cour suprême impose de réserver aux « défavorisés » 27 % des postes de fonctionnaires

NEW-DELHI

de notre correspondant

La Cour suprême indienne n'a pas craint de rouvrir la boîte de Pandore. Par un jugement du 16 novembre, elle s'est en effet prononcée en faveur de la réservation aux « basses castes » d'un quota de 27 % des postes à pourvoir dans la fonction publique centrale. Ainsi, à terme, près de la moitié des fonctionnaires de l'Etat devraient être recrutés parmi les couches de la population les plus défavorisées, ou répintées telles.

Ce jugement a déjà relancé le débat, très âpre, sur les conditions d'une amélioration de la situation des Indiens les plus arriérés. Des manifestations hostiles ont lieu dans plusieurs Etats du nord de

l'Union. Un étudiant est dans un état critique après avoir tenté de s'immoler par le feu vendredi 20 novembre près de Delhi.

La polémique n'est certes pas neuve. En août 1990, le premier ministre de l'époque, M. V. P. Singh, avait déclenché une violente agitation en se déclarant prêt à appliquer les recommandations émises en 1983 par une commission présidée par un magistrat, M. Mandal, qui proposait d'accorder des conditions préférentielles aux aspirants fonctionnaires issus des quelque 3 743 sous-castes (jatis) considérées comme « arriérées » sur le plan socio-économique.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 6

La fureur de peindre

L'expressionnisme allemand au Musée d'art moderne de la Ville de Paris : une exposition définitive

par Philippe Dagen

Voici une exposition exemplaire, la plus belle peut-être qui ait été consacrée à son sujet hors d'Allemagne - une de ces rares expositions que l'on peut avoir envie de dire définitive. Elle a tout pour séduire et tout pour marquer la mémoire, car elle traite d'une période et de mouvements peu connus et mal montrés à Paris jusqu'ici, révèle des œuvres rares et variées et les dispose sobrement et clairement.

Il faut faire l'éloge des commissaires, qui, sous la direction de Suzanne Pagé, ont su dire des toiles, des sculptures et des gravures de premier ordre, convaincre les prêteurs et concevoir un parcours démonstratif. Il faut

célébrer - une fois n'est pas coutume - la mise en espace décidée par Jean-François Bodin, dont l'essentiel mérite est de procéder au moyen d'artifices invisibles.

Il faut enfin, en toute justice, rendre hommage à MM. Aubert, Dastugue, Dondel et Viard. Qui sont-ils ? Rien moins que les architectes qui concourent, en 1937, l'ancien Musée d'art moderne, des architectes qui bâtirent un monument pour la peinture avec des murs où accrocher les tableaux et des perspectives pour les regarder de loin. L'espace est vaste, la promenade aimablement entrecoupée d'escaliers et de rotondes qui évitent la monotonie d'un parcours uniformément rectiligne.

Lire la suite page 13

PRIX MEDICIS ETRANGER

LOUIS BEGLEY
Une éducation polonaise

roman traduit de l'anglais par Mirèze Akar

Grasset



Espérances américaines du cinéma français

Tout est une question d'échelle, on l'a constaté au 4^e Festival du film français de Sarasota (Floride). Le cinéma français fait ses meilleures recettes à l'étranger en Amérique : 24 millions de dollars pour 1991. Mais il faut rapprocher ce chiffre d'un autre : le chiffre d'affaires du cinéma américain s'élève, lui, à 5 milliards de dollars par an. Au-delà des chiffres nous restons, pour les professionnels de Hollywood, les plus grands « fabricants d'intrigues » du monde.

page 13

A L'ETRANGER : Algérie, 4,00 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FB ; Norvège, 48 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 1,80 SKr ; Suisse, 1,80 Frs ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DATES

Il y a cent ans

Coubertin propose le retour de l'olympisme

par Jean Durry

«Jubilé» 20 nov. Ville-d'Avray.
Lundi 21. Assaut du stade.
Jeudi 24. Meudon.
Vendredi 25. Sorbonne.

Voilà, en tout et pour tout, de la main même de Pierre de Coubertin, les traces écrites de la semaine de novembre 1892, et plus précisément de ce vendredi 25, jour où il prononça une simple phrase, à vrai dire sans grand effet sur ceux qui l'entendirent, mais, près d'un siècle plus tard, on devait, par une construction rétrospective, en faire l'«appel» dont ce sera bientôt le centenaire.

Ces quatre lignes et cette unique mention «Sorbonne» figurent sur un document particulièrement précieux. Car, un bon historien, Coubertin avait souvent coutume de fixer noir sur blanc, d'une petite écriture serrée et penchée, ce qu'il avait dit ses activités. Ce relevé concernait les années 1891-1893 lui servit probablement d'aide-mémoire pour la préparation des articles publiés en 1907 dans la revue *l'Éducation physique*, et qu'il devait réunir en chapitres d'un de ses livres essentiels : *Une campagne de vingt et un ans (1909)*.

Entre le peu d'importance apparentement attaché, sur ce manuscrit, à cette péripétie, et la date capitale qu'on a voulu en faire dans la saga de l'olympisme moderne, quelle fut la réalité ?

C'est dans le numéro 110 daté du 7 mai 1892 de *l'Éducateur sportif* qu'il est fait pour la première fois mention d'un «projet très important soumis très prochainement à l'approbation du Comité de l'Union». Il s'agit de célébrer, par une série de fêtes, le cinquantième anniversaire de [la] fondation.

«Ludus pro patria»

L'Union ? Annoncer un cinquantième anniversaire était pour le moins osé. Le 18 janvier 1887, Georges de Saint-Clair, secrétaire général du Racing-Club de France (fondé en 1882), avait, à l'issue d'un déjeuner ponctuant au restaurant Cabasus un «rallye-patrie» couru dans les bois de Ville-d'Avray, annoncé le projet d'une «Union des sociétés françaises de course à pied» qu'il venait de concevoir avec Jules Marcadet, son homologue du Stade français (créé le 13 décembre 1883 au Procope). Lorsque, le 27, ou plus probablement le 29 novembre 1887, les statuts en furent adoptés — règlement de course valable pour «toute la France», prévision de championnats nationaux effectifs disputés le 29 avril 1888 sur la piste de la Croix-Catalan (100, 400, 1 500 mètres et 10 000 mètres haies) — et Saint-Clair choisi comme président, l'USFSP, à laquelle Marcadet avait donné la fière devise «Ludus pro patria», dans le climat d'un pays toujours marqué par la catastrophe de 1870-1871, ne comptait encore que... les deux clubs précités aux quels depuis le 1^{er} juillet s'était joint celui des Francs-courus.

Le 8 juillet 1890, quand l'Union — devenue celle des Sociétés françaises de sports athlétiques le 18 janvier 1889 sur l'initiative, discutée, de Saint-Clair, qui souhaitait l'étendre au football, à la course, au tennis, etc. — tient sa première assemblée générale, rue Saint-Guil-laume, à l'Ecole libre des sciences politiques, le paysage n'est plus le même. Au printemps 1888, les pré-courus ont en outre été rejoints par un homme jeune — né le 1^{er} janvier 1863, 20, rue Oudinot, à la lisière du faubourg Saint-Germain, de taille raisonnable et au regard vif : Pierre de Coubertin. Celui-ci a lancé, le 29 mai 1888, le Comité pour la propagation des exercices physiques, avec pour président le prestigieux Jules Simon, cependant qu'est apparu, à l'autonomie, sur l'initiative du publiciste de talent Pascal Grousset, ancien communiste, la Ligue de l'éducation physique. Coubertin a ensuite organisé un congrès international accolé à l'Exposition de 1889.

Face à la Ligue, l'USFSA, consacrée, va sceller son accord avec le Comité Jules Simon. Coubertin abandonnant bon gré mal gré son idée d'une «union athlétique scolaire» spécifique. Il y a maintenant 4 clubs et 10 associations scolaires affiliés. Durant l'hiver, pour des raisons personnelles, Saint-Clair s'éloigne brusquement de la scène. Fin 1891, les effectifs passent à 42 (16 et 26). Mais il reste un grand nombre de sceptiques et d'adversaires. Tandis que les associations de gymnastique et de tir, soutenues par les pouvoirs publics, ont pris dès 1873 et 1886 un chemin tout différent, fait de discipline, de défis et démonstrations de masse,



Pierre de Coubertin : «Rien dans l'histoire ancienne ne m'avait rendu plus songeur qu'Olympie»

pour préparer, elles aussi, la revanche.

C'est pourquoi des fêtes du Jubilé plus ou moins fictif de l'Union pourraient donner un coup de symboles efficaces. A condition qu'elles soient réussies.

Le programme imaginé va effectivement se dérouler fin novembre 1892.

Dix mois avant que ne soit signée l'alliance franco-russe, les Fêtes du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Union sont placées sous le patronage de M. le président de la République et de Son Altesse impériale le grand-duc Vladimir de Russie, membres d'honneur de l'Union. Elles débutent, le dimanche 20, avec un «championnat national» vélocipédique amateur couru sur 50 kilomètres de Ville-d'Avray — restaurant Cabasus, cela va de soi — à Chailly-le-Roi et retour, remporté en 2 h 6 min 29 s 2/5, après quatre changements de machine, par un certain Henri Desgrange, loin de se douter que, à peine huit ans plus tard, il deviendra le directeur de *l'AUTO-VÉLO*.

Lundi 21, à partir de 8 heures et demie du soir, brillante inauguration de la salle d'armes du Stade français, 47, boulevard des Invalides.

Jeudi 24 après-midi, 53 concurrents de 9 associations participent, à l'Observatoire de Meudon, où les accueille le grand astronome Janssen, au troisième cross-country interscolaire, et, sur un rude parcours, les potaches de Lakanal l'emportent devant Janssen.

Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne

Le vendredi 25 a lieu la séance solennelle dans le grand amphithéâtre, assez sombre, de la vieille Sorbonne. C'est le point culminant de ce que Coubertin annonçait comme un «jubilé de jeunes gens». Le chef de l'Harmonie de la Belle Jardinière déclenche la Marseillaise. L'estrade se couvre d'habits noirs. Après l'hymne russe, trois conférenciers se succèdent sur les exercices physiques. «Dans l'Antiquité», par Georges Bourdon ; «Au Moyen Âge et pendant la Renaissance», par Jules-Jean Jusserand, conseiller d'ambassade, futur représentant de la France à Washington et futur auteur de l'excellent *Sports et jeux d'exercice dans l'ancienne France (1901)* ; «Dans le monde moderne», c'est Coubertin, et nous y reviendrons. Voici de nouveau l'Harmonie. Et l'Ode à l'Union, une quarantaine (!) de strophes d'Eugène Callot. Puis vient l'heure des récompenses du concours littéraire lancé à l'occasion du jubilé. Enfin, le directeur de l'enseignement secondaire, Rabier, se lève : il est chargé par le ministre de l'instruction publique de décerner les palmes académiques, très applaudies, à Georges de Saint-Clair, le grand absent, et à M. Richefeu, président de la

comme levier l'introduction du sport dans les établissements scolaires. Mais ce sport, pour le faire durablement accepter par l'opinion et par l'Université, il fallait l'internationaliser. L'émulation chère aux Français ferait le reste. Selon quel schéma ? «Rien dans l'histoire ancienne ne m'avait rendu plus songeur qu'Olympie». Le moment lui semblait venu. C'est pourquoi, dans sa conférence du 25 novembre 1892.

Mais, au fait, quelle conférence ? On en connaît les circonstances. On sait que le secrétaire général de l'Union évoqua d'abord les trois capitales des exercices physiques dans le monde moderne : Berlin, Stockholm, Londres, d'où sont sortis trois systèmes qui ont ensuite rayonné ; puis qu'il parla des différentes applications que l'on en avait tirées en France, avant de raconter la fondation de l'Union.

Mais, à vrai dire, on en ignore jusqu'à présent, et pour toujours peut-être, le texte qui n'a, semble-t-il, été nul part reproduit. Seule en demeure la péroraison, reprise par bonheur dans le chapitre X d'*Une campagne de vingt et un ans* : «Exportons des rameurs, des coureurs, des escrimeurs ; voilà le libre-échange de l'avenir et le jour où il sera introduit dans les mœurs de la vieille Europe, la cause de la paix aura reçu un nouvel et puissant appui. Cela suffit pour encourager votre serviteur à songer maintenant à la seconde partie de son programme. Il espère que vous l'y aiderez comme vous l'avez aidé jusqu'ici, et qu'avec vous il pourra poursuivre et réaliser, sur une base conforme aux conditions de la vie moderne, cette œuvre grandiose et bienfaisante : le rétablissement des Jeux olympiques.»

«Je m'étais attendu, commente-t-il en 1907, à des critiques, à de l'hostilité, mais le projet ne fut pas même relevé».

Certes, en 1931, lorsqu'il fut publié par le Bureau international de pédagogie sportive, soit à compte d'auteur, ses *Mémoires olympiques*, il ne peut pas commencer autrement que par le récit de ce «soir de novembre-1892». Mais comment expliquer l'échec radical de cette initiative tombée tristement à plat ? «Mon exposé, j'avais décidé de le terminer en forme sensationnelle par l'annonce de la résolution de provoquer le prochain rétablissement des Jeux olympiques. Et allez donc ! Naturellement, j'avais tout prévu, hormis ce qui arriva. De l'opposition ? Des protestations, de l'ironie ? Ou même de l'indifférence ? Point du tout. On applaudit, on approuva, on me souhaita un grand succès, mais personne n'avait compris. C'était l'incompréhension totale, absolue qui commençait. Elle devait durer longtemps».

Le seul commentaire du chroniqueur anonyme rendant compte dans les *Sports athlétiques* du 3 décembre 1892, l'organe même de l'Union et du jubilé, de ce qui s'était passé «à la Sorbonne», ne s'était-il pas borné à la phrase suivante : «Nous aurons occasion sans doute de reparler de ce grand projet, qui a le tort de nécessiter des

années et des millions et l'avantage d'être, comme a dit l'orateur, «une œuvre grandiose et bienfaisante».

Mais Coubertin n'est pas homme à se décourager si facilement. Il imagine un nouveau congrès, qui devient dans les toutes dernières semaines le «Congrès international pour le rétablissement des Jeux olympiques», et dont — à l'instar des «Fêtes» de novembre 1892 — il soigne chaque détail. Du 16 au 23 juin 1894, dans une Sorbonne rénovée, le succès couronne, dit-il, «les dix premières années de ma vie d'homme».

«Un état d'esprit»

S'il n'avait bien évidemment pas été le seul à songer à faire renaître les Jeux olympiques, le génie de Coubertin fut de se révéler sans discussion possible «le seul dont la ténacité et la persévérance permirent la mise en place d'une organisation solide, fondée sur des principes lui donnant chance de durer» : périodicité de quatre ans, variété et caractère moderne des sports, désignation d'un Comité international permanent et indépendant puisque coopté, refus d'un site unique et permanent afin de permettre aux Jeux de pérégriner et de rayonner de par le monde.

Au soir du 23 juin 1894, tout restait à faire. On sait ce qu'il en est advenu. Le 6 avril 1895, le roi Georges I^{er} de Grèce prononçait sous le ciel d'Athènes la formule appelée à devenir rituelle, de l'ouverture des Jeux de la première olympiade de l'ère moderne. L'arbre olympique allait cacher la forêt de l'œuvre considérable de Pierre de Coubertin, pédagogue, historien, vulgarisateur dans le meilleur sens du terme, journaliste, romancier à l'occasion et quelquefois poète, esthète et humaniste. Coubertin qui demeure, dans son propre pays en particulier, le plus célèbre des inconnus, le plus méconnu des hommes célèbres. Il ne fut pas infatigable, marqué par son milieu d'origine et son temps. Mais il se montra tout à la fois visionnaire et réalisateur.

Que penserait-il, un siècle plus tard, de l'évolution des Jeux olympiques, pris dans le maélstrom de la médiatisation et de l'argent, lui qui s'exprima ainsi dans ses *Lettres olympiques*, courtes éptres données entre octobre 1918 et avril 1919 à la Gazette de Lausanne : «L'olympisme n'est point un système, c'est un état d'esprit. (...) Il n'appartient ni à une race ni à une époque de s'en attribuer le monopole exclusif. (...) L'olympisme est un renverseur de cloisons. Il réclame l'air et la lumière pour tous».

(1) Pour ceux qui souhaitent progresser dans leur connaissance de Coubertin, on rappellera le travail du Comité international Pierre-de-Coubertin (Lausanne), et du Comité français Pierre-de-Coubertin (12, rue du 4-Septembre, 75007 Paris).

► Jean Durry est directeur du Musée national du Sport.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE DE L'ÉTOILE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
250 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guio, Philippe Dupuis
Isabelle Tsahuridu
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-77
Téléc. MONDUPUB 43 128 F
Téléc. : 46-62-72-77, Société Filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régis Europe S.A.

Imprimerie
du « Monde »
15, r. M.-Gambourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-33-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voies normales CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 122 F	1 560 F
1 an	1 896 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande,
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP Pneu RP 221 MAG 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : président
directeur de la publication
Bruno Freppat
directeur de la rédaction
Jacques Guio
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Arnalric
Thierry Farnet
Philippe Hermain
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Faure (1989-1992)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

MARIE-CHRISTINE BLANDIN

PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL DU NORD-PAS-DE-CALAIS

ANNE PARY
HENRI MARQUE
AVEC ANDRÉ PASSERON
ET JEAN LOUIS SURTEY MONDÉ

18h30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

AMÉRIQUES

PÉROU : le président Fujimori à la recherche de légitimité

L'opposition boycotte le scrutin pour l'Assemblée constituante

Plus de 11 millions d'électeurs péruviens sont appelés à désigner, dimanche 22 novembre, les 80 membres de l'Assemblée constituante. Environ 1 500 candidats sont inscrits sur 18 listes pour un scrutin boycotté par les principales formations politiques. La liste du parti gouvernemental, Cambio 90, reste en tête des intentions de vote. Le président Alberto Fujimori a laissé entendre qu'il pourrait dissoudre la Constituante si sa formation n'obtenait pas la majorité absolue. Dans ce cas, a-t-il dit, « le pays serait ingouvernable ». Auteur d'une série d'attentats qui ont fait une quinzaine de morts mercredi et jeudi, le mouvement maoïste Sendero lumineux a lui aussi appelé au boycottage du scrutin.

LIMA

de notre envoyé spécial

« Les trois années qui ont changé l'histoire » : c'est le titre ronflant d'un long documentaire télévisé à la gloire du gouvernement Fujimori, passant sur toutes les chaînes péruviennes. On y revoit M. Mario Vargas Llosa effondré au soir de l'élection présidentielle de 1990 qu'il a perdue, les anciens ministres Alan García crispés face au congrès qui lui réclame des comptes et l'actuel chef de l'Etat radieux et impérial qui inaugure une « nouvelle ère ».

C'est un exemple du matriage publicitaire en faveur de la liste officielle, dirigée par l'ancien ministre de l'énergie, M. Jaime Yosef Yana, lui aussi d'origine japonaise et intime du chef de l'Etat. Le favori du président n'a pas jusqu'à présent fait grosse impression mais M. Fujimori a tout fait, surtout depuis l'échec de la tentative de putsch du 13 novembre, pour transformer l'élection de la Constituante en plébiscite. Voter Yosef Yana, c'est voter Fujimori. C'est bien ainsi que l'on perçoit les choses dans les bourgades de la Sierra et dans les bidonvilles de la capitale. L'attachement sentimental au président reste vif, malgré les énormes sacrifices consentis depuis deux ans. L'échec de la conspiration militaire, les risques courus par le président - et très largement magnifiés par ce dernier - devraient donner un nouveau coup de pouce à une popularité en hausse depuis la capture en septembre d'Abimael Guzmán, chef et fondateur du Sendero lumineux. Mais tous les experts ne sont pas d'accord : certains estiment que les explications embrouillées du gouvernement et sa perte de crédibilité face aux militaires pourraient freiner la tendance.

Officiellement, l'élection de la Constituante est le premier pas vers le retour de la démocratie, mise entre parenthèses le 5 avril. Les masses populaires préoccupées par la dégradation constante de leur « niveau de survie » ont manifesté un total manque d'intérêt pour la consultation. Mais le vote est quasiment obligatoire car la carte d'électeur est indispensable dans la vie courante. M. Fujimori a été élu et bien élu en 1990, même s'il a commis nombre d'erreurs ensuite. Journalistes et chroniqueurs courageux ne le gouvernent pas pour dénoncer son autoritarisme et la campagne lui a offert de multiples motifs d'indignation.

Obstacles pour l'opposition

Au départ, M. Fujimori souhaitait légaliser son coup de force par un référendum. Les pressions de Washington et de Tokyo (principaux bailleurs de fonds du régime) l'ont contraint à renoncer à cette tactique et à évoquer l'élection d'une Assemblée constituante à l'Organisation des Etats américains (OEA), qui a accepté cette proposition le 18 mai aux Bahamas. Mais l'OEA avait aussi posé des conditions qui n'ont pas été respectées. Le dialogue prévu entre le gouvernement et les forces politiques du Congrès dissous a tourné court. Il a été remplacé par un échange de vues entre l'exécutif et des groupes « indépendants ». Le gouvernement ne devait pas intervenir dans le débat électoral. Il n'a cessé de le faire. L'OEA s'est inclinée bien que ses représentants à Lima aient, ces derniers jours, dénoncé des « irrégularités flagrantes ».

Des obstacles multiples ont été dressés par le pouvoir devant les

candidatures d'opposition (il fallait, par exemple, rassembler 100 000 signatures en dix jours pour être inscrit). En conséquence, l'ancienne Gauche unie, qui avait obtenu 30 % des voix en 1985, a été marginalisée. En revanche, Cambio 90 a été systématiquement favorisé et bénéficie d'une place préférentielle sur les bulletins de vote. Les camions de l'armée ont transporté le matériel officiel. M. Fujimori a distribué ordinateurs et vêtements dans tout le pays. Résultat : une campagne mornne sans débat d'idées et tronquée. Les principales formations politiques n'ont pas participé. Le Parti communiste, orthodoxe, le PUM (Parti d'Unité pour la Marianne), marxiste-léniniste, de M. Javier Díaz-Caneque, l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine, social-démocrate), l'Action populaire (libérale, de l'ancien président Belaunde), le mouvement Liberté de M. Vargas Llosa : tous dénoncent ce qu'ils appellent une « force » et prévoient une « fraude gigantesque avec des ordinateurs manipulés par le pouvoir ». Seules des formations traditionnelles, le PPC (Parti populaire chrétien, conservateur) se présente, aux côtés de nouveaux rassemblements dirigés par des leaders de la gauche modérée ou des dissidents de l'APRA et du mouvement Liberté. Sans parler d'une demi-douzaine de listes folkloriques. Pas étonnant que le Pérouvienne moyen paraisse un peu perdu face à ce cocktail bizarre. 40 % des électeurs avouaient encore leur perplexité à la veille du scrutin.

MARCEL NIEDERGANG

OCÉAN INDIEN

COMORES : premières élections législatives depuis l'assassinat du président Ahmed Abdallah

Un archipel toujours en quête d'un équilibre politique

Quelque 239 000 Comoriens sont appelés à élire leurs députés, les dimanche 22 et 29 novembre. Ces élections législatives, les premières depuis l'assassinat, le 28 novembre 1989, du président Ahmed Abdallah, devraient apporter un minimum d'équilibre politique. L'instabilité est telle qu'à la veille du premier tour il se trouve encore des sceptiques pour douter du bon déroulement du scrutin jusqu'à son terme.

MORONI

de notre envoyée spéciale

Les enfants comoriens ne sont pas payés, les enseignants ont rendu leur tablier. La rentrée scolaire, prévue en octobre, n'a pas encore eu lieu et les candidats bacheliers attendent l'examen depuis juin. L'un d'eux, inscrit comme candidat libre après avoir raté deux fois son bac, a abandonné la partie : nommé ministre de l'environnement, il ne pouvait pas prendre le risque d'un échec. Son incompétence fait l'objet de la dernière devinette en vogue à Moroni. Combien y a-t-il de ministres dans le gouvernement comorien ? « Deux et demi » répondent les plaisantins, le « demi » désignant évidemment ce lycéen.

Presque tous les ministres ont quitté le gouvernement, il y a un mois, afin de pouvoir rejoindre la foule des candidats à la députation. Pour quarante-deux sièges, ils sont trois cent vingt-cinq sur les rangs - dont deux se présentant du fond d'une cellule de prison !

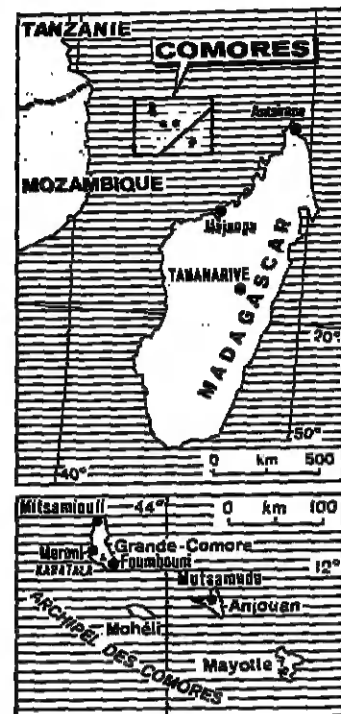
N'était la grave crise que connaît le pays, le côté obscène de la vie politique comorienne prêterait à sourire.

A deux régimes autoritaires (Ali Solih, de 1975 à 1978, puis Ahmed Abdallah, de 1978 à 1989) a succédé... le vide. Depuis six mois, la République fédérale islamique des Comores est dirigée à coup d'ordres, par un président sans assise politique, dont le comportement tend à donner raison à feu la Cour suprême qui, en août 1991, avait vainement proclamé sa destitution pour incapacité.

M. Said Djohar, âgé de soixante-quatorze ans, affiche de bonnes intentions. Comme presque tous les dirigeants du continent africain, il n'a qu'un mot d'ordre : construire la démocratie. Il est vrai qu'aujourd'hui la parole est libre. Mais la méthode du président ne cesse d'étonner. Les gouvernements se sont succédés (six en deux ans), les décrets contradictoires se sont multipliés, le favoritisme l'a emporté.

Le « syndrome Bob Denard »

En dehors d'un entourage que plusieurs de ses fils et gendres ont quitté, M. Djohar est un homme isolé. Ceux qui l'avaient porté au pouvoir, les barons du régime Abdallah, sont en prison ou en fuite. Parvenu à la tête de l'Etat par accident (président de la Cour suprême à la mort d'Achmed Abdallah, il avait été nommé président par intérim, puis élu trois mois plus tard), il n'a fait que diviser pour mieux régner et pais aujourd'hui cette politique.



cavale. Tout comme M. Mohamed Taki, le challenger de M. Djohar à l'élection présidentielle de mars 1990, qui a disparu après avoir mené un bryant cortège à travers Moroni, le jour de la tentative de renversement.

Traumatisés par la présence de mercenaires pendant douze ans, les trois îles - la Grande-Comore, Anjouan, Mohéli - sont encore imprégnées du « syndrome Bob Denard ». Des rumeurs font régulièrement état du retour de l'un ou l'autre des amis de « Bob », comme on appelle ici celui qui dirigeait la garde présidentielle d'Achmed Abdallah, aujourd'hui réfugié en Afrique du Sud. Des rumeurs a priori infondées, mais qui trahissent le sentiment général : la stabilité n'est pas revenue pour de bon sur l'archipel aux parfums, autrefois appelé l'« archipel aux sultans batailleurs », en référence aux mouvements dix-huitième et dix-neuvième siècles, lorsque les sultans guerroyaient en permanence. « Le système est toujours féodal, affirme un étranger installé ici de longue date, quelques familles se disputent le pouvoir. »

« Je vote pour mon cousin »

Seuls deux partis, l'Udzima et l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC), créée par M. Taki, ont refusé de prendre part au scrutin de dimanche. Vingt-trois autres formations sont engagées dans la bataille. « Moi, je vote pour mon cousin », assure une jeune femme qui a la chance de ne pas avoir à choisir parmi plusieurs membres de sa famille. Ce dilemme, apparemment absurde, est très répandu. Dans ce cas, qui privilégie, du genre ou du beau-frère ? Etant donné le nombre de candidats et la structure familiale, tout électeur a un lien de parenté avec au moins un candidat de sa circonscription. Impossible bien sûr de voter pour un autre.

Ce soupçon de favoritisme la famille n'est pas étranger au président. Le gendre de M. Djohar, M. Mohamed M. Chagamba, ancien ministre de l'économie et des finances, puis de l'équipement, démissionnaire pour cause de candidature, vient de jouer pendant huit mois le rôle d'homme fort du pouvoir, tout en étant impliqué, selon l'opposition, dans des scandales financiers - qui déclaboussent aussi M. Djohar. Pas question pour autant de le dé-avouer : « Quand vous êtes trop intelligents, il y a toujours des gens qui n'apprécient pas », affirme le président pour défendre son gendre. Et d'ajouter, lorsqu'on l'interroge sur le rôle joué par sa famille : « Si j'avais pu, j'aurais pris tous mes enfants pour m'entourer, parce qu'ils ne me trahiraient pas ».

Alors que l'Etat est en faillite, que les fonctionnaires accumulent les arriérés de salaires (trois à cinq mois de retard), que le système scolaire est bloqué, M. Djohar ne nie pas gagner 6,83 millions de francs comoriens - net - par mois (136 000 francs français), soit deux cents fois le salaire d'un instituteur comorien. Il s'en explique : « Je paie les ordonnances médicales, les mariages, les évènements sanitaires en France : tous les vendredis, j'envoie mon chauffeur aux mendiants... Chacun d'entre eux gagne au moins 500 francs [10 francs français]. Mais de convenir, un peu plus tard : « Je sais bien que la démocratie ne s'allie pas avec ces choses-là, mais ce sont des coutumes ». Comme l'écrit un « journal » d'opposition - simple feuille ronéotée, - « la démocratie, c'est le genre de régime où l'on peut espérer à haute voix qu'un jour on sera mieux gouverné ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et
l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
L'ÉCONOMIE

OCÉANIE

LOIN DES CAPITALES

Ngaruawahia, lieu de renaissance des Maoris

NGARUAWAHIA

de notre envoyée spéciale

TÊTES couronnées, chefs d'Etat et diplomates sont de plus en plus nombreux à venir rendre hommage à la reine maorie (1) dans le petit village de Ngaruawahia, à une centaine de kilomètres au sud d'Auckland. Les visiteurs sont reçus dans le marae, lieu traditionnel de rencontres des Maoris, de débats politiques et de célébrations de naissances, mariages et rites funéraires.

A l'extérieur de la maison de bois sculptée de guerriers tirant la langue, les hommes armés de lances exécutent une danse virile semblable au haka des All Blacks avant chaque match de rugby. C'est dans ce même lieu que la reine Elisabeth avait été accueillie en 1953. Cette première visite royale marque la reconnaissance officielle du « royaume » maori et, selon The Auckland Star de l'époque, « mit fin à cent ans d'hostilités ».

Avec ses lacs et son fleuve, la vallée fertile du Waikato était, au XIX^e siècle, l'un des territoires les plus riches de l'île du Nord. Les guerriers regorgeaient de blé et les tribus de la région fournissaient Auckland en farine et exportaient en Australie ou en Amérique du Nord. Jusqu'aux guerres de 1863-1864, à la fin desquelles les troupes britanniques victorieuses confiscèrent les terres convoitées par les colons.

Privée de ses ressources, la tribu tainui voyait aussi ses lieux sacrés profanés. L'humiliation reste vive dans la mémoire collective, et les Tainui ne manquent jamais d'évoquer cet épisode de leur histoire encore lourd de conséquences aujourd'hui. Le taux de chômage, trois fois plus élevé chez les Maoris que chez les autres Néo-Zélandais, l'est presque quatre fois plus pour les Tainui.

Fondé en 1948 pour gérer les fonds gouvernementaux donnés en compensation aux tribus spoliées, le Tainui Trust Board négocie actuellement avec le gouvernement conservateur la restitution des terres domaniales, soit environ 10 % de ce qui leur appartenait. « Il serait déraisonnable de demander un dédommagement pour la valeur de toutes les terres confisquées. Cela se chiffrerait en milliards de dollars. Mais nous voulons celles qui sont toujours entre les mains de la Couronne... Nous ne visons pas la propriété qui a acheté sa terre en toute bonne foi, bien que la Couronne la lui ait cédée pour pas grand-chose », explique M. Hare Puke, président du Board.

Car il vaut mieux ne pas inquiéter les autres Néo-Zélandais, ceux que les Maoris appellent les « Pakehas ». Il est déjà assez difficile de convaincre l'opinion que l'histoire étudiée à

l'école était biaisée, voire totalement erronée. C'est ce que le ministre de la Justice, M. Doug Graham, s'efforçait encore à faire récemment devant les étudiants d'Auckland : « Les gens de Waikato ne sont pas montés vers le Nord menacer Auckland. Ce sont les troupes britanniques, qui, au nom des colons, ont envahi le Waikato ». M. Graham a fait son devoir, estime M. Puke : « Jusqu'ici, la nation pensait que les Maoris n'étaient que des fauteurs de troubles. Il a fallu qu'un ministre, un homme de loi de surcroît, corrigeât les faits pour que l'histoire révisée soit acceptable par les Pakehas ».

« Cannibales ou meurtriers »

Pour accablér les négociations, M. Graham préfère traiter directement avec les chefs des tribus déposées : « Lorsque les faits sont indiscutables, il n'est pas nécessaire que les revendications soient examinées par le tribunal de Waitangi. Autant nous mettre tout de suite au travail ». Dans les autres cas, le tribunal intervient. Créé en 1975 à l'initiative des travailleurs, il s'efforce de faire appliquer le traité de Waitangi (1840). Resté lettre morte jusqu'alors, celui-ci reconnaissait aux Maoris le droit de préserver leurs terres, forêts et lieux de pêche et garantissait la protection de leur patrimoine (le Monde du 12 janvier 1989).

Le traité n'est pas considéré comme un texte figé : son interprétation - difficile en

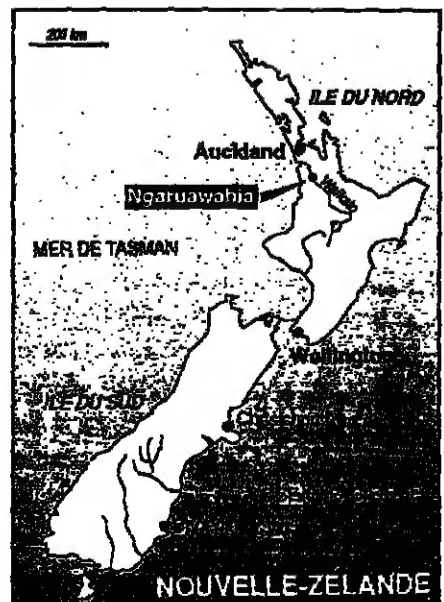
raison des divergences entre les versions anglaise et maorie - continue à alimenter les débats. Il a fallu deux ans au tribunal pour prouver que la langue maorie faisait partie du patrimoine naturel. Depuis 1987, elle est langue officielle et doit être promue par les médias et l'école.

La radio tainui est l'une des dix-huit stations créées depuis lors. Son directeur, M. Whiti Te Ra Kaihau, parle avec passion de son désir de faire renaître la langue. Comme beaucoup de pionniers, il a commencé en tant que bénévole. Maintenant, les subventions permettent de payer toute l'équipe. « La langue a été préservée dans les régions reculées. Ailleurs, elle n'est parlée que par les personnes âgées et par les plus jeunes qui l'apprennent à l'école... J'ai dû faire un effort pour l'apprendre. Cela ne devrait pas être ainsi ». Son dernier projet ? Lancer une télévision tainui afin que les programmes maoris ne dépendent plus des chaînes nationales contrôlées par les Pakehas.

M. John Rangieramauri Heremia parle avec la même chaleur de son engagement à faire revivre sa langue. Il dirige l'une des quatorze écoles primaires où l'enseignement est entièrement dispensé en maori, sauf les deux dernières années, où une place est faite à l'anglais. « Dans les années 40 ou 50, on pensait que les Maoris devaient être éduqués comme les Pakehas pour avoir des chances de réussir. Mais le système éducatif ne faisait que renforcer notre sentiment d'être des citoyens de seconde classe. Nos héros étaient vus comme des cannibales ou des meurtriers. On nous interdisait de parler notre langue », explique-t-il.

Depuis 1981, sept cents jardins d'enfants ou « nids de langue » ont été créés en Nouvelle-Zélande. Selon un universitaire d'Auckland, le professeur Rangitini Walker, cette initiative est l'expression la plus concrète de la renaissance maorie. Mais l'immersion dans le bain linguistique doit être poursuivie dans le primaire, faute de quoi « l'enfant supprime la langue au bout de trois semaines ». M. Heremia renchérit : « Le seul moyen de donner aux enfants confiance en eux est de leur transmettre notre culture. L'éducation maorie est le clé de nos problèmes, le moyen de luter contre le chômage et la délinquance ».

SYLVIE LEPAGE



(1) Elle n'est reconnue comme reine que par la Confédération des tribus tainui, mais elle est respectée en tant que chef par tous les Maoris. En tout, les Maoris représentent près de 15 % des 3,4 millions de Néo-Zélandais.

الشرق الأوسط

EUROPE

La situation dans l'ex-Yugoslavie

Des « casques bleus » français et britanniques attaqués en Bosnie

Les combats se sont poursuivis, vendredi 20 novembre, sur plusieurs fronts de Bosnie, notamment à Travnik (centre) et Bihać (ouest). Selon des sources militaires croates de Travnik, une alerte générale a été lancée dans la ville, objet d'une attaque d'artillerie serbe en début de matinée. Cité historique de Bosnie centrale, résidence des pachas ottomans au dix-huitième siècle, Travnik accueille, outre ses dix mille habitants pour la plupart musulmans, des centaines de réfugiés venant de la région de Jajce conquise par les Serbes fin octobre.

Selon les sources croates, l'attaque de vendredi a fait d'importants dégâts matériels, surtout dans le quartier de Kalibunar, sans faire de victimes.

Des sources croates ont, par ailleurs, signalé des tirs d'artillerie serbe contre la région de Bihać, dans le nord-ouest du pays. Dans cette région, des « casques bleus » français avaient répliqué, jeudi, à une attaque alors qu'ils escortaient un convoi d'aide humanitaire. L'incident s'est produit dans le village de Bosanska-Krupa, lorsque des civils déchargaient des marchandises. « Nous travaillons dans des zones de guerre, même si notre tâche est strictement humanitaire; ce qui arrive n'est pas surprenant, mais c'est décevant », a déclaré M. Shannon Boyd, porte-parole de la FORPRONU à Zagreb, à propos de cet incident.

Au total, trois convois ont été déchargés à Bosanska-Krupa, dont

les 2 000 habitants n'avaient pas reçu d'aide depuis près de deux mois; 28 tonnes de vivres ont pu être livrées aux habitants jeudi, a précisé M. Shannon Boyd.

Le même jour, un détachement britannique escortant un convoi de Vitez à Tuzla avait été attaqué sur le chemin du retour sans subir de pertes.

De leur côté, MM. Vance et Owen, qui dirigent la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, ont achevé une tournée de deux jours dans les zones de Croatie placées sous contrôle de l'ONU sans obtenir des Serbes de ces régions le respect des engagements qu'ils avaient pris, en matière de désarmement de leurs milices notamment.

De retour à Genève, M. Cyrus Vance s'est déclaré opposé à l'idée avancée, cette semaine, par M. Roland Dumas de réunir les ministres des pays participant à la conférence internationale.

M. Dumas avait proposé que les ministres réfléchissent à une « neutralisation de la Bosnie », c'est-à-dire à son désarmement sous contrôle international, ce que l'ONU ne parvient pas à obtenir dans les régions de Croatie sous contrôle serbe, où sont déployés des « casques bleus » depuis janvier dernier, et qui viennent de visiter MM. Vance et Owen. — (AFP, Reuters.)

L'UEO et l'OTAN renforcent le contrôle de l'embargo dans l'Adriatique

L'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont annoncé, vendredi 20 novembre, que, conformément à la résolution adoptée, lundi dernier, par le Conseil de sécurité des Nations unies, elles prendraient les mesures nécessaires au renforcement de l'embargo naval contre la Serbie et le Monténégro.

Des experts de l'UEO et de l'OTAN doivent se réunir, lundi 23 novembre, pour arrêter les modalités précises. Aux termes du communiqué, adopté par les ministres de la défense et des affaires étrangères de l'UEO vendredi à Rome, les bâtiments de guerre occidentaux pourront arraisonner et inspecter les navires marchands suspects et les détourner de leur destination s'il est avéré qu'ils transportent de la contrebande. De son côté, l'OTAN a précisé, dans un communiqué, que « tous les navires entrant dans les eaux territoriales de l'ancienne Yougoslavie ou en sortant, seront interceptés pour inspection et vérification de leurs cargaisons et destinations ».

Sept navires de l'OTAN étaient au large des côtes du Monténégro et, de l'avis du président en exercice de l'UEO, celle-ci devrait avoir un nombre d'unités équivalent, ce qui impliquerait d'affecter deux navires supplémentaires.

L'Allemagne a fait savoir qu'elle ne pourrait participer directement à l'arraisonnement de navires ni à aucune action hostile, en raison de sa Constitution. Le destroyer *Ilam-*

burg restera cependant dans la flotte de l'OTAN qui croise dans l'Adriatique, a annoncé le ministre de la défense, M. Volker Rühe. Une partie de la presse allemande s'interrogeait, vendredi, sur la mission de ce bâtiment, supposé « naviguer sans se mouiller » dans l'Adriatique, écrivait *Die Welt*, et qui focalise actuellement le débat sur la participation de l'armée allemande à des opérations de l'ONU hors de la zone OTAN. Les sociaux-démocrates défendent une conception très restrictive de cette participation, à laquelle M. Volker Rühe paraît en l'occurrence avoir fait droit.

Ces mesures prises par l'UEO et l'OTAN n'ont, d'autre part, qu'une portée relative, l'essentiel des violations de l'embargo contre la Serbie et le Monténégro s'effectuant par le Danube ou par voie terrestre.

La Grèce, qui figure parmi les pays accusés de violer l'embargo, a signé, vendredi à Rome, un protocole d'adhésion à l'Union de l'Europe occidentale. Elle sera ainsi le dixième membre de l'UEO, qui a vocation à devenir, aux termes du traité de Maastricht, la composante de défense de l'Union européenne. Cette adhésion de la Grèce doit toutefois être ratifiée par l'ensemble des pays membres. Certains ont indiqué qu'ils attendraient pour ce faire qu'Athènes ait démontré sa volonté de faire respecter les sanctions de l'ONU.

ROUMANIE

Nicu Ceausescu est déclaré libérable

Celui qui est resté le plus haï des survivants du « grand Ceausescu » en Roumanie, Nicu, fils cadet de l'ex-dictateur Nicolae, a été déclaré libérable avant terme, vendredi 20 novembre, par un tribunal de Bucarest.

Nicu Ceausescu, qui, à quarante et un ans, souffre d'une cirrhose et ne pèse plus, selon son avocat, « que 43 kilos contre 83 auparavant », devait être libéré mardi ou mercredi prochain de son pénitencier de la banlieue sud de Bucarest. Le juge a indiqué avoir tenu compte de son « bon » comportement en prison et de son état de santé. Détenu en milieu hospitalier dès l'été 1990, il avait été porté par ses gardes lors de sa dernière apparition devant le tribunal, l'été dernier.

Selon la justice, il a purgé plus de la moitié d'une peine de cinq ans pour possession illégale d'armes à feu. Une autre inculpation, pour incitation à génocide, est toujours en cours d'instruction. Sa sœur Zoia avait été libérée en août 1990 avec son frère Valentin, le dernier membre du « clan » restant en prison étant Nicolae Andruța, le frère de l'ex-dictateur.

Soul des trois enfants Ceausescu à avoir mené une carrière politique, Nicu, devenu chef du parti pour le département de Sibiu, apparaissait comme le dauphin du

régime. Il avait été arrêté le 22 décembre 1989, dans une voiture munie de fausses plaques d'immatriculation, aux côtés de sa dernière conquête, une chanteuse. L'armée lui évita alors le lynchage, mais il reçut un coup de couteau à l'abdomen et fut exhibé le soir même à la télévision.

Les frasques de Nicu étaient largement connues à Bucarest. Parce qu'elle se refusait à lui, la célèbre gymnaste Nadia Comaneci avait décrit l'enfer créé autour d'elle avant sa fuite du pays. — (AFP.)

BULGARIE

M. Dimitrov échoue à former un gouvernement

Le Parlement bulgare a refusé, vendredi 20 novembre, la confiance au premier ministre sortant, M. Filip Dimitrov, chargé par le président de former un nouveau gouvernement, ce qui semble mener à des élections anticipées, selon les milieux politiques de Sofia.

Lors d'une consultation à bulletin secret, M. Dimitrov, juriste de trente-sept ans soutenu seulement par son propre mouvement, l'Union des forces démocratiques (UFD, anti-communiste), n'a recueilli que 104 voix, ses opposants en réunissant 124. Un an après son arrivée au pouvoir, le gouvernement minoritaire de M. Dimitrov avait été renversé le 28 octobre après que le parti de la minorité turque — Mouvement pour les droits et libertés (MDL) —, qui le soutenait, eut associé ses voix à celles de l'opposition socia-

L'amiral Lanxade se prononce contre un engagement militaire

Le chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, se prononce contre une intervention militaire dans l'ex-Yugoslavie, dans un article publié, vendredi 20 novembre, par l'hebdomadaire de la marine *Cosmos*.

Pour lui, après un séjour en Croatie et en Bosnie, il ne faut « pas d'intervention militaire qui dégraderait notre crédit, fruit d'un long et patient travail avec chacune des communautés, mais une présence permanente à leurs côtés pour inlassablement aider, com-

muniquer et établir un cessez-le-feu solide ».

« Si elle existe, la solution ne peut venir que des habitants de l'ex-Yugoslavie eux-mêmes », souligne l'amiral Lanxade, en faisant part de la « haine » qu'il a rencontrée au cours de son voyage, comme celle de ce Musulman, qui « ne pense qu'à venger les crimes, pillages et viols commis par les Serbes contre les siens ». Il conclut : « Nous sommes les spectateurs, engagés ou non, d'un drame qui nous dépasse. »

POINT DE VUE

Pour une intervention en Bosnie-Herzégovine

par Gérard Fuchs

DEPUIS maintenant près de dix-huit mois, la guerre fait rage dans l'ex-Yugoslavie. Je suis de ceux qui pensent que, dans le déclenchement de cette guerre — guerre de sécession puis guerre civile —, la responsabilité des Serbes, et surtout celle des Croates, est très largement celle des Serbes. Qui ne voyait qu'après la déclaration d'indépendance de la Slovénie viendraient celle de la Croatie, inacceptable au pouvoir en place à Belgrade, puis une explosion majeure en Bosnie-Herzégovine ?

Mais, aujourd'hui, la question de la responsabilité est une question pour les historiens. Aux politiques, il appartient de réagir pour contraindre ce qui est devenu, au-delà même de la guerre, l'événement essentiel : la politique de purification ethnique conduite par les autorités serbes, avec trop souvent la complicité de Zagreb. L'objectif de cette politique est clair et inacceptable : éliminer par tous les moyens, de la terre à l'assassinat collectif, les populations hétérogènes des territoires convoités pour matérialiser la rêve de la Grande Serbie.

Alors que, de cessez-le-feu non respecté, les forces serbes occupent une part croissante du territoire de la Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale se doit de s'engager davantage.

Je propose que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution invitant, d'une part, à un nouveau cessez-le-feu et indiquant d'autre part, en référence au chapitre VII de la charte, que les forces, qui tenteraient de dépasser leurs positions seraient bombardées par les moyens aériens préalablement réunis à cette fin.

Je n'ignore pas que ces moyens devront être substantiels, pour deux raisons :

- ils devront pouvoir contre les forces aériennes de Belgrade, tentées, le cas échéant, d'intervenir à nouveau en Bosnie;
- ils devront pouvoir assurer la protection des éléments de la FORPRONU en Croatie, qui, équipés seulement d'armes légères, courront le risque de représailles et devront recevoir rapidement des matériels lourds.

On peut espérer qu'impressionné par la détermination de l'ONU et le rassemblement des moyens engagés, Milosovic fera respecter le cessez-le-feu, y compris par la pression sur ses amis de Bosnie. On ne peut et, dans l'optique de la dissuasion on ne doit pas, écarter l'éventualité du passage à l'acte. Des vies non yougoslaves, des vies françaises se trouveront alors en danger. Je le sais. Mais, aujourd'hui comme à la veille de la guerre du Golfe, il appartient aux politiques de comparer les risques : le risque d'intervenir contre le risque de ne pas le faire. Ce dernier signifie, pour la Bosnie-Herzégovine, la certitude cet hiver de dizaines de milliers de morts. Il signifie, hors de l'ex-Yugoslavie, l'encouragement à d'autres foyers nationalistes dont nous voyons déjà les prémices. Je souhaite que la France, depuis le début en première ligne pour ramener la paix, s'engage dans une initiative de cette sorte.

► Gérard Fuchs est secrétaire national du Parti socialiste, chargé des relations internationales.

► ITALIE : pas d'acheteurs pour les aquarelles de Hitler. — Vingt aquarelles peintes dans sa jeunesse par Adolf Hitler (*Le Monde* du 21 novembre) n'ont pas trouvé acquéreur à la vente aux enchères organisée, vendredi 20 novembre, à Trieste, et le commissaire-priseur a dû les retirer de la vente après une offre de moins de cinq minutes. Le prix de départ annoncé, 250 000 francs, n'a séduit aucun des quelque deux cents spectateurs de la vente, pour la plupart des journalistes et des curieux. L'Etat italien avait fait savoir qu'il s'opposerait à la sortie du territoire de ces « œuvres d'art ». — (AFP.)

TADJIKISTAN

La seconde démission de Rahmon Nabiev

MOSCOU

de notre correspondant

Les plus belles carrières ont une fin. Rahmon Nabiev, prototype du potentat communiste d'Asie centrale et spécialiste incontesté des retours au pouvoir miraculeux, n'a pas retrouvé son fauteuil présidentiel au Tadjikistan.

La série de succès militaires et politiques remportés ces dernières semaines par ses amis du Sud (Kouliab) et du Nord (Khodjent) l'avaient rempli d'espoir, mais ces mêmes amis ont violemment jugé qu'il avait fait son temps. Les députés du Parlement tadjik, après avoir écouté un interminable discours de l'ex-premier secrétaire de l'époque Brejnev, ont entériné à l'unanimité son offre de démission, alors qu'il aurait de toute évidence souhaité qu'ils la refusent.

Au moins ce personnage au physique gras, souvent jugé trop mou par ses partisans eux-mêmes, mais qui avait largement contribué à mettre son pays à feu et à sang, n'aura-t-il pas tout perdu. D'abord, les députés, qui eux aussi « datent » pour la plupart de l'époque soviétique, ont décidé que sa première démission, concédée en septembre dernier sous la pression des islamodémocrates, était nulle et non avenue (seule la « seconde »

compte donc). Ensuite, ils lui ont laissé son salaire, son appartement, sa datcha et divers privilèges propres à adoucir sa retraite. Enfin, M. Nabiev est en droit de se dire que ses ennemis démocrates et islamistes ont perdu encore plus que lui.

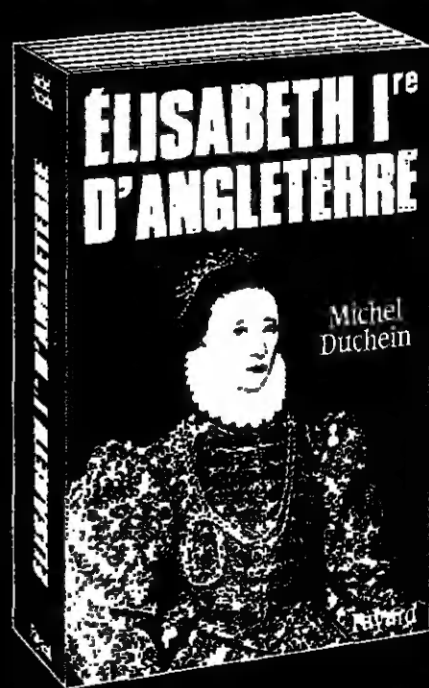
Par la même occasion, les députés tadjiks ont confirmé à son poste de premier ministre M. Abdulmalik Abdulladjanov, qui occupe les mêmes fonctions alors que la coalition démocratique-islamiste était « au pouvoir » à Douchanbe. Cette confirmation pourrait apparaître comme la réalisation d'un compromis entre les deux camps, à cela près que M. Abdulladjanov n'est nullement lui-même un ami des démocrates ou des islamistes.

Cet homme, qu'on dit trempé jusqu'au cou dans les bonnes affaires, représente plutôt la région industrielle et développée de Khodjent (ex-Leninabad), où se tenait cette session du Parlement, et sa présence à la tête d'un gouvernement qui reste à constituer est donc plutôt une manière de réaliser un équilibre avec le Kouliab, bastion méridional des partisans de l'ancien système, et d'où vient le nouveau président du Parlement, M. Ali Rahmanov.

JAN KRAUZE

► TURKMÉNISTAN : arrestation d'opposants. — Au moins dix personnes, dont quatre membres du mouvement d'opposition turkmène Agzybirlik, ont été interpellées fin octobre et certaines emprisonnées « pour contacts avec des étrangers » ou pour avoir « tenu des réunions lors de la fête nationale », selon Helsinki Watch, organisation non gouvernementale basée aux Etats-Unis. — (AFP.)

Le pouvoir et la séduction



Le remarquable livre de Michel Duchêne... Cette biographie exhaustive et nuancée nous réconcilie avec la fille d'Henri VIII et d'Anne Boleyn.

Bruno de Cessole, *madame Figaro*

Une biographie pleinement elisabéthaine au meilleur sens de cet adjectif.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

Il fallait toute l'habileté de l'historien et un véritable bonheur d'écriture pour ressaisir, à travers Elisabeth, la richesse de ce temps où vécut Shakespeare. Héroïne biblique ou monstre de cruauté et de luxure, responsable de la mort de Marie Stuart ? Michel Duchêne a refusé ici le portrait biface et il donne du même coup une des grandes biographies de cette année.

La Croix, *L'Événement*

L'Histoire
chez
FAYARD

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : l'incendie dans la résidence royale

La plupart des trésors du château de Windsor ont pu être sauvés

Les pompiers et une armée de bénévoles se sont battus pendant plusieurs heures, vendredi après-midi 20 novembre, pour empêcher l'incendie au château de Windsor - qui a ravagé le Royal Banqueting Hall - de détruire les trésors nationaux des appartements d'Etat.

Des colonnes de fumée jaune et noire s'élevaient au-dessus des murs gris du château tandis que plus de 300 pompiers luttent contre le sinistre. Samedi matin, alors que l'incendie semblait circonscrit, on observait la persistance de quelques foyers. Les pompiers étaient venus de toute la région, notamment de Londres, située à 50 kilomètres de Windsor, avec 34 véhicules, aidés par les soldats d'une garnison voisine.

Le prince Andrew, duc d'York, qui était dans les écuries du château quand l'incendie a éclaté dans une autre aile, s'est dit « stupéfait de la rapidité avec laquelle le feu s'est propagé ». Toute la journée, il a participé aux secours et aux chaînes qui ont mis en sécurité un maximum d'objets d'art, de tableaux et de livres précieux.

Le feu a éclaté, en l'absence de la famille royale, vers 12 h 40 dans une aile au nord-est de l'immense château. Il a rapidement gagné le Royal Banqueting Hall, et, allié par un vent assez fort, s'est étendu au nord et au sud. Le Royal Banqueting Hall, construit en 1842 par la reine Victoria, a été ravagé, son plafond lambrissé et voûté s'est effondré, tout comme la table de banquet, longue de 50 mètres. Quatre pièces des appartements d'Etat ont également été endommagées de manière irréparable.

Dans un coin du Quadrangle, les

employés transportaient les meubles et objets précieux des pièces menacées par le brasier, avant l'arrivée de camionnettes qui emportaient les candélabres dorés et les tables de bois incrustées pour les mettre en sécurité. Sur la pelouse centrale, des tapis de cérémonie gisaient encore, enroulés dans du plastique.

La reine bouleversée

Sur la terrasse nord du Quadrangle, des dizaines de pompiers dirigeaient leurs lances vers le cœur de l'incendie. Les flammes léchaient l'extérieur noir des fenêtres. La chaleur était si intense que des

vitres éclataient et que des cadres de fenêtres fondaient.

Le château abrite quelques-uns des plus grands trésors artistiques et architecturaux du royaume, comme la chapelle St-George où se déroule la cérémonie de l'ordre de la Jarretière, l'ordre le plus haut de la chevalerie anglaise. Y sont accrochés des Léonard de Vinci, Holbein, Gainsborough, Canaletto.

Le sinistre a été provoqué par un court-circuit dans le système électrique. La reine Elizabeth II, qui passe de nombreux week-ends et toute la semaine d'Ascot à Windsor, s'est rendue sur les lieux et a été « bouleversée », selon un porte-parole. - (AFP)

De Guillaume le Conquérant à la reine Victoria

Il est immense, uniformément gris, plus cher que tout au cœur de la reine, et il flambe. Le château de Windsor, construit au cours des siècles par tous les souverains britanniques, de Guillaume le Conquérant à la reine Victoria en passant par Édouard III et George IV, recèle d'immenses trésors, et l'on tremble pour eux. On sait déjà que le grand salon de réception, qui contenait des tapisseries des Gobelins de la fin du dix-huitième siècle représentant l'histoire de Jason et de Médée a perdu son splendide plafond à caissons.

Il ne resta plus qu'à espérer que les Holbein, Rubens, Clouet, Dürer, Rembrandt, Memling, Van Dyck du salon du roi aient été

épargnés, de même que les Canaletto du salon de la reine, tout comme le bouclier d'acier damasquiné, incrusté d'or et d'argent, offert par François I^{er} à Henry VIII, qui se trouve dans la salle des gardes.

Le feu croit-on, a pris du côté de la chapelle Saint-Georges, bâtie en 1477, où flottaient les bannières des chevaliers de l'ordre de la Jarretière, dont l'institution remonte à 1348. Il serait à blâmer, alors, que ne soit parti en fumée le cloître en fer à cheval, construction en bois et en briques, tout comme la tour qui se dresse derrière le cloître, baptisée, ironiquement, « Curfew Tower », la « tour du couvre-feu ».

ESPAGNE : le financement occulte du PSOE

L'obstination d'un juge embarrasse les socialistes

MADRID

de notre correspondant

De pareilles choses ne s'étaient pas encore produites en Espagne. On n'avait jamais vu un magistrat se rendre au siège de la Banque d'Espagne pour saisir des documents puis, une semaine plus tard, le mercredi 18 novembre, envoyer son greffier procéder à une perquisition dans les locaux d'un parti politique.

Deux inédits qui ne manquent pas de piquer, surtout lorsque le parti en question est le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et que le magistrat instruit une affaire de fausses factures sur le financement occulte de cette formation : l'affaire Filasa. L'Espagne a, elle aussi, son « Van Kluybeke », un juge de soixante-trois ans, M. Mariano Barbero, qui s'efforce de déjouer les chaussetrappes placées par les socialistes au pouvoir pour l'empêcher de creuser son dossier.

Cette bataille a donc déjà fait reculer deux frontières et risque de bousculer d'autres interdits. Quand le secrétaire à l'organisation du PSOE, M. José María Benegas, et le responsable des finances, M. Francisco Fernandez Marugan, ont vu arriver le greffier accompagné de trois experts et d'un policier, ils ont été quelque peu surpris de se voir réclamer « la comptabilité et autres documents commerciaux présentant de l'intérêt pour l'instruction » du « cas » Filasa. La perquisition a duré sept heures.

« La vérité historique »

Le juge a finalement eu le dernier mot dans cette passe d'armes avec les dirigeants socialistes qui, à deux reprises, avaient refusé de remettre les pièces comptables au motif que le PSOE n'était pas une société commerciale et n'était donc pas soumis à tenir des registres comptables. De toute façon, avait rétorqué la direction du parti, tout se trouve déjà à la Cour des comptes, qui s'est déjà prononcée sur ce dossier.

En juin dernier en effet, la Cour des comptes avait estimé qu'il n'y avait pas eu d'irrégularités dans le financement du PSOE au cours des années 1988 et 1989 ni dans les relations de ce parti avec les sociétés Filasa, Malesa et Time Export, pour ne citer que les plus importantes. La décision avait soulevé les railleuses et les ricaneuses car

cette juridiction n'avait travaillé que sur les documents que le PSOE avait bien voulu lui fournir.

Le député socialiste Carlos Navarro et le sénateur du même parti Josep Maria Sala ont été convoqués au début du mois de novembre par le juge. Mais le PSOE a décidé de se battre contre autant d'insistance, estimant que certains actes de l'instruction sont contraires au droit et que la façon d'agir du juge est peu orthodoxe. En privé, les socialistes accusent M. Mariano Barbero de n'être pas un professeur de droit pénal peu familier du processus judiciaire. Ils laissent entendre également que c'est un égotiste à la recherche de notoriété.

Qui l'emportera dans ce bras de fer entre le pouvoir et un juge déterminé à aller jusqu'au bout ? L'examen de l'affaire Filasa par la

Cour des comptes avait déjà été considérablement retardé par des difficultés politiques de renouvellement de la composition de cette instance. Aujourd'hui, le PSOE multiplie les entraves.

Le scandale provoqué par les révélations sur le présumé financement occulte du PSOE a déjà contraint à la démission de son poste de coordinateur financier du groupe parlementaire socialiste M. Carlos Navarro, ainsi que le responsable des finances de cette formation, M. Guillermo Galeote. Le juge estime, en revanche, qu'il n'enquête pas sur le financement irrégulier d'un parti mais sur des fraudes fiscales, des malversations, des faux en écriture. M. Mariano Barbero veut, comme il l'a dit, « la vérité historique ».

MICHEL BOLE-RICHARD

SUISSE : deux semaines avant le référendum

Le « non » à l'Espace économique européen gagne du terrain dans les sondages

BERNE

de notre correspondant

A deux semaines du référendum du 6 décembre sur l'entrée de la Suisse dans l'Espace économique européen (EEE), les adversaires de la ratification de ce traité continuent de marquer des points. Selon un sondage publié vendredi 20 novembre, le camp du « non » recueillerait 41,1 % des intentions de vote, celui du « oui » 38 %, tandis que 17,2 % des personnes interrogées se déclarent encore indécises.

Ce sondage a fait apparaître un élargissement du fossé entre les opinions exprimées par les Allemands germanophones (opposés à l'EEE à 47,6 %) et celles des Romands francophones (favorables au traité à 57,1 %).

Par rapport à la semaine précédente, le « oui » recule de 0,9 %, et le « non » avance de 0,9 %. Le canton de Zurich - le plus peuplé du pays - bascule dans le camp du « non ». Dans les régions de langue allemande, seuls les deux demi-cantons de Bâle se prononcent pour l'EEE. En Suisse française, le Valais paraît encore hésiter entre le « oui » et le « non ». A commencer par le gouvernement, les partisans du

« oui », qui regroupent les grands partis et les principales organisations économiques, mettent les bouchées doubles pour tenter de renverser la tendance.

L'importance de l'enjeu a été mise en lumière par six des sept membres du Conseil fédéral qui viennent de participer à des débats télévisés. Comme l'a rappelé le président de la Confédération, M. René Fasel : « La Suisse fait partie de l'Europe par sa culture, son histoire et parce qu'elle partage avec elle les mêmes valeurs ».

Démarche exceptionnelle, dix anciens membres du gouvernement ont lancé un appel à voter « oui », « constant avec son rôle d'entrée de la Suisse dans l'EEE est visiblement menacée ». De son côté, l'Institut universitaire de recherches économiques appliquées de Saint-Gall a mis les Suisses en garde contre les méfaits qu'aurait sur l'économie du pays la création, au 1^{er} janvier prochain, d'un grand marché entre les Douze de la CEE et les Sept de l'AELE. Se fondant sur une enquête, il prévoit, en cas de victoire du « non », une montée rapide du chômage à 7 %, soit le double du taux actuel.

JEAN-CLAUDE BUHRER

ASIE

TIMOR-ORIENTAL

L'armée indonésienne a arrêté le chef du FRETILIN

M. José Xanana Gusmão, chef du Front de libération du Timor-Orient (FRETILIN) depuis la fin des années 70, a été arrêté vendredi 20 novembre par des soldats indonésiens. Il est en train d'être interrogé par l'armée, a annoncé Djakarta.

Le FRETILIN lutte depuis seize ans contre l'occupation puis l'annexion par l'Indonésie de cette ancienne colonie portugaise, peuplée de 750 000 habitants. M. Gusmão, qui est âgé de quarante-six ans, a été arrêté à Dili, la capitale du territoire. Il avait repoussé tous les appels à la reddition ou à la négociation que lui lançait périodiquement Djakarta.

M. Gusmão est respecté par nombre de ses adversaires indonésiens eux-mêmes pour son obstination dans la défense d'une cause aujourd'hui un peu oubliée. Le gouverneur du territoire, M. Osorio Soares, qui l'a connu à l'école, est allé lui serrer la main en prison, a assuré l'agence de presse indonésienne Antara. Fils d'un modeste instituteur, autodidacte devenu journaliste, écrivain et poète, M. Gusmão incarnait la résistance à l'assimilation indonésienne, en dépit des revers militaires du FRETILIN.

Au début de l'année, les autorités avaient déjà arrêté M. José Da Costa, responsable du Falintil, bras armé des indépendantistes. Les

autres dirigeants du mouvement vivent en exil en Australie ou au Portugal. Le Front est réduit, depuis 1989, à quelques centaines de guerilleros mal armés, se cachant dans les montagnes du centre du Timor-Orient.

Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, a lancé un appel pour la libération de M. Gusmão, exhortant qu'il soit « traité avec humanité et respect ». Le mouvement de défense des droits de l'homme indonésien Tapol a aussi demandé la libération du chef du FRETILIN. - (AFP)

Inde : juges contre castes

Suite de la première page

Les « basses castes » auraient bénéficié d'une sélection séparée dans les concours.

Mais, dès l'annonce de la décision de M. Singh, de nombreux étudiants de « hautes castes » ont commencé à défiler dans les rues de la capitale. L'un d'entre eux, Rajiv Goswami, s'immola par le feu devant des photographes. Plusieurs dizaines de ses camarades l'imitèrent ailleurs en Inde. Aussi la Cour suprême fut-elle chargée d'examiner si les recommandations de la « commission Mandal » étaient compatibles avec la Constitution.

C'est aujourd'hui chose faite. Mais le jugement, acquis par cinq voix contre quatre, provoque à nouveau la colère : depuis le début de la semaine, des groupes de jeunes gens ont attaqué des autobus et des trains, et sont le désordre dans quatre ou cinq grands Etats du nord de l'Inde - tous tenus, au demeurant, par des opposants au Parti du Congrès au pouvoir à New-Delhi.

Les revendications de ces étudiants sont simples. Dans un pays où la fonction publique est encore considérée par de nombreuses familles comme un travail noble, et qui en toute certitude fournit au moins 20 millions d'emplois alors que le chômage est endémique, les membres des hautes castes craignent d'être désavantagés par le système des quotas. « On devrait choisir les gens pour leurs mérites, et non en raison de leur caste », répètent-ils. Et de rappeler que « les castes ont été légalement supprimées » en Inde après l'indépendance en 1948.

Déséquilibre entre l'élite et la majorité

Le contexte est complexe. Les « castes arrières » (backward castes, ou BCs, selon la terminologie locale de langue anglaise) représentent 43,7 % de la population. Or, en dépit de l'évolution des mœurs, notamment en milieu urbain, l'administration, le corps enseignant, la médecine publique, la recherche, etc., sont encore largement des fiefs des « hautes castes » (upper castes) - et ce alors que seuls 17 % des Indiens en font officiellement partie. Le déséquilibre est ainsi patent entre l'élite et la majorité.

Le problème est rendu explosif par le fait qu'il convient d'ajouter aux quotas (réservations) désormais prévus en faveur des « basses castes » (1) ceux déjà accordés, aux termes de la Constitution, aux « intouchables » (harijans) et aux « tribaux » (adivasis), soit 22,3 % des emplois publics et des places dans les universités.

En fait, c'est contre l'accumulation des quotas que les étudiants se révoltent : près de la moitié des postes de fonctionnaires du gouvernement central seront bientôt alloués aux « basses castes ». Cette perspective alimente, bien entendu, le ressentiment des castes supérieures, qui redoutent - à tort ou à raison - d'être laissées pour compte par une « révolution sociale » qui remplacerait une injustice par une autre...

Car les « basses castes » ont beau être au plancher de la hiérarchie socio-religieuse, leur niveau de vie n'est pas forcément le pire - notamment depuis que la « révolution verte » des années 50, 60 et 70 a enrichi nombre de sous-castes paysannes. A l'inverse, de nombreux brahmanes, membres de la caste la plus « pure », sont parfois bien plus pauvres que d'autres Indiens.

Une hiérarchie confuse

Une question se pose alors : lorsque le niveau de vie ne s'identifie pas au statut social, quel critère faut-il retenir pour compenser les injustices du système ? Il n'est pas acceptable qu'un individu gagnant des milliers de roupies (...) puisse profiter des avantages accordés aux basses castes, même s'il en fait socialement partie, affirme en tout cas le magistrat Kuldeep Singh. De nos jours, la richesse confère à l'individu un statut en soi.

La décision de la Cour suprême n'a cependant retenu que la caste comme référence. Elle a, certes, estimé que le « dessus du panier » des basses castes ne pourrait pas bénéficier des quotas. Mais elle a rejeté la proposition faite par l'actuel premier ministre, M. Narasimha Rao, lors de son arrivée au pouvoir en 1991, d'accorder 10 % des postes aux « plus pauvres des gens de haute caste ».

Comment les juristes s'en tirent-ils de cette hiérarchie confuse

LE MONDE diplomatique

Seizième volume de la collection « Manière de voir »

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique et de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les Etats-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Etre la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel état ? Sur les décennies financières et sociales de douze ans de néolibéralisme et de déréglementation, l'architecte du « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opinion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts internationaux ? Quels sont ses handicaps structurels ? Où en est le rayonnement de sa culture ?

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain hôte de la Maison Blanche.

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

EN VENTE DANS LES LIVRAIRES

des castes, véritable jungle où les Indiens, pourtant attentifs sur le sujet, se perdent eux-mêmes ? Pour l'heure, on estime à New-Delhi que le jugement de la Cour suprême ne devrait pas déclencher une agitation comparable à celle de 1990, qui avait précipité la chute de M. V. P. Singh. Quel qu'il en soit, le leader du Janata Dal, un parti aujourd'hui en plein désarroi, esulte de voir que la Cour lui a finalement donné raison.

Quant au gouvernement, il a cinq années pour appliquer cette décision. Qu'en adviendra-t-il ? « Ni Indira Gandhi ni son fils Rajiv n'ont eu le courage d'appliquer les quotas, par peur de la réaction des hautes castes », remarquent somberement le 19 novembre, l'éditorialiste du quotidien The Pioneer. Et de conclure de façon pessimiste : « La société indienne reste aussi inégalitaire qu'elle l'était avant l'indépendance de 1947 ».

BRUNO PHILIP

(1) Les castes arrières sont généralement désignées comme « autres basses castes » (Other Backward Castes), car elles sont tout en bas du système classique hindou, du fait que les intouchables, les tribaux et les minorités religieuses (musulmans, chrétiens, etc.) sont considérés comme des « hors castes ».

EN BREF

■ ALGÉRIE : assassinat de deux policiers. - Deux policiers ont été assassinés, dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 novembre, à Ain Delfa, à 160 kilomètres à l'ouest d'Alger. Ils faisaient une ronde dans le centre-ville quand ils ont été pris sous le feu d'armes automatiques provenant d'une camionnette en stationnement. Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : exécution d'un condamné à mort au Texas. - Condamné à la peine capitale pour le meurtre d'un policier américain lors d'un hold-up en 1979, Jeffrey Lee Griffin, âgé de trente-sept ans, a été exécuté, jeudi 19 novembre, à Huntsville (Texas). C'est le vingt-troisième condamné à mort exécuté au Texas et le cent quarante-cinquième aux États-Unis depuis que la Cour suprême a autorisé, en 1976, le rétablissement de la peine capitale. - (AFP)

■ PAKISTAN : nouvelles arrestations. - Environ 300 opposants au gouvernement conservateur islamiste modéré de M. Nawaz Sharif ont été arrêtés vendredi 20 novembre dans la province de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP). M. Benazir Bhutto, chef du PPP, principal parti de l'opposition pakistanaise, avait annoncé son intention de participer ce jour-là à un meeting à Peshawar, capitale de la NWFP. Les autorités lui ont interdit de quitter Karachi, son lieu politique et domicile. Des milliers d'interpellations ont eu lieu les jours précédents pour empêcher une « longue marche » convoquée par M. Bhutto pour obtenir de nouvelles élections. Le chef du PPP a annoncé son intention de poursuivre sa campagne. - (UPI)

■ SURINAM : le chef de l'armée a présenté sa démission. - Auteur de deux coups d'Etat en 1980 et 1990, le chef de l'armée surinamienne et « homme fort » du pays, le commandant Desi Bouterse, a présenté sa démission, vendredi 20 novembre. Régulièrement soupçonné aux États-Unis notamment - d'être impliqué dans des affaires de drogue, le commandant Bouterse s'est récemment de nouveau opposé au gouvernement, pour avoir autorisé la commémoration de l'assassinat par l'armée de quinze opposants politiques en décembre 1982. Le Surinam est gouverné par des civils depuis l'élection, en mai 1991, du président Ronald Venetiaan. - (Reuters, AFP)

مكتبة

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés souhaitent que les textes sur la bioéthique soient adoptés avant la fin de la législature

Les députés ont continué, vendredi 20 novembre, l'examen des trois projets de loi relatifs à la bioéthique. Ils ont commencé l'étude des articles du premier texte concernant le statut du corps humain, après avoir soutenu, à l'unanimité, que le Parlement puisse adopter définitivement ce dispositif législatif avant la fin de la présente législature, en mars prochain.

Il est des consensus de renoncement, atones et complaisants. Il est aussi des rapprochements étonnants, déconcertants et ambitieux. A l'Assemblée nationale, vendredi, les seconds l'ont emporté sur les premiers. Le signal a été donné par M^{me} Yvette Roudy (PS, Calvados) qui s'inscrivait de la loutre des débats. « Tout se passe, a assuré la présidente de la commission spéciale sur la bioéthique, comme si des forces mystérieuses, mal identifiées, appuyaient constamment sur les freins dans le but de retarder nos travaux. » Aussitôt, un esprit de révolte a gagné la petite escouade de parlementaires présents dans l'hémicycle. Sur tous les bancs, il n'y a eu qu'un seul cri : « Il faut faire aboutir ces textes avant la fin de cette législature, a clamé M. Jean-François Mattéi (UDF, Bouches-du-Rhône). Il y a véritablement urgence ! » « Il faut obtenir qu'ils soient adoptés avant la fin de la session. Je fais confiance à M. Kouchner. C'est, d'ailleurs, dans son intérêt politique comme dans celui de notre pays », a ajouté, finaud, M. Jean-Michel Dubernard (non inscrit, Rhône).

« Comment ne pas regretter l'inscription en fin de session de textes de cette importance ? », a rétorqué M^{me} Dominique Robert (PS, Calvados), pendant que M. Jean-Yves Le Dœuff (PS, Meurthe-et-Moselle), débordant d'énergie, réclamait déjà l'organisation d'une session extraordinaire en janvier pour permettre au Parlement d'adopter au plus vite les trois projets de loi. Plus précis, quant à la volonté d'aboutir du gouvernement, M. Jacques Toubon (RPR, Paris) s'est efforcé, à sa manière, de rassurer ses collègues en affirmant qu'en tout état de cause « la future majorité et le futur gouvernement se feraient un très grand honneur de faire enfin voter ces lois » après les élections législatives de mars prochain.

Conscience et responsabilité

Au-delà des réflexes politiques, l'unanimité n'était pas de circonstance. Confrontés au nécessaire encadrement de certaines pratiques scientifiques qui prennent l'homme pour sujet, les députés ont redécouvert, avec la bioéthique, le plaisir de légiférer, plaisir gâché jusqu'à présent, au cours de cette session, par les pesanteurs de la discussion budgétaire ainsi que par la précipitation qui avait marqué les débats sur la procédure pénale et sur la lutte contre la corruption. « Depuis que je suis parlementaire, a expliqué M. Toubon, j'ai rarement eu, autant qu'aujourd'hui, le sentiment à la fois exaltant et angoissant d'exercer une responsabilité déterminante à l'égard des Français et, en même temps, d'exprimer mes valeurs en accomplissant ce que la vocation du politicien a d'essentiel, à savoir concilier non éthique de conviction avec mon éthique de responsabilité. »

Ce sentiment, salué, tard dans la nuit, par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, a redonné confiance aux législateurs présents. « M^{me} Boulin a déclaré, la nuit dernière, que le législateur démissionne quand on l'appelle à contrôler ou à réglementer la science. Le débat que nous avons montré qu'il s'agit d'une accusation gratuite et, même, insultante envers le Parlement », a affirmé M. Le Déaut. « A un moment où notre capacité à assumer des responsabilités est mise en doute, je pense que ce travail élaboré en commun, parfois indépendamment de notre sentiment personnel, sera à l'honneur du Parlement », s'est réjoui M^{me} Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique).

Au cours de leurs travaux préparatoires, les membres de la commission spéciale se sont, d'ailleurs, forgé une morale. « Nous avons avancé sur le champ miné de nos différences partielles, philosophiques, religieuses », a rappelé M^{me} Denise Cucheux (PS, Nord). Nous avons voulu fixer les règles minimales d'une société tolérante, chacun étant libre de s'imposer des règles plus strictes en fonction de ses convictions et de ne pas recourir aux possibilités offertes par la loi. « Vouloir imposer à la collectivité une morale religieuse qui, par définition, ne s'applique qu'à l'individu, non seulement serait une erreur vis-à-vis de nos concitoyens, mais outre-

passerait gravement le rôle du Parlement », a souligné M^{me} Hubert. « Il faut éviter à tout prix l'ordre moral, qui, imposé par les uns, dirait aux autres ce qui est bien et ce qui est mal », a ajouté M. Mattéi.

Les parlementaires n'ont été que peu convaincus par les exemples étrangers de législation sur la bioéthique. « J'avoue être inquiet en observant les législations adoptées en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne », a assuré M. Mattéi. Ces pays ont-ils légiféré en fonction de l'usage qu'ils ont de l'homme ? Non, ils l'ont fait en fonction de leur passé récent. L'Allemagne n'a pas digéré la période nazie et, dès qu'on y parle de génétique, on interdit. L'Espagne, (...) écrasée par le franquisme et des siècles de domination catholique, a produit la loi la plus permissive qui soit.

La gravité du sujet a imposé à chacun un lent travail, fort bien résumé, une fois encore, par

M. Toubon. « Mon point de vue [sur la bioéthique] n'est pas l'expression hâtive d'un a priori, a-t-il souligné, mais bien le résultat d'une longue réflexion, de la lente maturation d'une forte conviction. Ce n'est pas une construction humaine, il est bien entendu faillible, incertain, et sujet au doute méthodique. » La rédaction de ce projet a été une leçon d'humilité, nos certitudes ont été ou sont encore ébranlées », a confié M^{me} Hubert. « Overall je vous dire qu'après avoir voté en commission, il m'est arrivé de douter », a ajouté M. Michel Diot (PS, Meurthe-et-Moselle).

Le respect de la vie

Alors que le radicalisme de M^{me} Christine Boutin (UDC, Yvelines), hostile à toute forme d'avortement, avait imposé, la veille, un certain manichéisme au débat, ven-

dredi, les frontières partisanes se sont progressivement effacées derrière les consciences. Seuls les députés communistes ont conservé leur langage habituel. Il a sonné curieusement. « De quelle éthique peut être portée une morale fondée sur la sacralisation de l'argent, sur la loi du marché, qui affirme le tiers-monde, chasse nos paysans de leurs terres, détruit nos sites industriels et investit la santé, l'éducation et le sport ? », s'est ainsi demandé M. Gilbert Millet (Gard), alors que M. Georges Hage (Nord) dénonçait, à propos de la réglementation stricte des greffes et des dons d'organes, des « projets porteurs d'une finalité de marchandisation ».

Cet état d'esprit s'est vérifié en pratique lors de la discussion des articles du premier projet de loi, qui précisent les principes généraux propres à garantir le respect du corps humain et dont M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, a

expliqué que s'ils « irradiant » déjà le droit français, ce n'est que d'une manière « parcelle ». « Il est grand temps de substituer une vision globale en adoptant un texte général », a-t-il conclu.

Les députés ont ajouté au texte, à la quasi-unanimité, un « frontispice », inspiré à M. Bernard Bioulac (PS, Dordogne), rapporteur des textes, par M. Toubon, qui stipule que « la primauté de la personne est le fondement de la société » et que « la loi assure la conciliation de ce principe avec les exigences légitimes du progrès de la connaissance scientifique et de la sauvegarde de la santé publique ». Ce préambule solennel comporte, enfin, un extrait de la loi Veil, destiné à montrer qu'il n'entend pas la remettre en cause et indiquant que la loi « garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie ».

GILLES PARIS

Au Palais du Luxembourg

La majorité sénatoriale a réécrit la réforme de la procédure pénale

Les sénateurs ont adopté en première lecture, vendredi 20 novembre, le projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Vauzelle, ministre de la justice. La droite a voté « pour », les socialistes et les communistes « contre », la version sénatoriale ayant vu de sa substance le projet de loi issu des travaux de l'Assemblée nationale. Des dispositions-clés en ont été effacées, telles que la présence de l'avocat en garde à vue, l'ordonnance de « modification de charges », la collégialité dans les décisions de mise en détention provisoire et l'introduction de la procédure contradictoire au cours de l'audience de jugement. Les sénateurs ont souhaité durcir le dispositif tendant à assurer le respect de la présomption d'innocence dans les médias. Enfin, M. Girault (Rép. et ind.), rapporteur de la commission des lois, a demandé une nouvelle délibération sur un amendement rejeté la veille et visant à autoriser le placement en garde à vue du simple témoin en cas d'enquête préliminaire, ce que le texte initial ne permet pas. Les sénateurs ont, cette fois, adopté l'amendement.



L'EOS 5 est unique.

Voici la pièce qui le distingue de tous les autres.

Le nouveau Canon EOS 5 est le 1^{er} reflex autofocus piloté par l'œil.

Ce n'est pas une nouveauté de plus, c'est une authentique révolution. Canon la dédie aux photographes, tous les photographes, pour la photo. Equipé de l'EOS 5 - et de votre œil - vous ne pratiquerez plus jamais la photo comme avant.

L'EOS 5 est capable d'analyser tous les déplacements de votre pupille dans le viseur. Cela lui permet de faire le point sur le détail que vous regardez, en une fraction de seconde. C'est ça l'autofocus piloté par l'œil. Cela veut dire que les problèmes de mémorisation et de recadrage sont enfin résolus. Avec l'EOS 5, vous photographiez net à la vitesse de votre regard.

Révolutionnaire, mais en silence : couplé à l'une des prestigieuses optiques USM, l'EOS 5 est d'une discrétion totale et là aussi, il vous laissera muet. Et admiratif !

Digne fils de l'EOS 1, il hérite beaucoup de ses caractéristiques pro : mode manuel via double molette, grip vertical avec double commande. Son ergonomie est harmonieuse, fonctionnelle, dans toutes les conditions, toutes les positions. Son prix conseillé est de 5.500 F (boîtier nu et grip).

L'EOS 5 est unique parce qu'il introduit une nouvelle approche de l'art photographique, fondée sur une liberté renouvelée de l'expression. L'EOS 5 facilite tout, solutionne tout, il rapproche le photographe de son sujet, de son inspiration et de son talent. Pour créer et transmettre l'émotion. C'est un Canon.



Canon

V O I R E T E M O U V O I R

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

La commission d'enquête demandée par les socialistes est acceptée

Les députés ont adopté, vendredi 20 novembre, par 301 voix contre 263, une proposition de résolution déposée par le groupe socialiste et tendant à la constitution d'une commission d'enquête chargée d'examiner « l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger ». Les socialistes et les communistes ont voté « pour ». La droite, qui avait déposé deux propositions de résolution portant sur le sida, jugées non recevables, a voté « contre ».

M. Jean-Pierre Fouché (UDC, Hauts-de-Seine) a exprimé sa « certitude » de voir la commission

« interférer avec l'action de la Haute Cour ». « Créer une commission d'enquête revient à contester par avance la capacité de la justice de procéder aux investigations nécessaires et à juger impartialement », a-t-il ajouté, avant de déclarer que les centristes ne siègeront pas dans cette commission.

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, a regretté que « la droite s'entête dans une attitude de récupération politicienne » du drame du sang contaminé. En votant contre la constitution de la commission d'enquête, la droite « confirme sa gêne devant une recherche objective de la vérité », a ajouté M. Auroux.

G. P.

M. Fabius prédit une « bataille longue et difficile »

M. Laurent Fabius a adressé aux militants du PS une lettre de quatre pages, jointe à la livraison hebdomadaire de *Vendredi*, dans laquelle il les appelle à la « solidarité » dans l'affaire du sang contaminé, en prévision d'une « bataille longue et difficile » et les invite à mettre en pratique le « message » de Léon Blum et de Pierre Mendès

France. « Leur message, écrit-il, c'est le courage, c'est de faire face, d'agir, d'expliquer, de rester fidèles à nos valeurs, certain qu'avec ton soutien et la solidarité la vérité finira par l'emporter. »

M. Fabius souligne que « devra être respectée la présomption d'innocence » dans la saisine de la Haute Cour. Il dénonce des accusations « très sélectives », en faisant référence au « refus, par le gouvernement Chirac, d'indemniser, en 1987, les hémophiles contaminés ».

Un « dossier » sur l'affaire du sang contaminé, réalisé par *Vendredi* et tiré à quatre cent mille exemplaires, présente des chronologies et des déclarations de personnalités visant à réfuter toute responsabilité pénale des anciens ministres socialistes. En ce qui concerne leur responsabilité politique, il affirme que « si les manipulations [de] la direction du CNTS avaient été connues immédiatement après les faits, les ministres qui ont été abusés auraient probablement remis leur poste à disposition du gouvernement » et que celui-ci « aurait probablement demandé à l'Assemblée s'il pouvait continuer d'exercer ses fonctions ».

Les débats chez les écologistes

Une lettre de M. Waechter

Dans une lettre qu'il nous a adressée, M. Antoine Waechter conteste l'interprétation que nous avons donnée, dans le compte-rendu de l'assemblée générale des Verts à Chambéry (le Monde du 17 novembre), de son vote d'une motion de défiance vis-à-vis des Verts de la région Nord-Pas-de-Calais :

« Une partie des Verts du Nord-Pas-de-Calais, conduite par M. Christine Soudanis, conseiller régional et présidente de la commission de coopération décentralisée, a présenté une motion critique à l'égard de leur propre expérience et voulu soumettre au vote des militants le rappel des orientations adoptées l'année précédente. Je suis intervenu pour demander un effort de cohérence aux trois régions [Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Bourgogne] engagées dans un accord de majorité, par le strict respect de cette double condition : un contrat sérieux, complet, conforme aux orientations des écologistes et portant sur l'ensemble des compétences de l'institution régionale, et un rapport de forces qui permette d'appliquer le contenu de ce contrat. Cette intervention expliquait le sens de mon vote. »

« En revanche, il n'y a pas d'accord de majorité, ni en (le-)de-France, ni en Languedoc-Roussillon, où les Verts se sont, d'ailleurs, abstenus de voter le budget supplémentaire. »

[La motion votée par M. Waechter et repoussée par une large majorité de députés écologistes n'est pas celle que nous avons présentée dans le Nord-Pas-de-Calais, la motion antilibérale n'est toujours pas comptée avec le PS et à force de lui servir le lit de Procuste, les Verts risquent de couler. Comme j'appartiens à la gauche, je me suis accablé à un point formel et non réel. Il s'agit bien d'une motion critique à l'égard des Verts régionaux du Nord-Pas-de-Calais, qui, pour la majorité d'entre eux, ne font pas partie du courant de M. Waechter. - J.-L. S.]

□ Appel pour une « alternative sociale et écologique ». Les responsables d'Alternative démocratique et socialisme (ADS), de l'Alternative rouge et verte (AREV) et plusieurs groupes régionaux, tels que *Jeune Écologie*, *Autogestion* ou le *Mouvement de la gauche progressiste* de la Sarthe, ont annoncé leur intention d'initier des candidatures aux élections législatives dans une centaine de circonscriptions, sous l'étiquette Solidarité-Écologie-Gauche alternative.

POINT DE VUE

Réunions la France

par Noël Mamère

CHACUN jour qui passe apporte sa pierre au mur qui coupe notre pays en deux, suivant une ligne qui n'a plus rien à voir avec le vieux clivage droite-gauche. Du bon côté se retrouvent les « protégés », tous les bénéficiaires des années Mitterrand, les gagnants qui ont profité de la crise, ceux qui ont encaissé les dividendes des grands équilibres et qui ne croient pas à l'exclusion qu'à la télévision. Du mauvais côté, les « fragilisés », armée obscure des sans-travail, des losers, laissés-pour-compte de la rigueur, des jeunes inquiets pour leur avenir, des classes moyennes qui s'appauvrissent et des petits paysans qui en veulent à la Terre entière.

Les résultats du référendum sur l'Europe, qui ont révélé cette évidence avec la force d'un électrochoc, n'ont même pas fait bouger nos responsables politiques. Ils continuent à s'agiter comme si cette consultation n'avait été qu'une péripétie.

Pourtant, entre le « oui » des protégés et le « non » des fragilisés, il y a bien dix ans de gouvernements socialistes, si peu sociaux mais tellement obsédés par la monnaie, et deux petites années d'une droite sauvagement libérale. Parce qu'elles ont fonctionné sur les mêmes obsessions du marché, gauche et droite sont solidement responsables de ce mur inacceptable, construit à coup de mépris du citoyen, d'indifférence aux plus démunis, d'inégalités renforcées, de raids boursiers, de scandales impunis, de corruption. Bref, un sinistre bilan politique et un grand vide social.

La belle espérance qu'incarnait la gauche du début des années 80 a viré au fascisme idéologique. En dix ans de pouvoir, celle-ci s'est littéralement détournée des valeurs fondatrices. A la solidarité et au partage, elle a préféré le profit, le franc fort, l'économisme. A l'État

gestionnaire et garant des grands secteurs de service public, comme la santé, elle a préféré le dérèglement et la rentabilité. Victime de la mode libérale qui envahissait toute l'Europe, elle s'est convertie au social-réalisme, en se jetant avec gourmandise sur tout ce qu'elle avait combattu pendant des années. Dans cette grande braderie des valeurs, la gauche a même perdu la seule qui aurait pu la sauver : la responsabilité conçue comme une morale politique. Elle a préféré le cynisme et la pratique systématique de la défausse aux plus hauts échelons de l'État.

Ainsi les années Mitterrand nous laisseront-elles un franc fort sur fond de faillite de l'éthique. Et c'est bien là le principal reproche que l'on doit leur adresser à la veille du retour en force d'une droite qui ne semble ni éteinte ni décidée — parce que atteinte par les mêmes maux — à réhabiliter cette éthique de la responsabilité, dont le retour s'avère urgent si nous voulons donner à ce pays un minimum de cohésion et d'objectifs à partager.

L'axe d'une majorité nouvelle

Dans ce contexte, les écologistes ont un rôle historique à jouer. Face à la tourmente actuelle des valeurs, l'écologie politique française peut et doit devenir le principal outil de recomposition politique et sociale du pays. Pour assurer, à terme, la réussite de cet objectif, les écologistes doivent remplir plusieurs conditions, et d'abord éviter à tout prix de s'enfermer dans des polémiques stériles, des querelles d'ambitions ou d'organisations, comme ils le reprochent à juste titre à la droite et aux socialistes.

Pour l'avenir de l'écologie politique, il fallait afficher clairement notre positionnement, même si l'écologie n'est que le socle de nos alliés potentiels. Nous ne

sommes pas là pour faire plaisir, mais pour exister. Et pour exister, dans un système de scrutin majoritaire, il faut s'unir. Autrement dit, en voulant nous fermer la porte du Parlement, les grandes formations politiques nous ont poussés à l'entente et à l'autonomie, qui aujourd'hui se retournent contre elles.

Comme nous n'avons aucune envie de devenir les appendices de tel ou tel parti, il ne nous reste qu'une solution : devenir l'axe d'une majorité nouvelle et le moteur du renouveau de la vie civile. Une majorité sociologique du pays attend de nous cette vraie alternance, qui tranche avec la fausse alternance gauche-droite de vieux acteurs, spécialistes du come-back, veulent nous imposer.

A l'instar du formidable chamboulement politique qui vient d'avoir lieu aux États-Unis, l'heure est au renouvellement des générations, pour imposer le renouveau de la pratique politique. Dans cet esprit, les écologistes doivent prouver qu'ils sont capables d'apporter des réponses de société, et pas seulement écologiques, aux grandes questions que pose le pays sur les inégalités, le chômage, la solidarité, l'exclusion urbaine. Ils doivent démontrer qu'il n'y a pas de contradiction entre l'écologie et le social. Protéger l'environnement, c'est préserver le lien social, et l'histoire récente de cette planète prouve que la dégradation de la nature s'accompagne toujours de celle du lien social.

Pour réconcilier la France avec elle-même, il faut lui proposer un pacte de fraternité inséparable de la lutte pour le développement soutenable, et la sauvegarde de la planète. A nous de montrer que nous sommes capables de devenir des fédérateurs d'énergies.

■ Noël Mamère, maire de Bégles (Gironde), est vice-président de Génération Écologie.

ANDRÉ LAURENS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5916

HORIZONTALEMENT

- Fait venir l'eau à la bouche. A quel bon boire quand elle est absente ? — II. Engraisse des vampires. Nautrage qui fait des épaves. — III. Points d'Espagne. Son dada la perd. Partie du boulot. — IV. Léger. Son agent principal est très... — V. Donne souvent de ses nouvelles. Autofélicite. — VI. Participe. Instrument à touches. — VII. Traite des « marteaux ». Blanc, pour les doigts. — VIII. Refroidit. Réclame devant le devoir qu'il faut accomplir. Réduit en menus parties. — IX. Né de la veille. Répand une certaine odeur. — X. Symbole. Issues d'un bar. — XI. Région située loin des côtes. Rares sont les personnes qui en ont deux. — XII. Autant en profiter sur-le-champ ! En pente. — XIII. Bonnes pâtes. Lettres de préavis. Joue un rôle protecteur. — XIV. Fait écumer des gens qui sont empoisonnés. Sorte de « pipe ». — XV. Symbole. Bourgeois. à Paris. Promet quand même plus que le bâton aux enfants sages.

VERTICALEMENT

- Elle guide un homme « rond ». Point apparents. — 2. Peu « distinguée » dans le langage. Conjonction. — 3. Sa dame vivait au frais de la princesse. Marteaux. — 4. Article. Agent de maîtrise. Le lit de la rivière. — 5. Fut repêché grâce à quelques bonnes notes. Il leur suffit d'être câblés pour être battus. Démontre. — 6. Empêche de se présenter au « bac ». Ancienne capitale africaine. Port étranger. — 7. Attaque le siège d'une perception. Alimentent des ruisseaux et des torrents. Pronom. — 8. Voie d'eau. Ses tableaux sont à Ferrare. — 9. Ses papiers sont soigneusement contrôlés. Il y a de nombreux « plus » dans ses effets. Les pies en tiennent volontiers avec leur bec. — 10. Participe. De nombreux « ducs »

Solution du problème n° 5915

Horizontalement

- Métronome. — II. Opiomanes. — III. Rotin. — IV. Aïe ! lota. — V. Avoine. — VI. Allé. Ont. — VII. Bu. Irénée. — VIII. Opier. XI. IX. Usée. Sain. — X. Neo. Rôt. — XI. Sue. Crâne.

Verticalement

- Moral. Bouts. — 2. Epoi. Aups. — 3. Tite. Iéna. — 4. Roi. Alinéa. — 5. Omnivore. Oc. — 6. Na. Oô. Ers. — 7. Onction. Ars. — 8. Mo. Annexion. — 9. Est. Etaine.

GUY BROUTY

LIVRES POLITIQUES

Si l'élite se délite...

du CERAP exercent une sévérité à la mesure de leur exigence, qui est de redonner sa noblesse et sa vigueur au débat public et un projet digne de ce nom à la société française.

Celle qu'ils décrivent, à travers ses élites, celle dans laquelle nous vivons, leur paraît bien malade, pour la bonne raison qu'elle s'emploie moins à distinguer les meilleurs qu'à célébrer les plus vicieux. Les anciens critères de sélection, l'excellence, le pouvoir, l'influence, ont été, expliquent-ils, peu ou prou disqualifiés au profit de la notoriété, sous la pression du système médiatique. A partir d'un certain niveau de célébrité, n'importe qui a « le droit de dire son fait sur l'état du monde ». Le vedettariat consacre et nivelle toutes les valeurs que consomment les médias de masse. Les élites, dans ce système, ne font guère que témoigner de ce qu'elles sont : l'individu prime sur la pensée, l'opinion l'emporte sur la vérité, l'émotion débordante la raison. Le tout dans une confusion et un brouillage des références que masquent l'apparence de l'immédiateté et la prétendue convivialité de la communication.

S'ils ne disent pas ce qu'il faut penser, les médias, affirment les auteurs, imposent ce à quoi il faut penser, qui n'est pas forcément le plus important à terme. Outre qu'il faut valoir toute hiérarchie des valeurs, le système favorise l'émergence des fausses élites, dont le mérite est de savoir, mieux que la plupart des élites classiques, utiliser la machine médiatique. Les hommes politiques se prêtent au jeu, au point de justifier leur action au nom de la logique de communication et par rapport aux pulsions d'une opinion publique qu'ils subissent alors que leur premier devoir devrait être d'agir

sur elle et de la former. Ils misent tout sur l'effet d'annonce et usent leur crédit de représentation.

Cependant, l'affaiblissement des élites-miroirs n'est pas imputable qu'au système médiatique. Les causes du mal sont aussi internes, qu'il s'agisse de l'administration, du secteur privé ou du monde politique. Nos auteurs parlent en connaissance de l'élite administrative, dont ils mettent en cause les filières de formation, l'inculture, la mauvaise gestion des carrières, l'aristocratie, les corporatismes, la déresponsabilisation, l'attrait, encouragé par la sacralisation de l'argent, pour les positions les mieux nanties. Ils ne sont pas plus tendres pour les dirigeants des entreprises au sein desquelles, selon eux, prédominent la gestion des systèmes techniques et les experts, aux dépens des qualités nécessaires à la prise de décision. Ils reprochent aux élites entrepreneuriales de ne pas avoir cherché à gérer les antagonismes naturels d'intérêts qu'ils affrontent au double profit de la rentabilité et du gain social.

Quant au personnel politique, il a perdu de vue nombre de ses anciens repères idéologiques et s'accroche au socle minimaliste de l'appel à l'union, de la défense des droits de l'homme et de l'antiracisme, au lieu de mettre à jour « les autres lignes de clivage qui épousent mieux les enjeux d'aujourd'hui » et « les choix qui commandent la configuration de la société française de demain ». Si les auteurs de ce réquisitoire s'acquiescent de l'avenir de la démocratie, c'est parce que celle-ci leur paraît menacée par le déclin des élites, qui conduisent au populisme. Dans tous les champs de pouvoir et d'influence qu'ils examinent, ils proposent des moyens de redressement. Fauts de les énumérer,

Si l'élite se délite...

on dira que leur philosophie générale repose sur la nécessité de repenser les systèmes d'éducation, de formation, et de sélection (plus de culture générale à la base des enseignements, de souplesse dans les cursus, de diversification dans les recrutements), sur la volonté de privilégier la responsabilité et la décision et sur le renforcement des pouvoirs de la représentation et des vertus de la transparence. Ce n'est pas un mince programme.

► *Elites et délitisme*, de Giovanni Busino. « Que sais-je ? » PUF, 125 pages, 39 F.

► *Les élites et la fin de la démocratie française*, de Nicolas Tenzer et Rodolphe Delacroix. PUF, 218 pages, 148 F.

Compléments au Dossier Albertini

A la suite de la chronique « Enigmes grises et noires », parue dans le Monde daté 11 et 12 octobre, MM. Morvan Duhamel, directeur de l'Institut d'histoire sociale et de la revue *Horizons nouveaux* (ex-*Est-Quest*), et Claude Harmel, fondateur de l'Institut social du travail, nous écrivent pour contester la tonalité générale du livre de Jean Lévy, *Le Dossier Albertini*, évoqué dans cette chronique, ainsi que certaines affirmations de l'auteur. Ils assurent, en particulier, que Georges Albertini n'a joué aucun rôle dans la création et le fonctionnement de l'IST, ce qui n'exclut pas des liens étroits entre cet organisme et l'IIHS. Ils estiment que l'anticommunisme qui leur a été souvent reproché s'est trouvé justifié par les faits. M. Claude Harmel ajoute qu'il n'a jamais adhéré au Parti socialiste et dément que Georges Albertini et ses collaborateurs aient utilisé « une technique policière de documentation », selon une formule reprise par l'auteur de la chronique (qui désignait par là un mode de présentation et de repérage). « Nous n'avons jamais employé de moyens de police », précise notre correspondant, en reconnaissant les « excellents rapports » que Georges Albertini a ouvertement entretenus à l'époque avec le préfet de police Jean Baylet, les renseignements généraux et la DST.

SOCIÉTÉ

A Marcoule

Le CEA met en service un pôle de recherche sur le retraitement des combustibles irradiés

Le ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal et le ministre de l'industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, viennent, après avis de la direction de la sûreté des installations nucléaires, d'autoriser la mise en service d'Atalante-1. Ce nouvel ensemble de laboratoires, d'environ 1 milliard de francs, que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a fait construire à Marcoule (Gard) devrait permettre aux chercheurs de poursuivre leurs travaux sur le retraitement des combustibles irradiés en milieu très radioactif.

Le second volet de ce programme, Actinex, devrait démarrer vers 2010. Son but : développer des procédés de séparation très avancés, destinés à de futures mines, et qui permettraient d'isoler les actinides et les produits de fission à vie longue. L'enjeu est d'importance car certains de ces produits sont de vigoureux vieillards.

De vigoureux vieillards

Le second volet de ce programme, Actinex, devrait démarrer vers 2010. Son but : développer des procédés de séparation très avancés, destinés à de futures mines, et qui permettraient d'isoler les actinides et les produits de fission à vie longue. L'enjeu est d'importance car certains de ces produits sont de vigoureux vieillards, « cracheurs » de rayons alpha, dont les demi-vies (2) se comptent en milliers d'années pour le curium 245 et l'américium 243 et en millions d'années pour le neptunium 237.

Avec ces futurs travaux, les chercheurs du CEA espèrent, dans une première étape, réduire d'un facteur 10 la nocivité des déchets à vie longue en les séparant mieux et en les transmutant, via des accélérateurs de particules ou des réacteurs à neutrons rapides, en des produits à vie plus courte ; et, dans une seconde étape, ils espèrent réduire cette même nocivité d'un facteur 100. Ces objectifs sont ambitieux, et c'est la raison pour laquelle le CEA, qui consacre annuellement quelque 450 millions de francs aux recherches sur le retraitement et la gestion des déchets, a besoin de ces nouvelles installations. Bénéficiaire aujourd'hui d'Atalante-1 et, demain, de son complément naturel, Atalante-2 (Arthemis), une installation de 400 millions de francs, dont la construction pourrait être décidée en 1993 et la mise en service avoir lieu en 1998-1999.

« Avec Atalante, nous créons ainsi à Marcoule, affirme M. Jean-Yves Barré, directeur du cycle du combustible au CEA, le pôle de retraitement français des années 2000 et nous conservons notre avance sur les Japonais. Nous investissons sur ce site pour trente ans comme cela avait été fait à Fontenay-aux-Roses il y a déjà trente ans. » Un démantèlement qui n'est pas fait pour déplaire à la direction du CEA, qui voit dans la mise en service d'Atalante l'occasion d'offrir à ses équipes (environ 250 personnes) de meilleures conditions de travail sur le retraitement et la gestion des déchets, mais surtout l'opportunité de fermer, ce qu'elle souhaite depuis longtemps, certaines des installations de Fontenay-aux-Roses où l'on manipule, en zone urbaine, des substances radioactives.

Le vendredi 13 novembre un jury d'essais acquittait la « boulangère de Reims » accusée du meurtre d'Ali Rafa. La nouvelle président Clinton pourrait aujourd'hui renvoyer à la France les leçons que l'on donnait alors à son pays.

Au-delà des faits précis sur lesquels la cour d'assises de Reims a eu à s'exprimer, ce jugement pour beaucoup symbolise le racisme ambiant qui gangrène notre pays. Qui peut légitimement affirmer aujourd'hui que le fait que la victime se nommait Ali et l'accusée Marie-Josée n'ait pas eu une

POINT DE VUE : l'acquittement de la « boulangère de Reims »

De Rodney King à Ali Rafa

par Fodé Sylla et Delphine Batho

influence prépondérante ? Qui peut nier que les déclarations de M^{me} Garud, défenseur de l'accusée, condamné pour avoir déclaré, en 1989, alors que M^{me} Datou-Sald, substitut auprès du procureur de Reims, venait de faire appel de la décision de remise en liberté de la boulangère : « Ce ne m'étonne pas, cette personne est très proche des milieux maghrébins », n'aient pas teinté de racisme ce procès ?

La rage des amis d'Ali Rafa est aujourd'hui celle de toute une communauté qui est humiliée, bafouée dans sa dignité quand on lui dit que la mort de l'un de ses enfants vaut à peine quelques croissants. Pour des milliers de jeunes dans notre pays c'est le signe qu'ils seront toujours victimes d'une justice à deux vitesses.

A diverses occasions on a entendu les zéloteurs de la République appeler les étrangers et leurs enfants à respecter leurs devoirs. Où sont-ils aujourd'hui pour se souvenir que la République a aussi à protéger leurs droits ? Où sont-ils ceux qui ne cessent de parler des « vrais Français » quand un enfant de harlé, qui, aux, ont fait le choix de la France dans des conditions dramatiques, est traité finalement comme tous les autres « bougnoules » ?

Il est temps que prenne fin cette supercherie qui consiste à sans cesse exposer le racisme, derrière les voiles de tolérance, la proximité culturelle ou religieuse, la nationalité. La vérité est là devant nous : la couleur de la peau reste une barrière infranchissable qui, a priori, vous place dans les présumés coupables ou les présumés innocents.

Plutôt que de se tencer dans l'interminable débat sur la légitimité des jurés populaires face aux juges, les différents responsables

de notre pays devraient prendre conscience de l'énorme gâchis auquel on a assisté.

Il n'existe pas de fatalité qui interdirait à des populations différentes, aux Blacks, aux Blancs ou aux Beurs, de vivre en harmonie. Oui, nous croyons que notre pays peut réussir ce pari pour peu que l'on cesse de nier la réalité du racisme sous prétexte que l'on serait la patrie des droits de l'homme et que nul ne peut nous faire la leçon. Nous sommes dans une course contre la montre, ce qui est encore possible aujourd'hui ne le sera peut-être plus demain.

De la mort de Malik Oussekine au procès de Reims, c'est une génération entière que l'on pousse au désespoir et qui, petit à petit, abandonne l'idée qu'elle a sa place entière dans la République.

L'impuissance des pouvoirs publics à lutter efficacement contre les discriminations les plus quotidiennes construit chaque jour les murs de l'incompréhension et de la violence. Dans la spirale du racisme qui semble tout emporter sur son passage, nous sommes encore nombreux à refuser cette logique et à agir pour l'enrayer. C'est auprès des jeunes de Reims, de Neuilly-sur-Marne, de Roanne, paralyés par la peur et victimes des fous de la gâchette que les démocrates doivent défendre leurs valeurs.

On attend aujourd'hui encore une réponse à la dignité des amis d'Ali Rafa qui, au lendemain de sa mort, avaient organisé une marche silencieuse. Car si, bien sûr, rien ne sera réparé, soyez conscients qu'aujourd'hui les ghettos se construisent sur les dignités bafouées et les injustices.

Pour son activité au service de l'unité européenne

Le prix Robert-Schuman est remis à Frère Roger, prieur de Taizé

Le prix Robert-Schuman a été remis, vendredi 20 novembre à Strasbourg, par M. Alain Pöcher et M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, à Frère Roger, prieur et fondateur de la communauté de Taizé (Savoie-et-Loire). Celle-ci est devenue, ont souligné les membres du jury Robert-Schuman, « un modèle de réconciliation et de paix aux yeux des jeunes du monde entier », ajoutant : « Par sa façon exemplaire de surmonter les différences politiques et religieuses, Frère Roger a écrit l'histoire que les autres hommes qui existent en Europe peu-

vent être guéris. » Né en Suisse en 1915, Frère Roger s'est établi seul à Taizé en 1940 pour y créer des refuges politiques et y préparer la fondation d'une communauté. Celle-ci accueille aujourd'hui des dizaines de milliers de jeunes de tous les pays d'Europe. Le prix Robert-Schuman récompense tous les deux ans une personnalité comme pour son activité au service de l'unité européenne. Il a été remis au président portugais Mario Soares (1986), au cardinal français Poupard (1988) et au premier ministre néo-zélandais, M. Jozsef Antall (1990).

Impossible de faire mieux:

40 millions de tirage 1.600 millions de lecteurs

= Annuaire des codes postaux

En vue de l'introduction des nouveaux codes postaux qui seront valables à partir du 1er juillet 1993, toutes familles, entreprises, institutions et administrations en Allemagne recevront en mai prochain l'annuaire des nouveaux codes postaux. Cette prestation du POSTDIENST (la poste allemande) peut être utilisée doublement.

Cet annuaire contenant 1000 pages sera dans les prochaines années l'ouvrage de références le

plus lu. Aucun autre support de publicité passe par autant de mains. La rentabilité est excellente: Un contact par mille ne coûte pas plus de 40 Pfennig.

Vous avez encore la possibilité de placer une annonce jusqu'à la mi-décembre 1992.

Postdienst
Deutsche Bundespost

■ Veuillez contacter:

Liesel Peiseler Media-Service
Wennerscheider Straße 121
5206 Neunkirchen-Seelscheid 1
Tel.: 19/49/2247/3128 et 2073
Fax: 19/49/2247/8232

Tel.: 19/49/5241/803000
Fax: 19/49/5241/29085

SOCIÉTÉ

Les développements de l'affaire Trager

M^{me} Dufoux, son mari et M. Gagneux annoncent leur intention de déposer plainte en diffamation

M^{me} Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité, son mari, M. Antoine Dufoux, et M. Michel Gagneux, ex-directeur du cabinet de M^{me} Dufoux au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1984 à 1986, ont annoncé, vendredi 20 novembre, leur intention de déposer plusieurs plaintes en diffamation après leur mise en cause par l'homme d'affaires nantais René Trager, qui vient de publier un livre intitulé *"L'affaire Trager et les informations sur une commission liée à l'installation en France d'un appareil de radiologie importé des États-Unis"* (le Monde du 21 novembre).

Dans un premier communiqué, publié vendredi après-midi, M^{me} Dufoux précise que, « ayant été mise en cause dans un livre paru sous la signature de René Trager ainsi que dans un article du Monde daté du 21 novembre 1992, [elle] se voit soumise à des heures qui violent, par son avocat, M. Bernard Cahen, M. le procureur de la République pour que des poursuites soient engagées sur la base du délit de diffamation à l'encontre des écrits la mettant en cause ».

De son côté, M. Antoine Dufoux, dans un second communiqué, a indiqué que, « ayant été mis en cause dans un article du Monde daté du 21 novembre 1992, [il] s'élève contre des faits qui sont relatés à son encontre. Il donne mandat à son avocat, M. Bernard Cahen, d'attaquer en diffamation les livres et articles publiés ainsi que toute autre personne qui colporterait des propos semblables ».

M. Michel Gagneux indique pour sa part que, « prenant connaissance des allégations diffamatoires de M. René Trager contenues tant dans l'article du Monde que dans l'ouvrage que ce dernier a récemment publié, [il] vient de charger son avocat d'engager des poursuites judiciaires en diffamation à l'encontre de M. Trager ».

Par ailleurs, interrogée en direct au journal de 20 heures de TF1, M^{me} Dufoux a déclaré ne plus vouloir laisser « traîner son nom dans la boue ». Au sujet des documents découverts par le juge rennais Renaud Van Ruymbeke lors d'une récente perquisition en Suisse, et qui semblaient donner du poids aux déclarations de René Trager, M^{me} Dufoux a répondu : « Il faut que je rassemble des lettres et des documents datant de 15 ans. Je tiendrai les Français au courant. Je leur dirai la vérité, comme j'ai dit la vérité dans l'affaire du sang et dans l'affaire Hubache ». Sur l'affaire des documents saisis en Suisse, l'avocat de M^{me} Dufoux, M. Cahen, que cite

samedi *Libération*, estime que « si elle avait signé une lettre autorisant le versement d'une commission de 2 millions de francs à Trager, elle s'en souviendrait, et elle n'en a aucun souvenir. D'autre part, il y a une différence entre sa signature et le cachet portant sa signature, qui a pu être utilisé à son insu ».

« Je parlerai en temps utile aux Français »

Abordant, toujours sur TF1, la question du financement de sa campagne aux élections législatives de mars 1986, campagne à laquelle M. Trager affirme avoir contribué grâce à des fonds provenant de commissions récoltées à l'occasion de plusieurs marchés dans le domaine des affaires sociales et de la santé, M^{me} Dufoux a déclaré : « Il y a des campagnes électorales, les affiches et les emplacements publicitaires, il faut bien les payer et ça coûte. De cela je parlerai aussi en temps utile aux Français. » Rappelant qu'il y a, dans l'affaire Trager, une instruction en cours, l'ancien ministre a ajouté, toujours sur TF1 : « Si la justice me demande de parler, je n'ai pas peur de la justice de mon pays. Au contraire, j'ai même confiance en elle ».

Par ailleurs, M. Antoine Dufoux affirme, dans son communiqué, « qu'il n'a jamais reçu de valises de billets de la part de René Trager ou de son frère Marcel Trager ou de tout autre message et qu'il n'a jamais participé à des réunions sur des financements auxquelles était présent René Trager ».

Pour sa part, M. René Trager, que nous avons joint samedi matin par téléphone chez lui, à Nantes, nous a déclaré : « Je tiens, d'abord, à confirmer tout ce que j'ai écrit dans mon livre. Je suis surpris, ensuite, de cette nouvelle manœuvre de M^{me} Dufoux qui consiste à éviter de répondre sur les points précis et à dire, une fois de plus, qu'elle ne me connaît pas. Il est étonnant qu'il ait fallu attendre l'annonce de

la découverte de preuves par le juge Van Ruymbeke pour que M^{me} Dufoux réagisse sur les révélations contenues dans mon livre ». L'industriel nantais a regretté de ne pas avoir le même impact médiatique que M^{me} Georgina Dufoux pour pouvoir répondre, sur les mêmes tribunes et dans les mêmes conditions. M. Trager donne, par ailleurs, sa version de certains faits relatifs à cette affaire, samedi matin, dans le *Quotidien de Paris* et dans le *Parisien*.

Rôles

Qui entre en politique s'expose, au moins dans un système démocratique, à devoir s'expliquer sur ses actes. Qui accède au pouvoir — qu'il soit législatif ou exécutif — ne peut qu'avoir le souci de vérifier la cohérence de son statut et de ses pratiques au regard des lois qu'il est chargé de faire ou de faire respecter. Les « affaires », comme on dit désormais, ne surgissent que lorsque naissent des interrogations sur cette cohérence.

Lors du journal de 20 heures de TF1, vendredi 20 novembre, notre conseiller Claire Chazal a reçu successivement M. Michel Noir, maire de Lyon, ancien ministre, au sujet de l'affaire Botton, et M^{me} Georgina Dufoux, ancien ministre, au sujet de l'affaire Trager. Deux affaires différentes, deux personnalités d'origine politique opposée, deux parades identiques. M. Noir a dénoncé les « journalistes pseudo-procureurs », et le propos de M^{me} Dufoux ne signifiait pas autre chose. Tous deux, aussi, ont évité — aidés en cela par une interlocutrice étrangement conciliante — de traiter des affaires en question, des points litigieux. La

Les médias et les largesses de Pierre Botton

M. Noir accuse les journalistes de se comporter en « pseudo-procureurs d'une justice parallèle »

M. Michel Noir, invité du journal du soir, sur TF1, vendredi 20 novembre, a dénoncé des journalistes « pseudo-procureurs d'une justice parallèle » au sujet d'un article du Monde (daté 21 novembre) laissant entendre qu'il avait bénéficié des largesses de son gendre, Pierre Botton, placé en détention préventive après avoir été inculpé d'abus de biens sociaux. Selon le député du Rhône, maire de Lyon, il y a, dans cette affaire, un dossier pénal et commercial, et la justice

« doit travailler en toute indépendance », notamment vis-à-vis « d'un pouvoir médiatique qui veut usurper un autre pouvoir, le pouvoir judiciaire, et inventer je ne sais quelle forme de justice parallèle ». « La démocratie est en cause », a-t-il affirmé.

Se refusant à « entrer dans le jeu des démentis », M. Noir a demandé « à qui il viendrait à l'idée, quand on part en famille en vacances, de demander à sa fille ou à son gendre si c'est bien sur des deniers person-

nels, et non pas des deniers d'une entreprise, qu'on part ». « La seule chose qui m'obsède », a dit M. Noir, c'est que j'ai, aujourd'hui, deux petites-filles qui ne voient pas leur père et à qui leur mère — ma fille — ne sait pas comment l'expliquer. Il a ajouté : « Mon gendre est devenu mon adversaire politique en 1989 [peu après la victoire de M. Noir aux élections municipales]. Il n'empêche que c'est le mari de ma fille et que je pense à lui, aussi ».

A mi-parcours de son premier mandat

Le maire de Lyon est critiqué pour sa gestion de grands projets d'aménagement urbain

LYON

de notre bureau régional

Venu à bord d'une voiturette électrique, afin de se montrer soucieux de l'environnement, M. Michel Noir, maire de Lyon, a inauguré, vendredi 13 novembre, un parc de stationnement creusé dans la presqu'île entre le Rhône et la Saône, en plein centre de la métropole lyonnaise. Il s'agit du premier grand chantier (cinq cent quatre-vingt places sur sept niveaux en sous-sol) qui ait été à la fois ouvert et achevé durant son mandat de maire, entamé en mars 1989.

Le jour même de cette inauguration, on apprendait que la chambre régionale des comptes a décrit, dès le mois d'avril, les limites de la politique lyonnaise de construction de parkings, dans un prérapport adressé aux collectivités locales. Le magistrat enquêteur, M. Jaime Antuna, s'est alarmé des prévisions de dépenses de la société d'économie mixte Lyon Parc Auto, dans laquelle la ville et la Communauté urbaine de Lyon détiennent ensemble la majorité du capital (34 %). Il relève que le financement de l'ambitieux programme lyonnais (8 960 places d'ici à 1995) nécessitera une répression accrue du stationnement interdit en voirie, qui ne passera pas inaperçue, avant les prochaines élections municipales. Dans ce dossier, M. Noir n'a été égratigné que par la plume d'un magistrat.

Des exigences contradictoires

La liste devient longue des grands projets retardés à cause de l'adversité politique comme des exigences contradictoires entre ceux qui trouvent que l'on construit trop et ceux qui voudraient construire plus. Mais pas à n'importe quel prix. Il en va ainsi pour le futur tunnel nord, qui sera creusé sous la colline de la Croix-Rousse, afin de compléter le boulevard périphérique de Lyon. Cet ouvrage et ceux qui l'accompagnent devraient obtenir bientôt du Conseil d'État l'aval nécessaire à l'institution d'un péage, en milieu urbain, alors qu'ils ont été en partie financés par la collectivité.

On voit mal, aujourd'hui, comment M. Noir pourrait couper la ruban inaugural de cet ensemble avant les élections de 1995, tant le projet a été contrarié. Le tribunal administratif de Lyon a contraint la communauté urbaine à reconsidérer certains détails de la concession attribuée, sans appel d'offres, à un groupement d'entreprises privées piloté par le groupe Bouygues. Le tribunal a aussi obligé à remodeler la grille des tarifs. Socialistes et écologistes contestent toujours l'utilité économique de cette réalisation, estimée à 5 milliards de francs, c'est-à-dire, pour donner un ordre de grandeur, au montant actuel du budget de la communauté urbaine.

Sur l'autre rive du Rhône, le projet de cité internationale de Lyon, qui doit comprendre, un jour, 220 000 mètres carrés de congrès, un hôtel de luxe, des logements et des bureaux, achoppe sur

la mauvaise conjoncture immobilière. Cette fois, M. Noir a adressé une mise en demeure au promoteur immobilier SARI, filiale de la Compagnie générale des eaux, choisie comme aménageur : « La SARI est responsable de l'investissement qui représente pratiquement 1 milliard de francs. (...) La Générale des eaux a tout intérêt à être le premier partenaire de son premier client de France. (...) La cité internationale reste un projet crédible économiquement (1) ». Malgré cette déclaration, on peine à trouver un accord avec Marriott, pour l'exploitation de l'hôtel, ce qui empêche la mise en chantier du palais des congrès. Et le promoteur n'est pas décidé à construire des bureaux qui ne trouveraient pas preneur avant longtemps, en raison de l'état du marché local.

Au sud de l'agglomération, M. Noir s'oppose à la Compagnie nationale du Rhône (CNR), à propos des terrains du port Édouard-Herriot, qu'il n'a d'abord souhaité transformer en un parc urbain de 150 hectares, à cause de la présence de stockages d'hydrocarbures. Quelques mois plus tard, il se demandait « s'il est logique, vis-à-vis d'une politique cohérente de l'emploi, de conserver de tels secteurs, où l'on trouve dix emplois à l'hectare, alors que des secteurs situés de l'autre côté de la rue en regroupent jusqu'à vingt fois plus ». En fait, selon un rapport officiel remis par M. Claude Quin, ingénieur général des ponts et chaussées, un « bras de fer » est engagé avec la CNR, qui avait déposé un projet concurrent, sous certains aspects, de la cité internationale et du « bouclage » du périphérique au nord. Pour l'heure, la CNR, concessionnaire des terrains jusqu'en 2023, et le maire de Lyon semblent camper sur leurs positions.

Les foudres de l'hôtel de ville

Craignant d'être gênés dans leur activité, les pétroliers ont fait connaître publiquement leurs exigences sur les conditions d'un (hypothétique) démantèlement du port Édouard-Herriot, mais ils ont été bien seuls : à la différence des adversaires politiques, les milieux économiques hésitent encore à exprimer dévotion et critiques à visage découvert, craignant les foudres de l'hôtel de ville, surtout lorsqu'ils sont dépendants de marchés publics.

Pour être on-lits été instruits par le sort fait à la société d'édition et de régie publicitaire SEDIP, chargée de la confection de journaux de la ville et de la communauté urbaine, lorsqu'elle était présidée par M. Francisque Collobert, l'ancien maire (non-inscrit). Les contrats de la SEDIP ont été dénoncés avant leur terme. A ce jour, la mairie de Lyon s'est fait tirer l'oreille pour verser les indemnités dues en raison de différentes décisions de justice qui lui furent défavorables.

GÉRARD BUÉTAS

(1) Le *Monde* du bâtiment et des travaux publics daté du 18 septembre 1991.

MÉDECINE

« 50 millions de consommateurs » annonce une version corrigée de son enquête sur les urgences

Le mensuel 50 millions de consommateurs, qui avait publié dans son numéro de décembre une carte de France des services hospitaliers des urgences « à éviter et/ou à former » (*le Monde* du 18 et du 21 novembre), a annoncé, vendredi 20 novembre, que « les quelques erreurs d'impression relevées à la publication ont été corrigées pour un deuxième tirage mis en place le mardi 24 novembre ». De nombreuses réactions, notamment syndicales, avaient suivi l'enquête de l'organe de presse de l'Institut national de la consommation (INC), le président de la CFTC santé-sociaux accusant d'« incompétence » et d'« irresponsabilité » la direction de la revue, la CFTD du secteur dénonçant quant à elle une « approche superficielle » et un « traitement médiatique qui relève du grand spectacle ». Le directeur de l'hôpital de Vitry (Ile-de-France), dont le service des urgences figurait sur la « liste noire », a, pour sa part, annoncé, vendredi 20 novembre, que les membres du conseil d'administration de son établissement, réunis sous la présidence de M. Pierre Méhaignerie (député CDS et maire de la ville), avaient pris à l'unanimité la décision de porter plainte, pour diffamation, contre la publication.

TOXICOMANIE

La lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants

Le professeur Claude Olievenstein désapprouve la mission confiée à M. Robert Broussard

A l'occasion du colloque « Toxicomanies médias liberté », organisé jeudi 19 novembre à l'UNESCO dans le cadre de la Semaine européenne de prévention des toxicomanies (*le Monde* du 18 novembre), le professeur Claude Olievenstein, médecin chef du centre médical Marmottan, s'est élevé contre la mission confiée le 26 octobre dernier par M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, à M. Robert Broussard, chargé de coordonner la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants (*le Monde* du 28 octobre).

« Ce n'est pas la personnalité du projet Broussard que je mets en cause, nous a précisé le professeur Olievenstein, ce sont les objectifs, qui ont été fixés en qu'il s'est fixé lui-même, et qui nous ramènent vingt ans en arrière. Tout est devenu rétrograde, on met les usages de drogue dans le même sac que les gros dealers. Et on décide d'une politique répressive sans savoir ce que deviennent les gens après la prison. » « Je suis d'accord pour réprimer le trafic et l'usage de la drogue, a encore souligné M. Olievenstein, mais il

existe un manque de cohérence, une contradiction évidente avec la politique du ministère de la santé. »

Évoquant l'hostilité suscitée par la proposition de « débat public sur la dépendance des produits de substitution » lancée avec le professeur Albert Claude Benhamou (*le Monde* du 4 novembre), le docteur Olievenstein a estimé : « Il est pourtant nécessaire qu'il y ait un débat démocratique, républicain, pour répondre à trois questions fondamentales : Qui demande la prévention de la toxicomanie ? Vers quel public doit aller la prévention ? Pourquoi faire de la prévention ? Les adultes proposent aux jeunes l'éradication de la drogue au nom d'une société utopique qui serait une société saine et normale. Or le vécu quotidien de la toxicomanie est extrêmement grave et ne peut pas se contenter de l'amour, de vœux pieux, d'un certain nombre d'utopies. »

« Je ne sais pas si nous pouvons vivre une société sans drogue, a conclu M. Olievenstein. Je l'ai cru, mais aujourd'hui, je ne le sais pas. »

ÉDUCATION

L'université Grenoble-II devra rembourser un trop-perçu sur les droits d'inscription

Le tribunal administratif de Grenoble a ordonné à l'université Pierre-Mendès-France (Grenoble-II) de rembourser à tous les étudiants qui en feront la demande une somme de 250 F, perçue forfaitairement au moment des inscriptions, pour « prestations pédagogiques ». Cette somme était destinée à couvrir de façon forfaitaire le libre-service informatique, les accès au centre langues des stages à l'étranger et le renforcement de la documentation.

Le tribunal a estimé que les services rendus, en plus des droits d'inscription qui sont fixés au niveau national, ne présentaient pas un caractère obligatoire. Si tous les étudiants réclament le remboursement de cette somme, perçue depuis 1991 auprès des 15 000 étudiants, l'université devra rembourser au total près de 6 millions de francs.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

مكتبة ابن بطوطة

Le couple franc-mark

FRANÇOISE LAZARE

Des risques de lacquerie

Le ministre de l'agriculture précise le calendrier

— mercredi 25 novembre,
la matinée, la Commission

Isolement

Le principal [] de l'équipe []
négociateurs de la Commission []
Washington [] d'avoir convaincu
les [] d'en revenir à leur

FRANÇOIS GROS-RICHARD

Une « classe de neige »

Le rostre de l'arrangement à Washington et ce qu'on et comporte les contraintes sérieuses pour nos paysans. Ils ont réduit de 21 % par rapport aux performances moyennes de la période 1986-1990, leurs exportations subventionnées. Compte tenu du fait que, pour beaucoup de produits, et notamment pour les céréales, les pays en développement ont progressé ces dernières années, la réduction à appliquer est plus forte, se situant plutôt à 25 %. Ils devront donc produire plus pour produire ce qu'ils n'y

Le président Bush se dit « exceptionnellement satisfait »

NEW-YORK

Le président américain, un accord doit non seulement permettre de développer le commerce interna-

PHILIPPE LEMAITRE

Les producteurs de décus

En réalité, le président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, qui craignait de ne pas avoir bientôt l'occasion d'être confronté, pour son premier voyage à l'étranger, à une politique économique étrangère, a un dossier particulièrement délicat, celui de gérer d'éventuelles sanctions appliquées à l'Europe, laquelle reçoit 25 % du pétrole américain.

C'est pourquoi les deux camps se sont appelés d'inévitables épithètes commerciales de la CEE à l'encontre des Etats-Unis. A Paris, c'est son intrusion à la Maison Blanche, la détermination de M. Bush et de M. Hills, alliée à la volonté de conclure un accord Communauté, exception faite de la France, qui pour sa part, n'a rien de moins disposée à accepter son veto, lui a permis d'éviter une rupture.

SERGE MARTI

C. T

مكتبة الأحرار

ÉCONOMIE

et la CEE

Un succès inespéré pour M. Major

LONDRES

de notre correspondant

L'accord sur le GATT a été accueilli avec une véritable jubilation en Grande-Bretagne, le gouvernement soulignant à la fois un « triomphe » de la présidence britannique de la Communauté européenne et un succès personnel de M. John Major. Ce résultat est d'autant plus important que le premier ministre a pu ainsi se présenter à la presse comme le héros d'une victoire diplomatique majeure, notamment en raison du retard avec lequel le processus de ratification parlementaire du traité de Maastricht est engagé.

C'est donc avec une certaine satisfaction que M. Major a commenté la signature d'un accord commercial entre les États-Unis et l'Europe, laquelle a été vue par les perspectives d'une économie britannique déjà victime d'une profonde récession intrinsèque.

« Ce traité, littéralement, les meilleures nouvelles possibles que nous pouvions avoir », a déclaré M. Major, « commerce, pour les échanges, la libre-échange et, s'agissant des perspectives, pour obtenir des

emplois sûrs pour l'avenir. Nous pouvons être très contents », a déclaré M. Major, qui a ajouté : « Si ce que nous recherchons est la confiance, cet accord commercial est l'événement le plus important qui soit survenu dans la confiance dans le monde entier. »

Les économistes, les exportateurs britanniques devraient largement bénéficier de l'accord GATT : si l'objectif de l'Uruguay Round d'une réduction de 30 % est atteint, les exportations de la Grande-Bretagne, qui représentent un quart du PIB, pourraient augmenter de quelque 250 millions de livres sterling (375 milliards de francs) par an.

Le sommet d'Edimbourg

Malgré la victoire de M. Major n'est pas sans lien avec les perspectives de l'économie britannique. Il y a en effet eu une certaine surprise que la Grande-Bretagne n'ait pas été si vivement critiquée par ses partenaires. M. Jacques Strauss-Kahn, ministre français de l'Industrie et du Commerce, a ainsi déclaré que la présidence britannique de la CEE était « calamiteuse », ajoutant :

« Les Britanniques ont une manière de présider la Communauté qui est très largement en difficulté face aux Américains, et j'attends avec impatience le 31 décembre, quand cette présidence sera terminée. »

A Bonn, le président de la commission européenne, Jacques Delors, a déclaré que la présidence britannique « a été une expérience très intéressante, mais qu'elle n'a pas été une réussite ». M. Delors a également déclaré que la Grande-Bretagne n'avait pas été si vivement critiquée par ses partenaires. M. Jacques Strauss-Kahn, ministre français de l'Industrie et du Commerce, a ainsi déclaré que la présidence britannique de la CEE était « calamiteuse », ajoutant :

LAURENT ZECCHINI

Les réactions en France...

Colère des paysans, inquiétude des élus

Les syndicats paysans français ont immédiatement exprimé leur colère à l'annonce de l'accord GATT. Les premières manifestations - sans incidents - ont eu lieu à Dijon (Côte-d'Or) et à Béziers (Hérault). La FNSEA a invité les agriculteurs à « montrer leur mécontentement par des actions immédiates », en attendant le vote au Parlement d'une action d'urgence nationale européenne dans quinze jours qui viendrait : La Coordination nationale a appelé les paysans du nord de la Loire à manifester, mercredi à Paris, contre l'accord GATT pendant l'Assemblée nationale examinera la position de la France. Les élus de la France se maintiennent dans la position de « non » à l'accord GATT, dans les grandes capitales régionales au même moment. La

MODEF propose aussi de « mener des actions ce jour-là, y compris avec d'autres organisations syndicales ». La FNSEA a demandé à la France d'user de son droit de veto.

Parmi les hommes politiques, M. Jean Monory, président du Sénat, a demandé, dans une lettre au premier ministre, l'organisation rapide d'un référendum sur les négociations du GATT. M. Jacques Chirac, président de la République, a déclaré que l'importance de l'agriculture française dans notre économie et pour la politique d'aménagement du territoire. M. Pierre Maitre, président du CDS, ancien ministre de l'Agriculture, a estimé souhaitable que la France se maintienne dans la position de « non » à l'accord GATT. « Une fois considérée l'amélioration

des conditions de vie des paysans, la France ne peut pas accepter un tel accord », a déclaré M. Monory. M. André Lajoinie, président du PCF, a déclaré que l'accord GATT est « totalement inacceptable. La France ne doit pas être un pays qui se batte, qui doit faire respecter ses intérêts fondamentaux. Les gouvernements successifs ont déjà trop capitulé. Il est temps de dire non à l'Amérique ».

Le président de la République, M. Jacques Chirac, a déclaré que l'importance de l'agriculture française dans notre économie et pour la politique d'aménagement du territoire. M. Pierre Maitre, président du CDS, ancien ministre de l'Agriculture, a estimé souhaitable que la France se maintienne dans la position de « non » à l'accord GATT. « Une fois considérée l'amélioration

... et à l'étranger

Soulagement des gouvernements mécontentement des agriculteurs

En Europe, les voix gouvernementales se sont élevées samedi matin pour soutenir le point de vue de la France, si ce n'est du ministre espagnol de l'Agriculture, M. Pedro Solbes, qui s'est déclaré « satisfait ».

Le premier ministre britannique, M. John Major, qui assure actuellement la présidence tournante de la CEE, estimait que « l'accord auquel on est parvenu est la menace d'une guerre commerciale mondiale ».

Le gouvernement allemand a également déclaré satisfait, bien qu'il n'est pas mesuré, du projet d'accord entre les États-Unis et la CEE. M. Dieter Vogel, porte-parole du gouvernement, s'est dit « bon » soulignant qu'un accord ait été trouvé dans le domaine des négociations avec le gouvernement américain que l'accord était un

« le plus grand cadeau de l'histoire » que le pays pouvait recevoir. Les syndicats professionnels agricoles n'ont pas tardé à réagir. Ils ont déclaré que l'accord GATT était « totalement inacceptable » et qu'il était « une menace pour l'agriculture française ».

Aux États-Unis, bien sûr, l'administration du président George Bush, même si elle n'a plus rien à gagner de l'accord, a multiplié les déclarations enthousiastes (lire l'article de Serge Mottet). Au Japon, le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, a déclaré que son pays maintiendrait son interdiction des importations de riz, mais a déclaré l'accord « bienvenu ». Parmi les pays de l'Union européenne, seuls les Pays-Bas ont exprimé une certaine satisfaction, de même que celui de l'Espagne.

La Commission européenne souhaite adapter les règles du droit d'auteur à la transmission par satellite. Les producteurs français craignent la déconsolidation. La Commission européenne souhaite adapter les règles du droit d'auteur à la transmission par satellite. Les producteurs français craignent la déconsolidation. La Commission européenne souhaite adapter les règles du droit d'auteur à la transmission par satellite. Les producteurs français craignent la déconsolidation.

INDUSTRIE

Le papetier allemand PWA s'intéresse à Matussière et Forest

Le groupe papetier allemand PWA a reconnu, vendredi 20 novembre, être en discussion avec la société française Matussière et Forest, dont la cotation à la Bourse de Lyon a suspendu depuis mardi. PWA souhaite, en effet, étendre ses offres de papiers graphiques - exclusivement composé de papier « neuf » - à des produits recyclés pour se « mettre en phase » avec l'évolution du comportement des consommateurs. « Nous sommes en discussions et nous allons effectivement faire quelque

chose », a-t-il ajouté, « dans la situation n'est pas telle que l'instance que nous jugeons nécessaire d'en informer le public ». Avec son produit Alsaprint, récemment couronné pour ses qualités écologiques, Matussière et Forest a réalisé un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs en 1991, soit un peu plus que le chiffre de 1,5 milliard de francs de la société allemande. Victime du marasme de la presse, Matussière et Forest a perdu 24 millions de francs au premier trimestre.

Le groupe néerlandais ING renonce à son OPA sur la banque belge BBL

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'Internationale Nederlanden Groep (ING), premier groupe financier des Pays-Bas, a annoncé, jeudi 20 novembre, qu'il renonce à son offre publique d'achat de la banque belge BBL. L'opération devait être lancée par la banque néerlandaise ING, qui avait fait une offre de 12 % des titres. ING a donc abandonné son projet de rachat de la banque belge BBL.

« L'investissement néerlandais » d'avoir été renoncé à l'acquisition de BBL, qui lui avait permis de disposer d'un « second marché domestique » d'une nouvelle hausse de l'expansion : les Pays-Bas ont un peu de dette, mais le groupe de ING a une dette de 200 milliards de florins (près de 100 milliards de francs). ING ne coupe pas ses pertes : il entend rester une actionnaire minoritaire importante de BBL, dont il détient 10 % des actions.

CHRISTIAN CHARTIER

SOCIAL

Organisée le 23 novembre contre le plan de rigueur

La grève générale à Air France coûtera 50 millions de francs

Le trafic devrait être très perturbé à Air France le lundi 23 novembre. L'ensemble des quatorze syndicats du personnel au sol et des aviateurs appelle à une grève générale pour protester contre le plan de rigueur décidé par la direction. Le fait est massif. Il faut, selon les organisations syndicales, remonter à 1974 pour retrouver une mobilisation générale. La direction prévoit d'augmenter sur le réseau desservi par Air France et UTA un vol moyen-courrier sur trois et huit vols long-courrier sur dix.

Un communiqué commun, les syndicats rejettent les plans de rigueur « visant à faire payer uniquement aux personnels les graves fautes de gestion et les conséquences d'un défilé de dirigeants ». Le communiqué dénonce une série de licenciements et des atteintes insupportables aux rémunérations, aux conditions d'emploi.

Le plan annoncé par la direction d'Air France prévoit 1 500 suppressions de postes au 31 décembre 1993, qui

s'ajouteraient aux 2 500 prévus pour 1992-1993. Il prévoit également de réduire de 10 % le nombre du personnel navigant, soit une réduction de 750 personnes. Pour sortir de l'ornière, les syndicats appellent à l'action collective et à la mobilisation de tous les personnels pour le redressement et le développement.

La direction d'Air France a répondu à ces critiques dans un communiqué. Elle a déclaré que le plan de rigueur n'est pas une grève d'Air France qui apporterait les bénéfices qui sont attendus aujourd'hui, mais qu'elle permettrait de réduire d'autant les coûts. Au contraire, elle a déclaré que le plan de rigueur n'est pas une grève d'Air France qui apporterait les bénéfices qui sont attendus aujourd'hui, mais qu'elle permettrait de réduire d'autant les coûts.

En ce qui concerne les syndicats, l'actionnaire majoritaire d'Air France a déclaré que les syndicats, la direction estime que l'époque

révolue « où la solution aux problèmes d'Air France pouvait se trouver ailleurs qu'à Air France ». Le communiqué d'Air France a déclaré que le plan de rigueur n'est pas une grève d'Air France qui apporterait les bénéfices qui sont attendus aujourd'hui, mais qu'elle permettrait de réduire d'autant les coûts.

« Ce n'est pas une grève d'Air France qui apporterait les bénéfices qui sont attendus aujourd'hui, mais qu'elle permettrait de réduire d'autant les coûts. Au contraire, elle a déclaré que le plan de rigueur n'est pas une grève d'Air France qui apporterait les bénéfices qui sont attendus aujourd'hui, mais qu'elle permettrait de réduire d'autant les coûts.

MARTINE LARONCHE

Une conférence de presse de Mme Nicole Notat

Selon la CFDT, les syndicats grévistes de la RATP « sabotent » le dialogue social

Mme Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, s'en est vivement prise, vendredi 20 novembre, aux syndicats (CGT, Autonomes et Indépendants) de conducteurs de métro qui ont entamé depuis le 17 novembre un mouvement de grève. Cette action, a-t-elle affirmé, est une « dérive » par rapport à une conférence de presse « comporte surtout des objectifs cachés : un besoin de se faire une petite publicité et de saboter le long travail en cours, engagé entre la direction et les organisations syndicales pour améliorer le dialogue et développer la négociation collective à la RATP ».

Certains syndicats, a-t-elle souligné, agissent avec le feu.

Rappelant que la grève « doit être une arme ultime », Mme Notat a déclaré qu'elle n'est pas une action de « sabotage » mais une action de « grève » par voie

législative. Par ailleurs, la secrétaire générale de la CFDT, qui a officiellement pris ses fonctions vendredi après la démission, le 20 octobre, de M. Jean Kaspar, a déclaré que le mouvement de grève n'est pas une « dérive » par rapport à une conférence de presse « comporte surtout des objectifs cachés : un besoin de se faire une petite publicité et de saboter le long travail en cours, engagé entre la direction et les organisations syndicales pour améliorer le dialogue et développer la négociation collective à la RATP ».

Le bureau national s'est prononcé à une très large majorité contre l'organisation d'un congrès confédéral extraordinaire et a ratifié sans difficulté le nouveau partage des responsabilités au sein de la commission exécutive. Celle-ci a décidé de ne pas remplacer les départs de M. Kaspar et Alain Chupin, démissionnaires, et a élu M. Jean Bonems au poste de secrétaire général-adjoint.

Sur le dossier des retraites, Mme Notat a indiqué que la CFDT est prête à assumer ses

responsabilités. Elle a déclaré que les réformes structurelles mais la condition que trois revendications soient satisfaites. La première concerne le niveau global des pensions qui, en ajoutant les prestations de la Sécurité sociale et des régimes complémentaires, devra atteindre 75 % du salaire brut calculé sur dix meilleures années.

La seconde porte sur la contribution sociale généralisée (CSG) qui doit être « rénovée » (création d'un abattement et d'un dégrèvement du revenu imposable). Enfin, la troisième vise à obtenir que le futur régime de retraite prenne en charge les cotisations de retraite des chômeurs indemnisés par l'UNEDIC.

J.-M. N.

COMMUNICATION

Un projet de directive sur la diffusion par satellite

Les producteurs de cinéma français mènent la fronde contre la Commission européenne

La Commission européenne souhaite adapter les règles du droit d'auteur à la transmission par satellite. Les producteurs français craignent la déconsolidation.

Panique dans le monde cinématographique français. Le conseil des ministres chargé du marché intérieur des douze pays membres de la Communauté devrait bientôt se prononcer sur une proposition de directive relative au droit d'auteur et à la diffusion d'œuvres de cinéma et de télévision par satellite. Soucieuse de promouvoir la diffusion des programmes pour l'ensemble des télévisions de l'Europe communautaire, la Commission a voulu choisir une législation simple : l'acte de transmission par satellite ne sera soumis qu'à une seule législation, celle du pays qui

diffuse. Pour la Commission, tenir compte des législations des pays de l'« empreinte de réception » est une source de complications qui rendrait la directive inopérante.

Une proposition qui a bûlé les producteurs, au point que M. Roger Rogard, représentant des producteurs de films, la qualifie d'« ignominie juridique ». En clair, les milieux cinématographiques français craignent que le rythme d'exploitation des salles de cinéma d'abord, vidéo six mois plus tard, Canal Plus un an après la sortie en vidéo et enfin diffusion en clair sur une chaîne généraliste trois ans après) soit ralenti par les nouvelles dispositions de la directive.

Selon les producteurs français, il s'agit d'une « directive française » qui ne sera appliquée qu'à la réglementation ne l'y autorise

France, se profite de la directive pour délocaliser le signal satellite. Il lui suffirait d'émettre un signal satellite à partir du Luxembourg par exemple, pour que plusieurs pays à la fois, dont la France, dans le cas d'un film récent, soient exclusivement passés aux chaînes de télévision.

Une objection, la Commission répond que le droit d'auteur est déjà protégé dans la Communauté. En outre, le producteur ne pourrait être spolié puisqu'il détient les droits qu'il lui appartient de les céder ou pas à un diffuseur ou à plusieurs. Nouveaux hurlements des producteurs : ils ne veulent pas que leurs droits soient dilués dans une multitude d'intervenants et qu'ils ne puissent pas les défendre au par-

A cela, la Commission rétorque qu'un tel régime de droits n'a été institué pour éviter les abus. Les producteurs ont donc jusqu'à 1993 pour renégocier leurs contrats avec les co-producteurs et distributeurs étrangers. Nouveaux hurlements des professionnels du cinéma : ils ne veulent pas que leurs droits soient dilués dans une multitude d'intervenants et qu'ils ne puissent pas les défendre au par-

Pour éviter de perdre un précieux dans le labyrinthe des droits, les producteurs français proposent que la loi applicable à l'acte de transmission du signal par satellite devienne celle du pays qui émet le signal, mais celle du pays qui diffuse le signal. En clair, libre à tout producteur commercial français de choisir par où il diffuse son signal : à Paris, elle devra respecter la réglementation tricolore. Il ne semble pas que la Commission ait pris cette proposition en considération.

YVES MAMOU

**Le conseil d'administration du CNTS
n'a pas fonctionné de mars à octobre 1985**

[illegible]

مكتبة

Le Monde

Rouen à la conquête de l'Ouest

Des projets pour aménager les riches portuaires

21

Paris aide ses fachs

L'extension de l'université Paris-Dauphine subventionnée par la ville

22

La loi Malraux trente ans après

La réhabilitation des secteurs sauvegardés est en panne

24

Saint-Malo : où sont passés les corsaires ?

La ville entre le tourisme et l'activité maritime

26

■ 20 Innovation ■ Statistiques ■ Agenda ■ Nominations ■ Contacts ■ Textes ■ Propos ■ 25 Débat ■ Livres ■ Courrier ■

HEURES LOCALES

LA FRAGILE UNITÉ DE L'AMF

Réunis en congrès, les élus de l'Association des maires de France ont affiché leurs intérêts divergents, au risque de bloquer une structure représentative

Les élus de province ont découvert les embouteillages parisiens, mais ils n'ont pas senti au blocage de leur association. Le congrès de l'Association des maires de France a été l'occasion d'un jeu d'équilibre. Un jeu jugé « complexe », non-représentant d'une catégorie de communes, a été élu à sa présidence, le remplacement de Michel Giraud, jeudi 19 novembre. Le congrès du RPR a permis à Jean-Paul Delevoye, maire de Bapaume (Pas-de-Calais), de succéder à son collègue, presque inconnu, mais collègue de l'association avant leur congrès, devienne leur représentant.

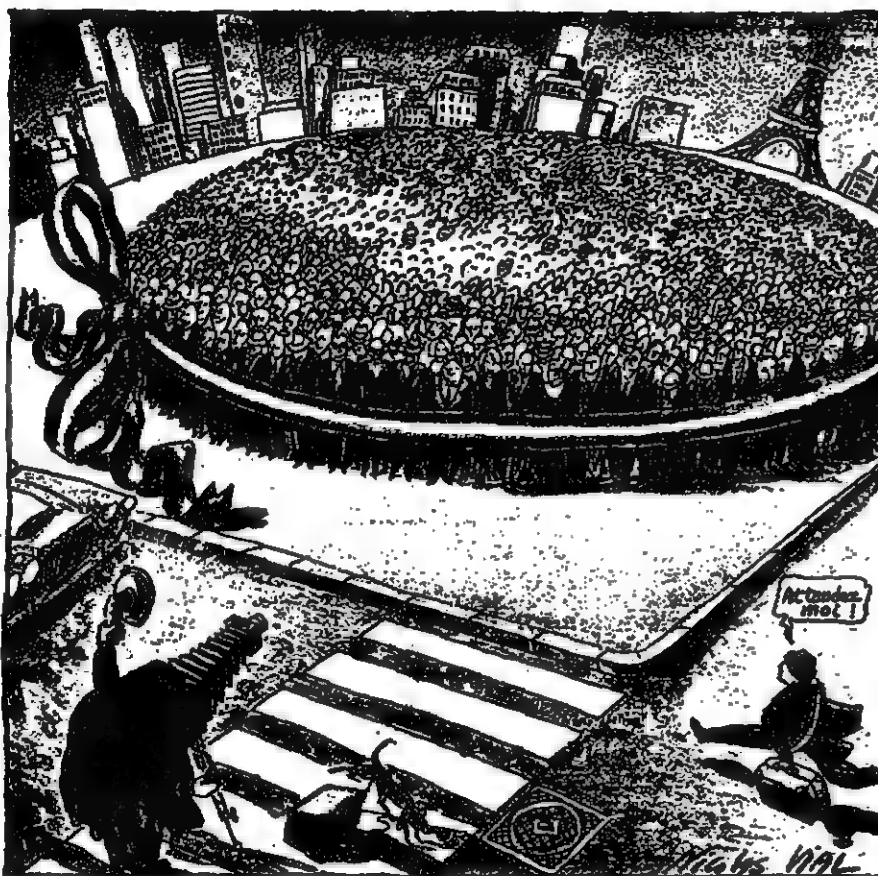
Jean-Paul Delevoye a été élu candidat du monde rural, François Paour, à l'heure de l'intercommunalité, la désertification inquiète les maires de campagne, le premier magistrat de Saint-Bernard (Ain), président de la Fédération nationale des maires ruraux, semblait bien placé pour l'emporter. De plus, le mode d'élection de l'AMF (« un maire, une voix »), était susceptible de l'avantage.

Un mode de scrutin contesté

Henri Poujade (RPR), l'un de Dijon, avait renoncé à l'extrême de la compétition (le Monde daté 15-16 novembre). Le RPR a choisi Jean-Paul Delevoye, qui, maire d'une commune rurale, il pouvait affronter le monde rural. Le maire de Bapaume s'est employé à convaincre ses collègues que le président de l'AMF devait être « capable de relayer les décisions du Parlement ».

Alors que François Paour est apparu comme le porte-drapeau du monde rural, Jean-Paul Delevoye a plaidé à la fois pour la défense d'une aspiration catégorielle et pour l'unité de l'AMF. « Notre association doit être un havre pour toutes les communes », a-t-il affirmé. « Nous devons éviter de nous diviser, nous devons éviter que le gouvernement puisse régner. Il semble avoir entendu, puisqu'il a obtenu 51,93 % des voix au second tour, loin devant François Paour, qui a réuni seulement 14,66 % des suffrages (le Monde du 21 novembre). »

L'unité de l'AMF, sauvera-t-elle un point de vue électoral, pourra-t-elle préserver au niveau des institutions ? Les intérêts des élus ne sont pas



les mêmes, selon qu'ils appartiennent à des métropoles ou à de petits bourgs. Depuis une quinzaine d'années, un certain nombre d'associations spécifiques ont été créées. Elles ont leur maison-mère au service des communes, mais leurs intérêts, les élus des grandes villes, des banlieues, des villes moyennes et des petites villes ont fondé leurs propres associations. Tout en gardant un pied dans l'AMF, les maires réclament même plus une représentation collégiale.

« L'AMF doit être le lieu où les présidents de ces associations se retrouvent pour débattre de leurs problèmes », a déclaré René Régault (PS), vice-président de l'association. L'affaire du projet de loi sur les régimes indemnitaires a montré, récemment, les limites d'une telle unité. Tous d'accord pour se défaire d'une grille statutaire jugée

trop rigide, les élus n'ont jamais réussi à s'entendre sur un nouveau régime salarial.

Les édiles n'ont plus le même point de vue sur les finances locales, mais leur association ne contribue pas à bénéficier des dotations. Dès qu'il s'agit d'intercommunalité, ils se divisent, selon qu'ils privilégient une ville-centre ou une commune périphérique. En ce qui concerne le statut de l'élu, qu'y a-t-il de commun entre un quasi-bénévole et un professionnel ?

L'AMF devra résoudre certaines contradictions, a estimé le nouveau président, et il faudra que nous choisissons entre la péréquation et la garantie de progression minimale, deux mécanismes internes à la Dotation globale de fonctionnement (DGF). L'AMF devra aussi, selon lui, envisager d'introduire la critique de l'espace dans le calcul de la DGF, fondée pour l'in-

stant sur la démographie, afin de réduire, progressivement, les écarts de dotations entre communes rurales et urbaines.

Pour réussir sa mission, l'association doit se sentir légitime. Depuis 1983, Michel Giraud s'est efforcé de vivifier les associations départementales, qui constituent le relais de l'AMF sur le terrain. La réforme des maires approuvée le 19 novembre leur accorde un tiers des sièges du bureau. Mais il n'est pas prévu que les dix représentants des associations existantes soient élus par leurs adhérents. Pour éviter la « coexistence de deux légitimités », selon René Régault, ils devront être désignés par les membres du bureau.

Certains élus s'interrogent sur la légitimité du président, et sur les garanties qu'offre le mode de scrutin actuel. Quelque 34 000 maires sont appelés à voter dans la capitale. Mais seuls environ 10 % se déplacent. Ils ont la possibilité de recueillir 150 pouvoirs, un chiffre souvent jugé excessif, d'autant plus que les mandataires doivent voter un seul candidat. « En général, ce sont les présidents d'associations départementales ou les conseillers généraux qui recueillent les pouvoirs. Sans le dire, ils se transforment en véritables grands électeurs. Souvent, les maires ne savent même pas qui est candidat, et pour qui leur mandataire vote », protestent des élus favorables au scrutin par correspondance, capable de préserver le caractère universel du suffrage.

Pour la première fois cette année, une commission de contrôle des élections a été mise en place, et les candidats ont eu la possibilité de s'exprimer au premier tour, pendant dix minutes. Mais ils n'ont pas eu l'occasion de parler avant le second.

Le manque de circulation de l'information sur la hiérarchie de l'ensemble des chargés d'étude est souvent considéré comme une cause de dysfonctionnement de l'association. Des élus espèrent que le nouveau président saura tirer les leçons de l'audit commandé l'an dernier, mais sans diffusé à l'extérieur du bureau. Les chargés de mission, qui constituent la cheville ouvrière de l'AMF, réclament aussi un nouveau fonctionnement, un autre souffle, pour travailler sereinement.

Rafaële Nard

Transports

Les propos de Christian Carrière publiés dans ces colonnes, il y a quelques semaines, reviennent en mémoire. L'ancien délégué régional à la circulation routière affirmait : « Les Français qui quotidiennement traversent l'autoroute pour rejoindre leur emploi épargnent ainsi, grâce à la loi, une heure de trajet, soit un total de 360 heures par jour. » Certes, le président de l'Association routière de France affirmait que les maires sont en commun responsables de la partie de l'île-de-France, mais la paralysie qu'a connue Paris mercredi 18 novembre a montré la « privation » de la capitale ?

Les grandes agglomérations de l'Hexagone ont aussi des difficultés. Les manifestations d'agriculteurs ne sont pas épargnées, les accidents de routes de hautes personnes étrangères. Des voitures bloquées par des véhicules immobiles, des piétons qui courent sous la pluie, des images familières à Lille, Marseille ou Toulouse.

Sur ces scènes, qui transforment les villes en d'immenses parkings, les maires ne sont pas restés inactifs. De Rennes à Strasbourg en passant par Rouen, les maires planent sur des moyens de transport en site propre. Qu'il s'agisse de tramways ou de métros, les recherches des véhicules qui puissent circuler sans contraintes dans les cours des cités.

Contrairement à ce qu'affirme Christian Carrière, l'automobile ne sera pas la panacée et sera moins un facteur de la qualité de la vie. En ville, ce sont les transports collectifs, rapides, modernes et confortables qui jouent ce rôle. Mais il faut investir dans les transports, les investissements sont lourds pour les communes, les témoignent les élus de la région parisienne. A condition que les corporations des transports en commun ne viennent pas gêner le jeu.

Serge Bolloch

LE VOLCAN FRANCILIEN

Selon une étude réalisée pour la chambre de commerce de Paris la région-capitale « enrichit les terres proches »

Le développement de l'île-de-France n'est pas celui, dominant et hégémonique, que les autres régions françaises décrivent souvent. Telle est la principale conclusion de la principale association des membres du club Capitale économique, créé par des dirigeants d'entreprise à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCI), devant le document qu'ils viennent de recevoir.

Intitulée « L'économie de l'île-de-France dans l'économie française », cette étude, réalisée par le BIPB (Bureau d'information et de prévision économiques), a été présentée au cours du colloque « Donnons à l'Europe sa capitale économique »,

qui a eu lieu le 14 novembre à Paris. Les dimensions de l'île-de-France - qui regroupe huit départements et 18,8 % de la population du pays - ne la protègent pas des crises, et en particulier de la crise actuelle. Les chiffres les plus révélateurs de l'UNEDIC montrent une augmentation du chômage supérieure à celle enregistrée dans les régions les plus dynamiques : Alsace, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes.

Ainsi les emplois franciliens, qui comptaient pour 22,7 % du total de l'Hexagone en 1989, ne représentaient plus que 21,9 % de ce chiffre un an après. De 1987 à 1989, vingt-trois secteurs d'activité se

trente-huit ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires. Parmi les derniers, on ne trouve aucune entreprise tertiaire, une plus de la moitié des entreprises des services, l'image de l'administration publique elle-même, ont vu leurs effectifs diminuer pendant cette période.

Autre élément inquiétant pour l'avenir, le quart de l'accroissement du nombre des emplois pendant ces vingt ans est dû au secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), qui vit actuellement au rythme de la crise de l'immobilier.

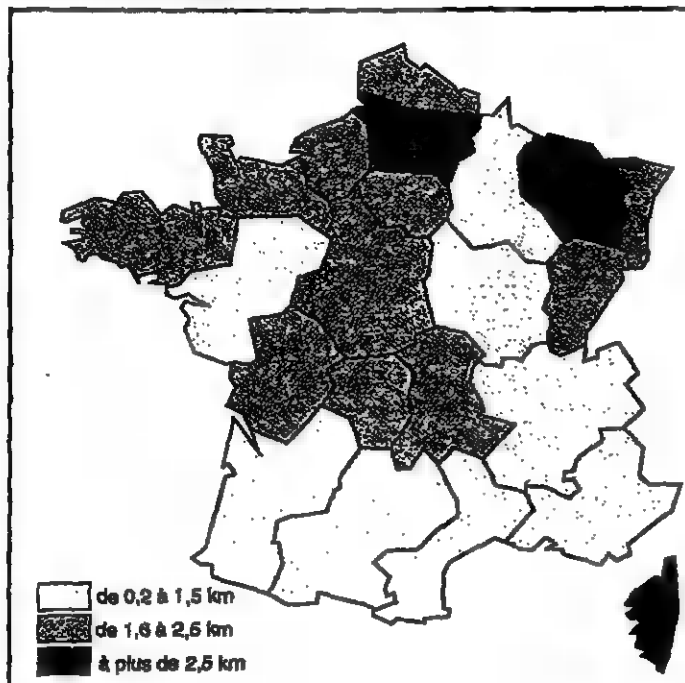
Lire la suite page 22

Christophe de Chanay

Decidez-vous, recherchez une banque spécialiste de l'Île-de-France. Rendez-vous page centrale.

REPÈRES

STATISTIQUES



Les piscines loin des lycées

Les piscines sont loin des lycées. Or, les équipements sportifs ne se trouvent pas nécessairement à proximité des lycées ou des collèges. Il en résulte des déplacements importants pour les élèves, leurs professeurs, donc des pertes de temps et parfois des frais supplémentaires pour les familles. La carte des régions montre qu'en Picardie, en Lorraine ou en Corse la distance à parcourir est la plus grande (respectivement 2,8 km, 3 km et 4,5 km). (Source : ministère de l'éducation nationale et de la culture.)

CONGRÈS DE L'ANEM

L'AVENIR DES HAUTES TERRES

Les élus des zones de montagne veulent élaborer leur propre politique de développement

L'IDENTITÉ montagnarde peut-être un atout pour l'avenir ? C'est ce que les élus des zones de montagne ont fait en cette question l'axe majeur de leur réflexion. Le huitième congrès de l'Association nationale des élus de la montagne (ANEM), qui s'est tenu vendredi 13 et samedi 14 novembre à Serres-sur-Arget (Ariège), a pour thème « L'avenir des zones de montagne ».

Les régions de montagne ne veulent pas être rangées définitivement au Musée des « traditions populaires », affirment les « élus des hautes terres ». Ils souhaitent disposer de conditions de vie semblables à celles des habitants des autres régions. Il s'agit donc de « donner aux montagnards les moyens financiers, juridiques, institutionnels et intellectuels de réaliser eux-mêmes un développement harmonieux de leur territoire ».

L'ANEM, créée en 1981 après l'adoption de la loi sur la montagne, fédère les élus territoriaux des sept départements français, soit quelque quatre mille communes de quarante-

deux départements. Augustin Bonrepas (PS), maire d'Orlu (Ariège), qui a succédé à la présidence de Jean Fauriol (Union centriste), maire d'Autrans (Isère), déplore la modicité des crédits affectés aux zones de montagne dans le projet de budget. Les élus regrettent que la situation de leur région soit toujours dominée sous l'angle de l'assistance sociale alors que, répètent-ils, « c'est d'un problème économique global d'aménagement du territoire qu'il s'agit ».

Une agriculture vivante

Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, présent au congrès, a bien voulu en convenir. Le soutien de la nation au développement des zones de montagne « doit être amplifié », a-t-il annoncé.

Encore faut-il que ce soutien vienne s'insérer dans une politique globale et volontaire que la « capricieuse domination urbaine » ne toujours eu du mal à imaginer. Il y a eu d'abord, selon

l'ANEM, « la frénésie du développement » qui n'a vu dans la montagne qu'un espace à bâtir et à développer. Après une période marquée par la « bétonisation » des stations de ski ou la « frénésie du tourisme », qui a vu des activités humaines se multiplier dans des zones préservées.

Entre les deux extrêmes, qu'ils récusent également, les montagnards doivent trouver les voies de leur propre avenir. Un avenir qui s'articule autour du maintien d'une agriculture vivante.

Cela suppose au premier lieu une difficile maîtrise du foncier. Ce qui suppose avoir établi le département de l'Ariège avec la création d'un conseil départemental d'aménagement pastoral. Une instance qui travaille à redonner une fonction productive à un espace jusqu'alors dépeuplé et morcelé en indivision entre des propriétaires absents depuis plus d'une génération. Cela suppose aussi que les produits de l'agriculture de montagne, plus onéreux qu'ailleurs, ne soient d'atouts spécifi-

ques. A l'heure où la production alimentaire de masse semble avoir trouvé ses limites, les congressistes estiment que le produit d'origine redevient « moderne ».

Autre grand thème abordé, celui de la pluri-activité paysanne. Ce qui, dans les zones de plaine et les zones plus riches, a permis de mal à mal admis par les organisations agricoles, la pluri-activité est vécue comme une déchéance, en dépit des traditions montagnardes. Les ramoneurs savoyards et les maçons limousins, les fabricants de pipes de Saint-Claude ou de Laguiole (Aveyron) font partie de la vie économique des zones de montagne. Plus récemment, les sports d'hiver ont ouvert à ces zones de nouvelles perspectives.

Les régions ont réussi, dans ces recherches de solution, des percées significatives (le conseil régional de l'Ariège du 23-26 octobre). Elles ont pu bénéficier pour cela d'appuis financiers de collectivités territoriales, départements et régions, mais aussi de financements nationaux, voire de la Communauté européenne. Il reste cependant des aides plus permanentes. Bref, les montagnards ne sont pas totalement absents, mais la méthode manque encore. C'est à ce niveau, ont répété les élus de montagne, qu'ils veulent retrouver leur propre politique.

Le présent envoyé spécial de Serres-sur-Arget Georges Chatain

AGENDA

■ Plan d'occupation des sols. - Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) du Val-de-Marne et le Centre national de la fonction publique (CNFPT) organisent des journées de colloque sur les plans d'occupation des sols, mercredi 25 et jeudi 26 novembre, à Villejuif. Elles seront animées par des architectes et des urbanistes. Les colloques aborderont les problèmes de la démocratie locale, de la politique de l'habitat et de la coopération intercommunale. Renseignements au (16-1) 48-52-55-20.

■ Intercommunalité. - Le Centre d'économie mixte du Grand Rodez organise un colloque sur l'intercommunalité juridique et fiscale, mercredi 25 novembre, à Rodez. Les thèmes abordés sont : les structures de coopération territoriale, les compétences de l'Etat pour le développement des communes, la comparaison des régimes fiscaux, les compétences intercommunales du Grand Rodez. Renseignements au (16) 65-73-83-02.

■ Fêtes culturelles. - Le Centre d'ordonner l'ensemble des fêtes locales, quel que soit le bilan un après ? La Fédération

nationale des communes pour la culture et le syndicat d'agglomération du Cergy-Pontoise organisent un colloque sur ce thème le mardi 27 novembre à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Renseignements : (16) 77-57-21-33 ou (16-1) 34-41-42-50.

■ Qualité de la ville. - La Fédération des maires de France (FMVF) et la municipalité d'Aurillac organisent, à la Cantal, un colloque sur le thème « Qualité de la ville », jeudi 26 et vendredi 27 novembre. Les journées doivent être abordées les questions de la qualité des relations sociales, de la formation du développement économique, de l'environnement et... la qualité de la vie. Un élément qui vient souvent les élus d'une association qui regroupe une centaine de communes de plus de 100 000 habitants. Renseignements : (16-1) 44-44-99-61.

■ Ville et écologie. - L'implication de tous les citoyens dans la politique de la ville, les élus, l'intégration des jeunes dans la politique de la ville, le colloque organisé, mardi 5 décembre à Tourcoing, par le Centre « ville-écologie » et le Centre national des élus locaux et Génération Ecologie. Renseignements : Génération Ecologie 4, rue Brunel, 75017 Paris. Tél : (16-1) 44-44-99-61.

■ Statut de l'élu. - Gérard Gouzes, député du Lot-et-Garonne et président de l'Assemblée nationale, organise un colloque intitulé « Quel statut pour l'élu local ? », jeudi 10 novembre à Palais-Bourbon. Placé sous le patronage de Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, de la décentralisation et de la vie publique, et la municipalité de la vie politique. Des élus et des

hauts fonctionnaires se demanderont si la loi du 3 février a amélioré les conditions d'exercice des mandats locaux (Le Monde des 15-16 novembre).

■ Renseignements au (16-1) 42-21-39-00.

■ Rencontres financières du CLF. - Le Crédit local de France, premier banquier des communes, des départements et des régions, organise ses prochaines rencontres financières à Paris-La Défense, jeudi 3 décembre. Comme les années précédentes, le président

CLF, Jean-François, présentera les perspectives économiques, les conjonctures économiques. Cet exposé sera particulièrement intéressant pour les élus et les financiers qui prépareront les budgets locaux. Plusieurs thèmes sont prévus, sur la conjoncture des comptes, l'analyse prospective pluriannuelle, la fiscalité des communes et de villes et le financement des équipements publics. Des spécialistes présenteront deux enquêtes sur le profil des directeurs financiers territoriaux, et les mécanismes d'évaluation des politiques publiques.

■ Renseignements au (16-1) 40-26-05-33.

■ NOMINATION

■ Jean-Gérard Paumier, directeur du conseil régional de la région Haute-Normandie - Jean-Gérard Paumier a été nommé président du conseil régional de Haute-Normandie. Il remplace André Labigne, directeur du cabinet du président Roger Fréchet (RPR), le prédécesseur de M. Rufenacht, qui a été placé quelques jours après la mort de son prédécesseur.

(Jean-Gérard Paumier a été nommé président du conseil régional de Haute-Normandie. Il remplace André Labigne, directeur du cabinet du président Roger Fréchet (RPR), le prédécesseur de M. Rufenacht, qui a été placé quelques jours après la mort de son prédécesseur.)

■ INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE.

« Nous sommes d'accord pour que les IUT jouent un rôle dans l'aménagement du territoire. Ils peuvent favoriser la création d'emplois induits et éviter aux jeunes de quitter leur région. Mais des décisions d'implantation ont été prises sans qu'un cahier des charges sérieux et complet ait été constitué. » Serge Goursaud, président des directeurs d'IUT, L'Express du 12 novembre.

souhaitent aussi établir une meilleure justice fiscale entre les entreprises et, enfin, créer une véritable finance entre les 29 communes du district.

Pour éviter une concurrence acharnée entre les entreprises, qui souvent paient chaque mètre en fonction de sa surface spécialisée pour l'aménagement des bureaux ou des collectivités. Le géant de la construction (1,5 milliard de francs) chiffre d'affaires en 1992 ouvre, à la fin du mois de novembre à Fegersheim, au sud de l'agglomération stroubsourgeoise, un magasin de 700 mètres carrés à l'enseigne Equip'Fly.

« Depuis deux ans, nous expérimentons déjà dans nos magasins des espaces Equip'Fly », explique Michel Nass, directeur commercial des succursales du groupe au siège de Fegersheim (Haut-Rhin). « Nous y présentons sur ou sous des bords de bureaux, des tentatives d'archivage ou d'aménagement d'espaces de réunions. On y trouve également des mini-catalogues de nos produits. »

de notre correspondant à Rennes Christian Tual

INNOVATION

Grande surface pour collectivités

Spécialiste du matériel bon marché, généralement à l'usage soi-même, le groupe Fly va se lancer dans une surface spécialisée pour l'aménagement des bureaux ou des collectivités. Le géant de la construction (1,5 milliard de francs) chiffre d'affaires en 1992 ouvre, à la fin du mois de novembre à Fegersheim, au sud de l'agglomération stroubsourgeoise, un magasin de 700 mètres carrés à l'enseigne Equip'Fly.

« Depuis deux ans, nous expérimentons déjà dans nos magasins des espaces Equip'Fly », explique Michel Nass, directeur commercial des succursales du groupe au siège de Fegersheim (Haut-Rhin). « Nous y présentons sur ou sous des bords de bureaux, des tentatives d'archivage ou d'aménagement d'espaces de réunions. On y trouve également des mini-catalogues de nos produits. »

spécialisé matériel pour collectivités. Sur ce segment du marché où se partagent, qu'ils s'appellent Habitat ou Ikea, se sont déjà installés, les responsables du groupe Fly ont misé sur un succès croissant.

La tentative d'un magasin spécialisé dans l'aménagement de bureaux et d'appartements se groupe à l'enseigne Fly, qui présente dans sa version classique du « boîte à matériel » à Vandœuvre, au nord de Strasbourg, au sein de la première magasin baptisé Equip'Fly. « Un lieu, explique Michel Nass, qui nous permet de proposer une gamme large de produits, qui nous permettra aussi de voir si une clientèle, encore nouvelle pour nous, suit notre initiative. » Au-delà des produits classiques du matériel

magnétiques, Equip'Fly souhaite en effet répondre à des besoins plus spécialisés des collectivités. « Mais nous avons un problème : équiper un bureau, une école, une mairie, nous coûte tout ce qu'il faut pour cela. »

L'enseigne Fly est employée par cent trente surfaces de ventes dans l'Hexagone et outre-mer. Parmi celles-ci, trente sont des succursales, notamment dans les grandes villes, la région parisienne et les grandes villes, quatre-vingt-dix sont des franchises. Le test de la région stroubsourgeoise peut connaître un développement important si les collectivités se révèlent, comme nombre d'autres « chalandes », des acheteurs qui préfèrent flâner dans les rayons au lieu de tourner les pages d'un catalogue.

de notre correspondant à Strasbourg Jacques Fortier

FINANCES

RENNES A L'AVANT-GARDE

Le district a décidé d'adopter un taux unique de taxe professionnelle

LES élus de Rennes ont innové. Ils viennent d'en apporter une nouvelle preuve en créant une coopération financière entre les communes mitoyennes. Profitant des dispositions de la loi du 12 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, les élus du district urbain de l'agglomération rennaise ont décidé d'adopter un taux unique de taxe professionnelle.

Une communauté de communes, qui représentent un peu plus de 322 000 habitants, se prononce en faveur de la création d'une taxe dont l'unification financière, notamment, le développement économique de

l'agglomération. Aujourd'hui, selon les communes, le taux de la taxe professionnelle, l'une des plus importantes des collectivités, varie de 5,25 % à 13,97 %. Ces écarts - de 1 à 3,6 - ont été réduits dans un rapport de 1 à 1,75 en 1996, avant d'atteindre un taux unique de 10 %.

Trois raisons principales ont conduit les élus du district, qui est une fiscalité propre depuis 1991, à opter pour une possibilité offerte par la loi de 1992.

Il s'agit d'abord de favoriser le développement économique de la cohérence de l'aménagement du territoire de l'agglomération rennaise. Mais les élus

REGIONS

HAUTE-NORMANDIE

ROUEN
A LA CONQUÊTE DE L'OUEST

Réhabilitation ou transformation, la municipalité a dans ses cartons des projets pour aménager les friches portuaires

CITÉ bourgeoise, industrielle et commerciale, Rouen tire sa puissance de sa position maritime. À 100 kilomètres à l'intérieur des terres, son port, implanté sur les deux rives de la Seine, est, depuis ses origines gallo-romaines, le point le plus éloigné où pouvait mouquer les navires de haute mer. Du milieu historique, cet espace industriel s'est, petit à petit, déplacé vers l'Ouest, la construction successive de ponts le rejetant vers l'aval du fleuve.

Source de vie et de tumulte, les docks ont alors progressivement disparu du paysage de Rouen, « la podique ». Aujourd'hui, un sont quelque 140 hectares, situés à l'ouest de la cathédrale, à l'arrière des quais pratiquement abandonnés, qui ont perdu leur destination d'origine. Marchands de moquette, de pneus ou de vin louent les vastes hangars. Le grand hall du Bureau central de la main-d'œuvre (BCMO), où les candidats venaient chercher un embauche, en est plus qu'un des rares grand-messes de la CGT. Un vin désaffecté a été transformé en une salle de réunion occasionnelle très chic. Les bureaux, entrepôts et ateliers des multiples entreprises qui structurent au rythme des

navires en d'outre-mer, ont été repris par des entreprises automobiles, des grandes surfaces et du mobilier. Les quais de Rouen ont perdu leur âme pour devenir le terrain idéal d'une grande opération d'urbanisme. La construction d'un nouveau pont autoroutier, que l'Etat va proposer à la région de Haute-Normandie au prochain conseil de Plan, rejettera définitivement l'ensemble du domaine portuaire.

Un quartier d'affaires

Il y a à l'ouest plus de 100 hectares que la ville a jetés les premiers projets de reconquête de l'Ouest. L'architecte Louis Arretche, auteur de la construction de l'église Jeanne-d'Arc, place du Vieux-Marché, a dessiné un quartier aux voies monumentales débouchant vers la Seine. Le maire de Rouen, Jean Levesque (UDF), en a trouvé « le point de départ » avec la transformation en préfecture de région des bâtiments dix-huitième de l'Hôtel-Dieu abandonnés par le centre hospitalier régional. L'opération est en cours, financée pour le compte de l'Etat par

le conseil général de Seine-Maritime, qui préside également Jean Lecanuet. A proximité immédiate de ces bâtiments, il est prévu de construire des bureaux au milieu desquels, formule originale à Rouen, s'installera la faculté de droit de gestion, trop à l'écart sur le campus de Mont-Saint-Aignan. Le quartier Pasteur, du nom de son avenue centrale aux incontournables pavés centennaires, doit devenir le rendez-vous des affaires.

Plus loin, les docks ont été imaginés à garder une marina pour des bateaux de plaisance dans des hangars devenus trop étroits pour les navires marchands. Le port maritime conserve l'espoir d'attirer des paquebots et de croisière qui traversent à quelques kilomètres du centre-ville.

Louis Arretche a dessiné, un bâtiment belge, Marcel Smets, va reprendre le dossier des grandes lignes. « Un projet séduisant, certes, mais qui balade dans une vie, sans illusions, le commentateur de Patrick Tailleur rappelle soudain que la mutation ne se fera pas sans douleur pour les trois ou quatre cents habitants du quartier. Lui qui avait installé, il y a dix-huit ans, son cabinet médical dans une

ancienne maison de maître, va devoir laisser les pelleteuses détruire une bonne partie de son habitat familial et professionnel. Et, plus particulièrement, il y a la rue du Champ-de-Foire-aux-Boissons, devenue le symbole d'un univers promis à la disparition. Ce fut la rue d'un champ de foire privé, au milieu de laquelle les marchands de bois, de cidre et de vin, avaient construit, à la fin du dix-huitième siècle, des petits entrepôts identiques en forme de loges à un étage. Le négoce artisanal disparu, la rue a accueilli, après la Seconde Guerre mondiale, des familles modestes, qui lui ont redonné une seconde vie. Elle a été détruite.

Michel Guez (UDF), conseiller général et adjoint au maire chargé de l'urbanisme, est formel : « Il y a des choses que l'on peut conserver, mais là, il n'y a rien à garder, rien pour accrocher, si ce n'est un parcelaire intéressant sur lequel on peut travailler ».

Dynamique du délabrement

Cette rue est emblématique et reflète la vie portuaire telle qu'elle existait auparavant, réplique Patrick Tailleur, animateur d'une association de défense, en ajoutant qu'il n'existerait pas d'équivalent dans le monde sauf en Louisiane. Dire que la rue est dégradée est un jugement fallacieux car le quartier avait une vie, et sans illusions, le commentateur de Patrick Tailleur rappelle soudain que la mutation ne se fera pas sans douleur pour les trois ou quatre cents habitants du quartier. Lui qui avait installé, il y a dix-huit ans, son cabinet médical dans une

scandalise plus qu'elle ne rassure les habitants condamnés à abandonner le quartier.

A l'inverse, un exemple de mutation urbaine, la capitale normande est confrontée à la difficulté de conserver son patrimoine architectural le plus récent. Une inquiétude pour Patrick Quéré, de l'association « Paquebot Gambetta », du nom d'une piscine rouennaise des années 30 en forme de paquebot, détruite en 1991 pour laisser la place à un immeuble de bureaux. Il milite pour la préservation de l'architecture du vingtième siècle, à côté de laquelle « on peut dire que l'on détruit sans discontinuer le dix-neuvième siècle », explique-t-il. Patrick Quéré surveillera de très près les 140 hectares à reconquérir avec, entre autres, leurs trois marégraphes, châteaux d'eau et leurs beffrois, et les hangars métalliques.

Une méfiance d'autant plus grande que la ville de Rouen procédera par étapes : « Nous ne travaillerons pas dans un esprit dirigiste, mais en suivant les grandes lignes directrices, selon les besoins du marché de l'immobilier », confie Michel Guez. Avant ces transformations, les quais de Rouen accueilleront, en juillet 1994, « l'Armada de la liberté », rassemblement de grands navires de guerre, réunis pour fêter le cinquantième anniversaire du débarquement en Normandie.

Après le succès des « Voies de la liberté », en 1989, la ville espère prouver, une dernière fois, qu'elle ne veut pas complètement oublier ses quais.

Un correspondant
Rouen
Etienne Benzet

CHAMPAGNE-ARDENNE

Trois grandes villes créent un réseau

Les trois principales villes de la région Champagne-Ardenne vont constituer un réseau. Il s'agit de Reims, de Châlons-sur-Marne dans le département de la Marne et de Troyes dans celui de l'Aube, qui, avec leurs agglomérations, réunissent environ 400 000 habitants. Le réseau de ville est un concept imaginé par la Région pour l'aménagement du territoire et l'action régionale (DATAR) (le Monde du 16-17 août). Des villes, qui s'entendent pour partager l'implantation d'équipements collectifs.

Le réseau Champagne-Ardenne concerne cinq élus de tendances politiques différentes : Jean Padoa-Schioppa (RPR), maire de Reims, Jean-Louis Bouchard (RPR), président du conseil de Reims, Robert Galley (RPR), maire de Troyes, Jacques Palencher (CDS), président du syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération troyenne, et Jean Reyssier (PC), maire et président du district de Châlons-sur-Marne. L'Etat et les élus concernés ont signé une convention d'étude sur l'agglomération, l'environnement, les transports, le tourisme urbain, l'enseignement supérieur et la recherche.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Agde pour les personnes âgées

La commune d'Agde, dans l'Hérault, veut de son côté créer un nouveau service à destination des personnes âgées. Désormais les retraités, lorsqu'ils souhaitent un logement à la poste, le le caisse d'épargne ou dans une banque, pour un dépôt d'argent pour le retrait, peuvent faire appel aux policiers municipaux. L'un d'entre eux prend rendez-vous et accompagne la personne de son domicile au guichet. La demande est traitée plus rapidement, puisque 4 300 personnes ont plus de 65 ans. Ce service est gratuit et a été rendu possible grâce à la création de cinq emplois-contrat de cinq personnes employées-contrat qui ont permis de décharger les policiers municipaux de tâches administratives.

Un correspondant
Raphaële Rivais
Un correspondant
Jacques Morin

LORRAINE

DABO A L'HEURE DU « BOIS BOURGEOIS »

Depuis 1613, les sages du lieu ont droit à un lot annuel de résineux sur pied

DANS un vieux pays de Dabo, au cœur du massif vosgien, voici revenus les jours du « bois bourgeois ». Un privilège rare dans l'Hexagone (1) qui autorise les descendants des familles habitant ce village de Moselle depuis 1793 à recevoir chaque année un lot de résineux sur pied en « vif » attribué par les agents de l'ONF national des forêts (ONF). Ces lots sont répartis par tirage au sort entre les ayants-droit. La cérémonie a lieu dans la salle communale des comtes de Linange.

Le souvenir de ces comtes de Linange et de Dabo, seigneurs d'Apremont et de Linange, est toujours vivace sur ces terres de Dabo qui aime les nids d'aigle, les lutins et les ruines de châteaux médiévaux.

Un dit qu'un soir d'une ultime chevauchée pour forcer la cerf, Jean Ludwig et Philippe Georges, enfermés dans leur château de Dabo, rédigent un règlement pour accorder différents avantages à ceux qui viendraient fertiliser un sol hostile. Ils espéraient ainsi attirer au pied de leur forteresse des Lorrains médians à l'égard de ce monde taraudé par les légendes et courants de sapins.

Quatre sapins pour les veuves

Le 27 juin 1613, les comtes de Dabo apposent leurs armes au bas de l'édit. L'article 10 affirme : « Nos sujets ayant seuls le droit de recevoir de nos forêts le bois dit du bourgeois, fixé annuellement à huit arbres sapins par ménage et quatre sapins aux veuves qui tiendront et conduiront le ménage ».

Au fil des ans, ce droit au bois bourgeois a été maintes fois contesté. Les villageois ont défendu bec et ongles ces avantages acquis et ils ont eu gain de cause, le 7 février 1905,

après la décision de la cour de Colmar d'en faire la modalité d'attribution d'un bois bourgeois à ces familles par les comtes.

Dans ce village de Dabo, dont les venelles et les toits rouges dessinent une croix de Saint-André, on respecte le règlement. Et, à l'automne, quand les arbres et les champs colorent de toutes nuances les vallées, les habitants de Dabo, qui ont vu leur forêt de bois bourgeois à sonner. Heureux ceux qui peuvent prouver que leur ancêtre vivait ici, aux premiers temps de la plaine de l'Est. Mais avant de pouvoir tirer au sort son lot de confitures, il faut régler une taxe d'inscription (54 francs en 1992), calculée sur le cours du deuschemark.

Chaque ayant-droit mâle dispose donc de huit sapins soit 12 arbres. Les veuves reçoivent, elles, quatre arbres (6 stères). A condition de n'être pas mariée, ni de vivre avec un enfant. Le règlement est très strict à propos des « femmes abandonnées et dont le mari a disparu ». Elles peuvent être admises au droit des veuves, à condition que l'époux n'ait pas donné signe de vie depuis plusieurs années. Souvenir du passé guerrier de la région ? En cas d'abandon intentionnel, et si le mari vit ailleurs, la femme ne peut être admise aux droits. Enfin, « le divorce de la femme, même à son profit, et son remariage avec un non-usager du bois bourgeois entraînent pour elle la perte de ses droits ».

Pour bénéficier de ces avantages, il faut bien sûr être domicilié dans la commune et ne pas la quitter plus de trois mois. Seuls les garçons héritent des privilèges de leurs pères et de leurs oncles. Le célibataire ou l'homme vivant seul doit résider dans le village et avoir, en principe, son activité dans les limites d'un périmètre défini par les villes de Sarrebourg, Saverne, Molsheim et

Belgique et à la condition de servir au moins chaque fin de semaine et le dimanche à l'usine et d'occuper son temps d'emploi qu'il gère précieusement. Selon la coutume, le militaire doit donc avoir dans la commune « feu et foy propre ».

Pour éviter tout tracasserie avec l'administration, et ainsi prouver qu'il ne vit pas chez ses parents ou ailleurs, l'homme vivant seul possède toujours une pièce avec une armoire renfermant duels et farine, ainsi que les accessoires utiles à la vie quotidienne.

L'ONF n'est plus d'accord

En 1991, le bois bourgeois a profité à 1 514 personnes sur 2 810 Dabois. Au total, on a attribué 9 120 arbres qui ont été attribués, soit 9 120 arbres. Ces sapins, qu'il faut avoir « tirés » de la forêt avant le 1er juin, sans abîmer sentiers ni prairies, sont destinés moyennant finances aux scieries voisines. Le rapport de ce marché peut varier de 1 700 à 7 000 francs avec une moyenne de 3 700 francs. Car tous les lots tirés au sort n'ont pas la même valeur. Ainsi, contrairement à ce que les bourgeois pensent, le bois bourgeois n'est pas vendu « par les usagers, mais par l'Etat, sans restriction ».

Aujourd'hui, l'ONF considère cet avantage acquis. L'office estime que les habitants du village supportent seuls toutes les charges qui conditionnent la vie et l'exploitation de la forêt domaniale. Il propose donc que le village renonce à ses droits. En contrepartie, il s'engage à la mairie un certain nombre de hectares de forêt d'Etat à la responsabilité.

« Il ne faut rien changer », réplique M. Joseph Hame (int. com.), maire de Dabo, soutenu par ses administrés. Il est vrai que sur les 4 828 hectares occupés par la commune, 4 000 le sont par des confitures... Le bois bourgeois n'est encore de beaux jours devant lui.

Un correspondant
Jean Perrin

(1) La commune d'Engenthal, dans le Bas-Rhin, possède également ce droit au bois bourgeois.

RHÔNE-ALPES

AUTOROUTE EN MAURIENNE

Le chaînon manquant de la liaison vers l'Italie est enfin programmé

Il n'est plus de question de l'expiration du délai prévu, Pierre Bérégovoy, premier ministre, a signé mardi 17 novembre la déclaration d'utilité publique (DUP) de l'autoroute de Maurienne. Cet ouvrage de 63,6 km comportant plusieurs tunnels et viaducs, dont le coût, estimé en 1990, atteint 4,4 milliards de francs, est considéré comme le chaînon manquant entre la France et l'Italie, via le tunnel du Fréjus. Pour la première fois, il est vrai, cette DUP a été parachevée à la fin par le ministre de l'équipement et celui de l'environnement. Et, jusqu'au dernier moment, Ségolène Royal s'est montrée réticente.

Malgré les observations formulées par les écologistes locaux, le ministre de l'environnement ne devrait pas porter atteinte à l'environnement d'une autoroute déjà passablement dégradée. Le réseau essentiellement porté sur la nationale 100 d'un axe qui devrait concentrer une bonne part du trafic poids lourds entre la France et l'Italie.

A ce point que Ségolène Royal a cru bon d'indiquer que cette réalisation « ne doit pas être considérée comme une étape vers le développement du tunnel », une hypothèse retenue par le rapport Legrand sur les percées alpines.

Une réalisation, enfin, qui « rend nécessaire l'accélération des travaux sur un projet de liaison ferroviaire à grande capacité », d'ailleurs envisagé avec la ligne TGV Lyon-Turin.

Le danger existe bel et bien. Alors que, dans l'attente, l'autoroute de raccordement, à partir de Turin, sera ouverte au trafic du mois de décembre, le trafic du tunnel du Fréjus sera majoritairement composé de poids lourds, à raison de 1 600 véhicules par jour. Réclamée depuis de nombreuses années par les élus locaux de Pierre Dumas (RPR), président de la commission française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF),

par ailleurs sénateur de la Savoie, l'autoroute n'a pourtant été inscrite au schéma directeur qu'en 1987.

Depuis, il fallu lever les réticences du ministère des finances qui, pour la première fois, a accepté que l'Etat, par l'intermédiaire de la Société nationale d'autoroutes de France, n'occupe qu'une position minoritaire (49,9 %) au sein de la SFTRF, le futur concessionnaire administratif par les collectivités territoriales.

Avec la signature de la DUP, les premiers travaux pourront commencer dès le mois de mars. Compte tenu de la complexité de certains chantiers, l'ouverture totale n'est prévue qu'à la fin de 1998.

Un correspondant
Michel Delberghe

TECHNOPOLE RENNES ATALANTE AUX PETITS SOINS POUR LES ENTREPRISES

Est-ce parce que les croissants sont si bons que les Rennes sont passionnées ? Depuis leur création en 1987, les « Maitrises de Rennes ATALANTE », organisées une fois par mois sont toujours là. Rennes a vingt entrepreneurs et artisans viennent y parler de marketing, de technologies nouvelles, de recrutement, de personnel scientifique et technique, de droit, d'impôt, de recherche... Ils y trouvent un partenaire technologique commercial pour répondre à un appel d'offres.

A l'image de ce qui se passe pour les petits déjeuners, l'information circule bien sur la technopole de Rennes District : débats et colloques, lettres d'informations, publications scientifiques et techniques.

Les créateurs d'entreprises n'arrivent pas dans un désert. Ils intègrent un réseau technologique et sont aidés dans le

réussir de leur projet par les Atalantes. Ils ont, en fait, un accompagnement individualisé, un accompagnement personnalisé, des formations (tableaux de bord, propriété industrielle, veille technologique...).

A Rennes ATALANTE, l'association des Atalantes s'attache sur le terrain à accompagner les entreprises de la technopole. Elle propose des entreprises des locaux intelligents ainsi qu'une zone de services qui permet de faciliter les sociétés d'accéder aux services de l'administration reposant sur les dernières évolutions technologiques, technopole oblige. Bourse d'emplois, prêt de matériel, aide de partenaire : sur la technopole « RENNES ATALANTE », le service après-vente n'est pas un vain mot.

RENNES ATALANTE
11, rue du Clos-Courtil
35700 Rennes
Tél. 02 99 12 73 73

I L E D E F R A N C E

PARIS

LA CAPITALE RETIENT SES FUTURS ÉCONOMISTES

Pour éviter qu'elle ne soit délocalisée, la municipalité cofinance l'achèvement de l'université Dauphine

UNE fois n'est pas coutume. La municipalité de la capitale ne participe financièrement à l'achèvement d'une université : Paris-IX-Dauphine. L'événement, il est vrai exceptionnel, a lieu à la fin du mois d'octobre. Sur treize universités de l'Île-de-France, Paris intra-muros s'abrite huit, qui représentent une concentration intellectuelle et un pôle d'enseignement unique en France, peut-être même en Europe. Cet équipement n'a jusqu'ici, depuis fort longtemps, entièrement financé par l'État.

Le plan Université 2000, adopté en 1991 par le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), prévoit rééquilibrer la balance en accueillant de nouvelles universités, pour 20 000 étudiants, dans les cinq villes nouvelles : Marne-la-Vallée, Evry, Saint-Quentin, Cergy-Pontoise, Melun-Sénart. Devis initial : 11 milliards de francs, dont la moitié apportée par les communes, les départements et la région. Il ne va pas sans dire que l'Hexagone, et les collectivités locales, ne saluent aux quatre veines pour bénéficier, qui d'une nouvelle fac, qui d'un institut universitaire de technologie. Leur participation aux investissements à hauteur de 50 % est maintenant devenue la règle.

Paris fait exception, ne plutôt l'exception jusqu'ici. Depuis 1972, Jacques Chirac n'a guère eu besoin de grever son budget pour aider les « chers professeurs ». La capitale a des charmes auxquels les universitaires succombent depuis le Moyen Âge, comme dit, ils y viennent tous seuls. Mais sûr, quand les agités de Paris-VIII-Vincennes s'en vont à Saint-Denis, ou ne les retient pas. En revanche, quand les jeunes et les jeunes qui s'initient à la gestion des entreprises à Paris-Dauphine, dans le seizième arrondissement – l'un des meilleurs établissements français dans sa spécialité, accueillent les instances universitaires – une amorce d'exil, on s'en va à l'Hôtel de Ville.

L'idée n'avait soulevé d'enthousiasme ni chez les professeurs, ni chez leurs professeurs. Elle a dans les locaux de l'Hôtel de Ville, qui ont accepté de cofinancer l'agrandissement de Paris-Dauphine la site. Explication de ce geste inhabituel avancé par Jean Tibéri, premier adjoint de Jacques Chirac : « Il s'agit d'empêcher la délocalisation d'une université prestigieuse et des plus performantes, d'éviter que l'on éloigne de la capitale les futurs cadres de notre vie économique, qu'on enlève à Paris l'un des atouts de sa position européenne. »

Le conseil régional s'est associé à l'opération. Chacun apporte ainsi 30 millions de francs, ce qui, au moins pour Paris, est une goutte d'eau dans l'océan de son budget (13 milliards de francs en 1993). Il ne va pas tout fait de même pour la région, qui développe déjà 100 millions de francs dans les universités dans les villes nouvelles ; Michel Giraud, président du conseil régional, a justifié l'aide qu'il apporte à la capitale en parlant de la « pièce maîtresse que Paris constitue dans la pôle d'excellence universitaire de l'Île-de-France ».

Aux yeux du bâtiment, la forme de grand U, de Paris-Dauphine, on ne donc se ajoute un quatrième, fermant la cour centrale. Il permettra, à la rentrée de 1994, de recevoir 700 étudiants supplémentaires. L'État, qui a inscrit son achèvement dans son programme Université 2000, prendra évidemment en charge les frais de fonctionnement qui dépassent le dixième de millions de francs par an.

Après cette « première », la municipalité de la capitale imitait-elle les villes de province, qui interviennent systématiquement dans le développement de leurs universités ? Jean Tibéri a tenu à préciser : « Nous ne nous sommes pas inspirés de l'État. Ce serait donner le mauvais exemple. » L'affaire de Paris-Dauphine restera pour Paris l'exception qui confirme la règle.

Marc Ambroise-Rendu

Refus du déplacement à la Défense

C'est ce qui a failli arriver voilà deux ans. Il est vrai que Paris-Dauphine, installée en 1968 dans les bâtiments de l'OTAN, n'a jamais été achevée. Et on trouve aujourd'hui à l'étroit la qualité de son enseignement à attirer 10 000 étudiants (dont 10 % de provinciaux) qui s'entassent dans une année sur 40 000 mètres carrés. Son président, Ivar Ekeland, souhaitait la lui se donner un peu d'air, en

rejoignant directement sur l'ensemble du réseau des sous-traitants. « Dans ce cas, on ne peut pas parler de concurrence mais de complémentarité », conclut Jacques Chirac.

Une autre idée répandue indique que l'État n'aurait plus à l'Île-de-France que ce que la région-capitale apporte au budget de la nation. Pourtant, si elle a contribué pour 41,2 % des recettes fiscales de l'État en 1987, elle n'a pas en 1991 que 32 % de l'investissement public. Et ce chiffre, en augmentation régulière depuis une dizaine d'années, ne prend pas en compte la part beaucoup plus importante des services généraux : administrations centrales, équipements de formation ou culturels... La CCI de Paris, qui estime leur part entre 20 % et 40 %, contre 10 % à 15 % ailleurs, en conclut que l'effort d'investissement de l'État en Île-de-France se rapproche ainsi beaucoup plus du pourcentage de sa population (19 %) que de sa contribution au PIB.

Autre indice qui va, selon Jean-Maurice Esnault, l'ennemi des idées reçues : la contribution de l'État aux investissements des entreprises de l'Île-de-France. La mesure à travers les statistiques de Plan, on constate en effet la priorité des investissements publics dans les autres régions.

« Un programme routier trop timide »

Dans ce contexte, l'échec européen qui se rapproche inquiète les décideurs économiques et les responsables politiques d'Île-de-France. La place de la France dans la compétition qui s'annonce dépend du dynamisme de la région-capitale, et la moitié de celle-ci n'est peut-être pas aussi « tonique » qu'on le pense jusqu'à maintenant.

Cela explique la réaction critique de la CCI de Paris à certaines orientations des pouvoirs publics, telles qu'elles apparaissent à travers les

grandes lignes du projet de nouveau schéma directeur : « Mais ne nous rendons pas compte de la contribution de l'État aux investissements des entreprises de l'Île-de-France. Le programme routier est trop timide. L'engagement sur les axes autoroutiers trop prudent. La communication commerciale grâce aux expositions et aux salons est sous-estimée », souligne Jean-Maurice Esnault.

Le directeur du commerce s'inquiète de voir la France reléguée par le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne pour l'implantation de grandes sociétés étrangères, en particulier nord-américaines et japonaises. En 1990-91 d'entre elles se sont installées à Paris, contre 157 à Londres.

L'étude de la BIPE conclut d'ailleurs que si le « potentiel de localisation » de l'Île-de-France est comparable à celui de Francfort ou de Rotterdam, il est aujourd'hui loin derrière ceux de Bruxelles, Düsseldorf, Amsterdam ou même Londres.

Christophe de Chenay

adolescents pour les « opérations-été-jeunes », l'été également.

Mais en privilégiant l'action sociale et éducative, le circuit se condamne à une rentabilité limitée. En semaine, l'heure d'utilisation coûte au maximum 40 francs pour un parcours de vélo, 55 francs pour un matériel. Sur une année, à peine une quinzaine d'épreuves sportives, comme le Guidon d'or, sont susceptibles d'alimenter les finances.

Cette année, le budget de fonctionnement hors entretien s'élève à 2,5 millions de francs, la participation du conseil général devrait en situer autour de 500 000 francs. « Le département poursuivra ses efforts », promet Richard Bouchier, le directeur du service des sports, qui reconnaît néanmoins que l'équilibre financier du circuit, « il a toujours été régional, puisque le pouvoir régional s'y intéresse ».

Outre ses difficultés financières, le circuit est actuellement menacé par l'extension probable de la zone industrielle de Paris-Nord 2. Les 11 hectares situés à deux pas de la gare du RER et de l'aéroport de Roissy sont bien convoités. D'après une convention signée avec l'État, le circuit et l'aménagement de la piste de remplacement doit être construite et disparaître. Mais dans un département urbanisé comme la Seine-Saint-Denis, les terrains vacants sont rares. Quant aux communes qui pourraient accueillir la bruyante « population motarde », leur nombre demeure très limité.

Laurent Doullan

TREIZIÈME

Pays de la Loire en bords de Saine

Vivre une journée en Mayenne, en Anjou et en Vendée sans bouger de son quartier parisien. Les habitants du nouveau treizième arrondissement qui s'édifie dans le quartier Seine-Rive gauche ont le privilège d'arriver à novembre. Sur une place environnée d'immeubles à peine terminés, les agriculteurs des Pays de la Loire ont monté un village de vacances où quelques artisans de leurs fermes, dans un groupe folklorique, ont densé la « bourrée » vendéenne sur les bords de la Saine.

L'opération, baptisée « La campagne à la ville », était organisée par un syndicat d'exploitants agricoles avec l'aide financière du conseil régional des Pays de la Loire (150 000 francs) et la complété de la mairie du treizième. Objectif pour les Ligériens : faire connaître les gens, les produits et les attraits touristiques de leur pays. Pour Jacques Toubon (RPR), maire de l'arrondissement, il s'agissait de promouvoir un quartier encore inconnu. Rats de ville et rats des champs se sont entendus comme les chiens en foire.

VAL-D'OISE

Un nouveau viaduc à Gennevilliers

Le doublement du viaduc de Gennevilliers, qui vient d'être inauguré, va faciliter la desserte de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Ce viaduc permet, en effet, le franchissement de l'autoroute A15 avec la rocade A86.

Cet équipement est l'un des plus importants ouvrages d'art réalisés depuis longtemps en Île-de-France, il comprend un viaduc d'accès de 927 mètres de long et un pont qui franchit la Seine sur 120 mètres. Il est accompagné par un aménagement de l'autoroute A15 dans l'axe de la rocade A86. La région a financé plus de 10 % des 800 millions de francs de l'opération. Le conseil général y a consacré plus du quart de son budget d'investissement routier. Le viaduc a fait l'objet d'un traitement architectural qui se veut respectueux de l'environnement.

VAL-DE-MARNE

Potémique à Sucy-en-Brie à propos du nom du lycée

« Tupac Amaru » Christophe Colomb », le slogan rassemble à un titre de l'actualité départementale. Pour l'Île-de-France, ne s'agit pas de littérature illustrée mais plutôt de polémique. A Sucy-en-Brie, commune de 20 000 habitants proche de Créteil, les discussions sont animées depuis l'inauguration, le 12 octobre, d'un nouvel établissement scolaire.

Président de la région Île-de-France et le conseil régional de la construction des lycées, Michel Giraud a dévoilé la manifestation au nom de l'établissement : Christophe Colomb. Un lycée qui a déplaqué les membres du parti d'Antoine Waechter. Les Verts qui dénoncent le colonialisme du navigateur génois, demandent aujourd'hui, en hommage aux Indiens maltraités, selon eux, par les conquistadors, de changer le nom de l'établissement. Il propose de le baptiser du nom du dernier empereur inca : Tupac Amaru.

La demande des Verts amuse plus qu'elle n'effusque les supporters de Colomb. Certains retrouvent même le sens de l'humour pour suggérer que « le proviseur se mette un anneau dans la nez, et se coiffe à la Huron... »

LE VOLCAN FRANCILIEN

Suite de la page 19

Les emplois dans les secteurs innovants ont par ailleurs augmenté de 10 % à la moyenne française, augmentant la productivité de l'Île-de-France (28,7 % du produit intérieur brut, pour 21,9 % des emplois) reste-t-elle aussi compétitive ? Jean-Maurice Esnault, vice-président de la CCI de Paris et président délégué du club Capitale économique, avance l'idée d'« économies d'agglomération ».

« Le marché de l'emploi en Île-de-France est plus riche en jeunes très qualifiés. L'information et les services aux entreprises, y sont plus denses et les marchands toujours disponibles. Enfin, la concurrence plus forte crée une propre dynamique. C'est une concentration qui produit de la valeur ajoutée. » Ainsi les dimensions de la région-capitale, qui démontrent pour les surcoûts sociaux et structurels qu'elles provoquent, seraient à l'origine même de sa compétitivité.

On parlait, il y a un quart de siècle, de « Paris et le désert français » ; les décideurs économiques franciliens ont très récemment d'une formule récente de Jean-François Carrez, directeur général de l'Institut géographique national, qu'ils représentent : « L'Île-de-France diffuse son développement, à l'image d'un volcan qui enrichit les régions proches. » La région-capitale n'attirerait plus de richesses, mais serait au contraire à la source d'une bonne part du

développement du reste du pays.

Grâce à ses atouts sur le plan de la formation et de la recherche, grâce à la qualité de ses infrastructures et de ses équipements, elle serait le berceau des innovations industrielles introduites en France. C'est autour de Paris que sont créés les nouveaux produits, mais c'est ailleurs qu'ils sont fabriqués, car qu'ils ont initial une capacité d'absorption. Plusieurs exemples, cités par le BIPE, soutiennent ce raisonnement.

« L'effet d'agglomération »

L'importance de la construction automobile diminue depuis que la voiture n'est plus l'objet d'importantes innovations technologiques. Mais chose pour le secteur des assurances, activité arrivée à maturité, qui se développe presque exclusivement depuis vingt ans hors de Paris et de sa région.

En revanche, la construction aéronautique connaît la parashimie-pharmacie continue à se développer en Île-de-France malgré les pôles importants comme Toulouse, Lyon ou Nice. Le haut niveau technologique de ce secteur a besoin de l'« effet d'agglomération ».

Les dirigeants de la CCI de Paris veulent aussi montrer combien l'impact du BIPE illustre la solidarité entre l'Île-de-France et les autres régions. Les entreprises franciliennes remplissent une partie des commandes de entreprises régionales. Leur bonne santé

rejoignant directement sur l'ensemble du réseau des sous-traitants. « Dans ce cas, on ne peut pas parler de concurrence mais de complémentarité », conclut Jacques Chirac.

Une autre idée répandue indique que l'État n'aurait plus à l'Île-de-France que ce que la région-capitale apporte au budget de la nation. Pourtant, si elle a contribué pour 41,2 % des recettes fiscales de l'État en 1987, elle n'a pas en 1991 que 32 % de l'investissement public. Et ce chiffre, en augmentation régulière depuis une dizaine d'années, ne prend pas en compte la part beaucoup plus importante des services généraux : administrations centrales, équipements de formation ou culturels... La CCI de Paris, qui estime leur part entre 20 % et 40 %, contre 10 % à 15 % ailleurs, en conclut que l'effort d'investissement de l'État en Île-de-France se rapproche ainsi beaucoup plus du pourcentage de sa population (19 %) que de sa contribution au PIB.

SEINE-SAINT-DENIS

CAROLE ET SES FANS

Le circuit moto de Tremblay-en-France est menacé

SITUÉ à l'extrémité de la route industrielle Paris-Nord, le circuit Carole est un lieu étrange. Ce ruban d'asphalte de 2 kilomètres de long s'étire sur le territoire de la commune de Tremblay-en-France. L'endroit est dédié à la moto, sa parcourt les circuits, les motos confirmées et pilotes d'un jour. L'accès aux installations est gratuit du vendredi au dimanche. Des jours où une cohobation étonnante se crée entre machines de course et motos ordinaires, à peine dépourvues de leurs accessoires.

Construit en 1979, le circuit Carole porte le prénom de la dernière victime d'un autre lieu d'évolution des deux-roues : Rungis. Les accidents de l'époque avaient improvisé un circuit sur les parkings du grand marché et chaque week-end des blessés graves étaient renvoyés sur la piste. Le gouvernement de Raymond Barre avait alors décidé la construction d'un véritable circuit, respectant les normes de sécurité.

Treize ans après, l'exigence de sécurité est toujours les responsables du circuit. Carole dispose de deux accotements de gravier et d'herbe. En cas de chute, les pilotes ne risquent pas de rencontrer d'obstacles. Le week-end, deux antennes radio mobiles se

Protection civile se tiennent prêts à intervenir en cas d'accident. A cet moment, la route des motos peut être interrompue si un danger se présente sur la piste.

Alain Guerrero, le directeur du circuit, revendique le rôle d'acteur de la prévention motard, mais aussi celui de partenaire d'un travail social. « Carole est aussi une banlieue défavorisée », explique-t-il. Ici, les loisirs des jeunes se limitent souvent aux rondes dans les cités ou mobylettes en un week-end pour le plus argenté. Il leur propose d'assouvir leur passion en toute sécurité et d'apprendre à piloter.

Rechercher l'équilibre financier

Les responsables du circuit étudient plusieurs projets en sens : prêt à l'usage et de cycles (les motos sont très sollicitées), visites organisées du circuit par les clubs du département ou initiation au pilotage encadrée par des professionnels. Les élus du conseil général de Seine-Saint-Denis, collectivité qui finance le circuit depuis deux ans, sont intéressés. Le ministère de la jeunesse et des sports, à la recherche d'activités ancrées dans le quotidien des

Choisissez la technopole Rennes ATALANTE

pour votre entreprise.

48 000 étudiants, 3000 chercheurs, des PME High Tech, des grands groupes industriels échangent leurs savoirs pour créer les technologies de demain.

Un gisement de matière grise en :

• Télécommunications, Image, Informatique, Electronique.

• Agro-industrie, Biotechnologies, Nutrition • Santé • Environnement

Sur la technopole, vous accédez au réseau de collaboration Formation-Recherche - Industrie - Finance, animé par l'Association Rennes ATALANTE.

11, rue du Clos-Courtil

Tél. 01 27 73 73

Un accueil : RENNES ATALANTE

11, rue du Clos-Courtil

Tél. 01 27 73 73

11, rue du Clos-Courtil

Tél. 01 27 73 73

11, rue du Clos-Courtil

Tél. 01 27 73 73

11, rue du Clos-Courtil

Tél. 01 27 73 73

11, rue du Clos-Courtil

Tél. 01 27 73 73

مكتبة

NOS TERRES DE CONQUETES



CA CRÉDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCE

POUR VOUS, DÉCIDEURS,
UNE BANQUE SPÉCIALISTE
DE L'ILE-DE-FRANCE C'EST CAPITAL.

Parce que vous avez des attentes spécifiques en matière de conseils financiers. Parce que vous avez besoin d'une banque proche de vous, sachant faire le lien entre l'activité économique et votre entreprise. Parce qu'on ne conseille pas une multinationale comme une PME. Le Crédit Agricole d'Ile-de-France met à votre disposi-

tion des structures adaptées et de véritables spécialistes qui sauront parfaitement se mettre à l'écoute de votre entreprise quelle que soit sa taille et lui trouver des solutions à sa mesure. Parce qu'à l'aube du grand marché européen et de ses enjeux, il vous faut plus que jamais une banque adaptée, spécialisée et au savoir-faire pointu.

DOSSIER

LA LOI MALRAUX
TRENTÉ ANS APRÈS

Lancée jadis par le ministre des affaires culturelles du général de Gaulle, la réhabilitation des quartiers dits sauvegardés est aujourd'hui en panne

Le maire de Dijon, Robert Poujade (RPR), est inquiet. Il attendait trois cent cinquante spécialistes au colloque international organisé dans sa bonne ville pour le trentième anniversaire de la loi sur les secteurs sauvegardés. Or plus de cinq cents personnes veulent absolument entrer dans le palais des ducs de Bourgogne qui, les 23 et 24 novembre, abritera les débats. Mais ce succès est rassurant. Il prouve que, critiquée ou portée aux nues, la loi Malraux n'a rien perdu de son intérêt.

C'est André Malraux, alors ministre des affaires culturelles, qui, l'un des premiers dans la classe politique, prit conscience, au début des années 60, de la casse à laquelle on se livrait dans les quartiers anciens. Délaissés au profit des grands ensembles périphériques, réputés insalubres, ils paraissaient condamnés à la rénovation au bulldozer. Expropriations, expulsions, démolition et reconstruction étaient les maîtres mots des urbanistes. Un immense patrimoine urbain d'un grand intérêt historique et architectural allait être passé à la moulinette. Tout un quartier de Metz, datant du quinzième siècle, le centre du Mans étaient déjà par terre. A Albi, on projetait de raser la vieille ville aux demeures de briques pour ériger des tours.

Les modifications ultérieures des textes ont abouti à un véritable steeple-chase administratif

Le 4 août 1962, le ministre présentait au Parlement la loi qui porte son nom. Elle organisait la protection et la mise en valeur des ensembles urbains les plus précieux. Selon le mot d'un architecte humoriste, cette nuit-là les députés votèrent « l'abolition des sacrilèges ».

L'objectif était clair, mais, pour l'atteindre, le texte initial, ses décrets d'application et les modifications ultérieures qui leur ont été apportées ont abouti à une procédure compliquée qui s'apparente à un steeple-chase administratif. L'Etat, par l'entremise du ministère de l'équipement, d'un architecte et d'une commission nationale, délimite dans une ville un « secteur sauvegardé ». Après analyse minutieuse du quartier, on dresse un plan cadastral sur lequel le sort de chaque immeuble est fixé. Les uns seront abandonnés aux démolisseurs, d'autres pourront être remplacés par un édifice du même volume, les plus précieux seront impérativement conservés et restaurés. Après enquête publique, ce « plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur » est approuvé par un décret en Conseil d'Etat. Dès lors, tous les travaux entrepris dans le secteur, qu'ils soient soumis à l'architecte des bâtiments de France. Et, pour les particuliers, ils donneront droit à des déductions fiscales.

La loi Malraux fonctionne donc selon deux principes. Un secteur sauvegardé est placé sous la haute surveillance de l'Etat (la décentralisation n'y a rien changé). Ce dernier n'agit pas directement mais il encadre et oriente toutes les initiatives qui concourent à la transformation « naturelle » du quartier. Le dispositif est astucieux mais il est jacobin (d'où les réticences des maires), complexe, coûteux, long à mettre en place (parfois

une dizaine d'années) et surtout peu dynamique.

Durant les quinze premières années (1962-1977), les sujétions imposées aux propriétaires souhaitant moderniser leur immeuble étaient compensées par des subventions dont les origines ont varié : rénovation urbaine, fonds d'aménagement

de ses dépenses pour travaux. Dès lors n'étaient intéressés à « faire du Malraux » que les marchands de biens et les gros propriétaires lourdement imposés. La restauration des secteurs sauvegardés s'est allée.

Il y a trente ans, on avait repéré environ quatre cents ensembles urbains méritant la

nant les candidatures des secteurs sauvegardés : « Leur bilan est globalement positif. Ils couvrent environ 5 000 hectares de quartiers historiques qui abritent, dans de meilleures conditions qu'autrefois, huit cent mille habitants. Des milliers d'immeubles anciens à l'architecture remarquable ont été sauvés et modernisés. L'auraient-ils été, de toute manière, sous l'effet du retour au centre que l'on constate dans toutes les villes européennes ? On en discute, mais la plupart des analystes des phénomènes urbains doutent que, laissés à eux-mêmes, les édiles et les propriétaires privés auraient réussi à réhabiliter sans dénaturer.

La reconquête des centres historiques est menée par les catégories sociales aisées

Personne en tout cas ne met en doute l'impact économique de la loi Malraux. Alors que la construction fléchissait, elle a ouvert un nouveau marché aux entreprises du bâtiment. Dans une étude récente (1), un spécialiste de gestion du patrimoine estime que les chantiers du secteur sauvegardé de Bordeaux représentent un chiffre d'affaire global de 150 millions de francs par an. Selon lui, chaque million dépensé génère treize emplois. La réhabilitation du vieux Bordeaux occuperait donc, directement ou indirectement, deux mille personnes. Pour les pouvoirs publics, les secteurs sauvegardés ne sont pas une mauvaise affaire non plus.

Bien sûr, les services municipaux accompagnent le retour au centre de travaux toujours coûteux : refonte des réseaux d'adduction et d'assainissement, création de rues piétonnes, transformation des chaussées, etc. De son côté, l'Etat, par les déductions fiscales qu'il consent, se prive de ressources : entre 150 et 500 millions de francs par an, estime-t-on. Or ces investissements paraissent

Bordeaux moderato

Il faut déjeuner en terrasse sur la place du Parlement, au centre de gravité du secteur sauvegardé de Bordeaux, pour apprécier la métamorphose du quartier. Débarassé des voitures qui le défiguraient, encastré dans un écrin de façades dix-huitième restaurées, agrémenté d'une fontaine, l'espace a le charme d'une place à l'italienne. Les restaurants peuvent y déployer leurs tables sous parasol et faire ampler recettes. Ici, il y a une décadence, les Bordelais n'osent plus s'aventurer et tout respire l'abandon. Il en allait ainsi dans la plupart des quartiers du centre historique, réputés insalubres et peu sûrs, mourant doucement derrière l'orgueilleux décor dressé sur les quais par les intendants du roi.

Voulant être l'un des premiers à appliquer la loi de son ami, dès 1967, Jacques Chaban-Delmas fait délimiter par l'architecte Claude Aubert un secteur sauvegardé couvrant 135 hectares (le cinquième de France pour sa superficie). Mais comme ici les projets avancent avec une extrême lenteur, le plan de sauvegarde ne sera approuvé que vingt et un ans plus tard, en 1988. Il englobe trois quartiers fort dissemblables. Les uns, d'architecture dix-huitième, sont investis par des immigrants. D'autres, du siècle dernier, restent très commerçants. Habilement un Centre d'assistance architecturale, d'information et de documentation (CAID) a été planté au cœur du quartier Saint-Pierre pour

aider les propriétaires à utiliser la loi Malraux. Cependant, il n'a pu empêcher quelques scandales retentissants qui, échaoussant des promoteurs « faisant du Malraux », ont desservi le cause de la réhabilitation. Résultat tout de même : un tiers des quatre mille immeubles répertoriés sur le plan de sauvegarde ont été restaurés. Les tailleurs de pierre ont repris leurs burins. Certains professionnels - avocats, architectes, restaurateurs et négociants - ont retrouvé le chemin du centre ancien.

Une fuite enrayée

La rue Sainte-Catherine, longue artère hyper-commerçante, appartient désormais aux piétons. Un hôtel a été même ouvert. Trois cent cinquante logements sociaux et cent cinquante studios pour étudiants ont été rétapés à partir de locaux vétustes. Trop peu assurément. La ville a modernisé ses réseaux et restauré les principaux édifices publics. La fuite des Bordelais paraît enrayée.

Un seul échec, de taille, les bords de la Garonne. Les immeubles dix-huitième, assourdis et noyés par la circulation automobile, sont quasiment à l'abandon. Dernier avatar : le plan de sauvegarde a été mis en révision pour intégrer les sorties du futur métro. Mais celui-ci est, à son tour, remis en cause...

de notre envoyé spécial à Bordeaux M. A.-R.



urbain, contrairement à la moyenne, opération d'amélioration de l'habitat, etc. Ces aides se sont progressivement taries. On leur a substitué des déductions fiscales. Le propriétaire assez audacieux pour restaurer un immeuble ancien ne reçoit plus rien mais on l'autorise, sous certaines conditions de plus en plus restrictives, à déduire de sa déclaration de revenus une part

thérapeutique Malraux. A ce jour, moins de quatre-vingts en ont bénéficié. La crise de l'immobilier a pratiquement bloqué le mécanisme de sauvegarde-réhabilitation des centres anciens.

Pourtant, au colloque de Dijon, bien peu d'intervenants oseront enterrer la loi Malraux. Comme dit Robert Poujade qui, depuis vingt ans, préside la commission nationale exami-

hauteurent rentables. L'Institut de l'épargne immobilière et foncière a tenté d'en mesurer le rendement à partir du bilan d'une société privée. De 1986 à 1991, cette firme qui « fait du Malraux » a déduit 22 millions de francs de ses déclarations fiscales. En regard, les travaux qu'elle a générés et la valeur nouvelle donnée aux appartements rénovés ont valu au fisc 10,6 millions de rentrées supplémentaires. Pour l'argent public, le retour sur investissements approche les 50 %.

Restait à calculer la plus-value collective apportée par la restauration du patrimoine historique de près de quatre-vingt villes françaises. Sans doute des centaines de milliards de francs en terme de patrimoine. Ici, le retour d'investissement est immédiat. D'abord en qualité de vie pour les habitants des secteurs sauvegardés comme pour ceux qui les fréquentent. Ensuite en retombées touristiques.

A Bayonne, à Figeac, à Dijon comme à Bordeaux on enregistre un afflux de visiteurs

francs de « culture ». D'où un renouveau d'activité pour les boutiques, les restaurants et les hôtels de centres.

L'impact social des plans de sauvegarde est beaucoup plus contesté. Des milliers de logements sociaux ont été réhabilités dans les centres-villes. Votés en 1991, la loi d'orientation pour la ville encourage ce mouvement en utilisant le levier des déductions fiscales. Mais partout aussi l'amélioration du confort de certains immeubles a fait flamber autour des prix de l'immobilier. La reconquête des centres est menée par les catégories sociales aisées au détriment du populaire. Certains ont même qualifié les secteurs sauvegardés « d'outil d'exclusion sociale ».

En réalité, déplore Claude Soucy, l'un des spécialistes de la question, « l'immense phénomène de la reconquête socio-économique des quartiers anciens échappe à la connaissance précise et chiffrée ». Aussi les urbanistes étrangers, notamment ceux d'Europe de l'Est qui viennent étudier la réhabilitation des centres anciens « à la française », s'en retournent-ils perplexes. Ils notent que si les banlieues en difficulté bénéficient cette année de 7 milliards de crédits d'Etat, les secteurs sauvegardés sont au régime de la portion congrue.

Cette carence financière, le talon d'Achille de la loi Malraux, est si criante que le rapport annuel du conseil des impôts l'évoque et la regrette (2). Il suggère que les avantages fiscaux soient étendus aux propriétaires occupants (et pas seulement aux bailleurs) et à la restauration des jardins (et pas uniquement au bâti). A Dijon, le palais des ducs de Bourgogne va braver de ces analyses et de ces regrets. Leur conclusion ne fait pas de doute. Exceptionnel, et peut-être unique, notre patrimoine historique urbain mérite mieux que l'oubli ou la négligence. Sa mise en valeur, sa bonne gestion, devraient à l'avenir prendre rang, dans le cadre de la politique de la ville, parmi les grands chantiers de l'Etat.

Maro Ambroise-Rendu

(1) Loi Malraux mode d'emploi, Pierre-Laurent Fleury, Editions 1992, 187 p., 210 F.
(2) La Fiscalité de l'immobilier urbain, Conseil des impôts, 1992, section V.

Figeac redore son blason

Un millier de maisons serrées le long des ombres ruelles, un confort médiéval, ou au mieux, « Siècle des Lumières », 700 logements abandonnés, des bâtisses qui s'écroulent, tel était le centre de Figeac, il y a une quinzaine d'années. Refusant à la fois l'abandon du cœur de la ville, dont les trois quarts méritaient une protection, et sa destruction-rénovation, le maire, M. Martin Malvy (PS), secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement, monte plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat et plans de multiples subventions. Six cents logements sont ainsi modernisés et des monuments historiques rétapés pour y installer des services publics.

Tache d'huile

Non sans étonnement, les Figeacais découvrent à la fois la richesse de leur patrimoine bâti et la possibilité d'y vivre décemment. Les prix montent et les premiers achats spéculatifs apparaissent. L'architecte Alexandre Melissinos est appelé à l'aide. Il délimite un

secteur sauvegardé de 33 hectares, prescrit en 1986. L'année même où l'on ouvre dans sa maison natale le musée dédié à Champollion, décrypteur des hiéroglyphes égyptiens.

La restauration fait tache d'huile. Témoin cet ingénieur et sa femme fleuriste, qui restaurent admirablement une prétendue commanderie dont les authentiques fenêtres éclairent aujourd'hui six logements à prix modérés. Du coup, les commerçants reprennent leurs façades et les visiteurs lèvent le nez. Un médiocre hôtel pour VFR se mue en confortable établissement deux étoiles et un hôtel de luxe est en train de s'installer derrière les murs vénérables de la maison du vicier.

Véhiculés par de spectaculaires cartes postales, l'image de Figeac (9 548 habitants) s'en trouve complètement transformée. Pour les touristes anglo-saxons, amoureux du Quercy, mais surtout pour les habitants eux-mêmes, fiers de leur passé et désormais confiants dans leur avenir.

de notre envoyé spécial à Figeac M. A.-R.

Dijon respire plein centre

Délimités en 1986, les 97 hectares du secteur sauvegardé de Dijon englobent deux mille bâtisses, dont 10 % datent du Moyen Age, 50 % du XVII^e et du XVIII^e siècles, 33 % du début du XIX^e siècle. Le premier plan de mise en valeur prévoyait de l'adapter à l'automobile grâce à des travaux agressifs (percées, remplacement d'espaces verts par des parkings, alignements). Révisé en 1971, il a été remplacé en 1985 par un plan qui favorise les piétons, limite les démolitions et s'efforce de réparer les dégâts antérieurs.

« Gestionnaires temporaires »

Pour l'accompagner, la ville attribue des primes aux Dijonnais, propriétaires et négociants, qui contribuent à l'embellissement du centre ancien. Au prix de plusieurs centaines de millions de francs, les édifices publics (palais des Ducs, églises, hôtels particuliers) ont été restaurés et réaffectés. Philosophie de Robert Poujade, premier

magistrat de la cité : « Nous sommes les gestionnaires temporaires d'un espace exceptionnel que nous devons transmettre aux générations futures. » Le cœur de Dijon allait-il devenir un espace musée ? L'action générale a consisté non seulement à sauvegarder le patrimoine bâti, mais à le rendre habitable, accessible et utile. Un slogan en résumé l'esprit : « Dijon respire plein centre. » Près d'un millier de logements ont été réhabilités et plus de 2 hectares rendus aux piétons. Loin de s'étouffer le négoce a refléuri.

Le centre-ville est devenu la plus grande surface commerciale et tertiaire de Bourgogne. La population de Dijon (150 000 habitants) a augmenté de 6 000 unités depuis 1982 et les emplois de 8 000. Des activités nouvelles se développent : un intense tourisme culturel attire maintenant des milliers de Japonais.

« Economiquement parlant, commente le maire, mon secteur sauvegardé vaut deux ou trois zones industrielles. » M. A.-R.

LIVRES

UN QUART DE
DE VILLES NOU

MARIE-VALÉRIE
de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992
de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

de l'âge des traditions
SAVOIR-CHERCHER
DE VILLES
révisé en 1992

مكتبة الحاصل

REGARDS

LIVRES

UN QUART DE SIÈCLE DE VILLES NOUVELLES

MARNE-LA-VALLÉE
(Le Temps des héritiers)
SAINT-QUENTIN-
EN-YVELINES
(Histoire en marche
et vers parages)
SÉNART
(Un Centre introductible)
EVRY
(L'Age de la majorité)
Ed. Autrement. Chaque volume,
128 p., 89 F.

Il était une fois les villes nouvelles... Vingt-cinq ans après, c'est en 1967 que le général de Gaulle a lancé « l'action la plus durable conduite par les pouvoirs publics dans le domaine de l'aménagement », les éditions Autrement dressent un état des lieux de quatre cités de la région parisienne : Marne-la-Vallée, Evry, Melun-Sénart et Saint-Quentin-en-Yvelines. Une seule est absente au rendez-vous : Cergy-Pontoise.

Vingt-cinq ans : est-ce suffisant pour exister, pour créer une « vraie » ville ? La question est toujours posée. Même si, ici ou là, se dessinent, enfin, des quartiers où entre deux espaces verts, parfois un beau plan d'eau, toujours un supermarché, la maison individuelle côtoie le logement collectif. A l'époque, la « geste » qui visait, d'abord, à désengorger Paris était ambitieuse.

Mais l'expression « villes nouvelles » chère à Paul Delouvrier, le père fondateur, délégué général du district de la région parisienne de 1961 à 1969, n'a peut-être pas toujours été bien comprise malgré les efforts de leurs promoteurs qui ont défendu un urbanisme novateur et une structure administrative originale.

Ainsi qu'en témoignent les ouvrages, on s'est interrogé de longues années à propos d'un cadre de vie qui n'était plus Paris, mais pas encore la province.

Aujourd'hui, « les villes nouvelles reviennent à certaines valeurs de la cité traditionnelle. Elles accordent une attention particulière à leurs centres et adoptent une architecture et un urbanisme plus sages », écrit Michèle Zaoui. Première née des villes nouvelles françaises, Evry, par exemple, eut toutes les audaces, celle de construire les célèbres pyramides, celle de s'adonner au culte de la construction sous et sur dalle. A l'aube de l'an 2000, Evry revient sur ses extravagances en réhabilitant ses édifices culte et en rééquilibrant les différences

couches sociales de sa population.

Cette recherche de l'ombre du clocher est facilitée par l'aide financière publique qui atteint chaque année 500 millions de francs. Mais l'étendue de ces villes nouvelles est un obstacle à leur unité. Marne-la-Vallée, notamment, est composée de 26 communes réparties sur trois départements.

Ces villes à la campagne dont le décor évolue sans cesse, où l'errance, faute d'un centre bien défini, n'est pas facile, sont-elles menacées par la prolifération des lotissements pavillonnaires qui obéissent, eux, à l'économie de marché ? A ce propos, les auteurs s'interrogent : « Au moment où les réserves foncières sont épuisées, on pourrait commencer à densifier judicieusement, en préservant, bien sûr, plans d'eau et espaces verts, il est préoccupant de voir les habitants refuser catégoriquement que l'on transforme la moindre parcelle de vide en plein. »

Un début d'enracinement

Ils ajoutent : « Il semble difficile dans cette optique de réaliser la cohérence et l'unité qui font parfois défaut à ces villes. » Le débat est ouvert. Mais déjà Melun-Sénart annonce la création d'un « espace central » où devraient venir s'installer, comme sortis du chapeau d'un magicien, le festival des jardins, un « Grand Stade », une université et un centre commercial.

Après vingt-cinq ans de polémique, de remise en cause, de tables rondes, de réunions d'architectes, il existe un point positif qui traduit, quoi qu'on en dise, une certaine réussite des villes nouvelles. Leurs habitants n'envisagent pas de « s'installer ailleurs pour leurs études ou leur vie professionnelle ». Un début d'enracinement, peut-être de mémoire.

Concluant ces pages témoins, Paul Delouvrier évoque les rapports, difficiles, entre ces cités des portes de la capitale et leurs voisins du bassin parisien. « La solution serait d'établir un accord entre la croissance des villes comme Chartres ou Reims et la croissance des villes nouvelles, puisqu'elles peuvent être finalement jumelles », affirme l'ancien « patron » du district.

Jean Perrin

COURRIER

Attention aux modes

L'article intitulé « Naissance d'une agglomération basco-européenne » (le Monde daté 25-26 octobre) me surprend. Quoi qu'il en soit du contenu même de l'article, qui m'a paru sensé, je ne peux manquer de noter que le Monde fait du snobisme et sacrifie à une mode lancée par des chroniqueurs sportifs de nombreuses radios et gazettes à l'occasion du Tour de France 1992. Ils en avaient plein la bouche et le stylo de leur « San-Sebastian », tous ces cuistres qui auraient rougi de dire et d'écrire Saint-Sébastien comme tout le monde ! Et pour quoi pas Pamplona, Barcelone, Séville, Cordoba, Rome, Milano, Acosta, Lisboa, Brussels ou London ? Crottesque ! Et dire que le Monde se pose volontiers en donneur de leçons en tout genre ! En toute modestie évidemment.

HENRI MONTEIL
Mauzac-et-Grand-Castang
(Dordogne)

L'insuffisance du logement social à Paris

Jean Tibéri estime (le Monde daté 1^{er}-2 novembre) que « Paris ne désire pas croître, mais stabiliser sa population et ses emplois en « affinant » ses

fonctions de capitale ». L'adjoind au maire de Paris tente de procéder, comme pour certains produits alimentaires, à une opération qui ne les rend accessibles qu'à certaines bourses bien garnies ? Ainsi, je crains que sa volonté d'une totale maîtrise des schémas d'aménagement en matière foncière et immobilière ne cache l'ambition de poursuivre une politique de logement qui aille à l'encontre de ceux, qui, modestement, par leur activité professionnelle, contribuent au développement et au rayonnement de Paris.

La norme consisterait, pour les moins aisés, à vivre de plus en plus éloignés du « centre », relégués dans des zones périphériques, et devant subir des volumes horaires de déplacement grandissants pour se rendre sur leur lieu de travail. La taxation des bureaux peut représenter un moyen pour contrebalancer l'insuffisance de logements sociaux dans la capitale. Les délocalisations et les redistributions financières basées sur la taxation du capital me semblent procéder d'une même logique de répartition qui va à l'encontre d'une tendance naturelle du marché vers la concentration des moyens et des pouvoirs.

JEAN-LUC RICHARD
Paris

DÉBAT

NON AU GRAND STADE

par Marc Pereiman

LE CORBUSIER avait déjà proposé, en 1936, un « centre national de réjouissances populaires ». D'une capacité de 100 000 places, cet ensemble à vocation polyvalente (discours, théâtre, gymnique, musique, danse...) aurait permis, selon le souhait de l'architecte, la participation active des spectateurs « dans l'unité, par l'architecture ». Prévu pour être implanté en région parisienne (bois de Vincennes ou de Boulogne, Gannevilliers, ou bien encore Gentilly), ce stade se voulait un produit résurgent de la nature, puisqu'il devait avoir la forme d'une coquille largement épanouie vers le ciel, laquelle reposait aux limites territoriales de Paris...

La France organise en 1998 le Coupe du monde de football, qui sera le dernier événement sportif d'importance du millénaire. Pour la région parisienne, les lieux d'implantation possible d'un grand stade se situent à Melun-Sénart ou, hypothèse récemment mise en avant par Charles Pasqua et immédiatement soutenue par Michel Sapin, à Nanterre (le Monde daté 15-16 novembre).

Il est intéressant de constater que, dès que les banlieues s'affolent ou que plus généralement les individus sont morfondus par la politique, tous, à gauche comme à droite, prônent les mêmes espaces fermés,

les mêmes lieux homogènes, et les mêmes activités physiques, à savoir tout ce qui concerne le sport.

Un Grand Stade, nous dit-on, manquait à la France. Grâce à un bloc de béton « tout équipé », on fait miroiter un rêve, prétendument grandiose, à une population bédée par la vie de banlieue, dont le nouvel horizon deviendrait architectural et de loisir grâce à un projet de stade. Autrement dit, à l'instar du parc d'attractions de Disney, conçu comme un vaste parking de loisirs-spectacles venu se poser en douceur à l'est de Paris, le Grand Stade sera l'autre grand foyer de canalisation des énergies dévotement sportives (1).

Des lieux exutoires

Il paraît entendu que la logique actuelle de renforcement des équipements dits culturels devait passer par la concrétisation d'un tel dessin. Serait-ce ici l'ultime grand projet ? Curieuse et bien symbolique façon d'achever un programme de réalisations grandiloquentes par une enceinte dont on ne dira jamais assez l'histoire funeste. Les derniers événements qui ont eu lieu dans des stades étaient-ils sportifs ?

On sait le danger physique que consti-

tuant les stades. Les gens y sont déchaînés et, dans ce type d'enceinte, ils s'embrassent, l'alcool aidant, dans la violence la plus grégaire, la plus insoutenable. Ils compensent, ici mieux qu'ailleurs, une vie souvent difficile par des cris allant jusqu'à la violence physique que favorisent ce type de lieu structurellement organisé, on devrait écrire cimenté, par tout un système visuel et auditif équivoque et terrifiant.

Sans doute est-ce parce qu'il ne se passe plus rien dans leur vie, en dehors de la consommation effrénée pour les uns, ou la contemplation de cette même consommation pour la majorité, que les individus sont condamnés à rechercher des lieux exutoires.

Les expériences de stades mis en transe fusionnelle sont douloureuses. Elles font parfois de ces lieux un enfer où règnent batailles rangées entre supporters, affrontements violents. Des lieux où la masse des individus se caractérise par une conscience atrophiée de la vie, et où le sport n'est plus que le prétexte à des violences souvent barbares.

La question est finalement de savoir s'il existe quelques individus pour dire non au Grand Stade ?

(1) Le Monde diplomatique, août 1992.

► Marc Pereiman est architecte.

jeudi 3 décembre 1992,

troisièmes Rencontres financières des décideurs locaux,
organisées par le Crédit local de France.

Programme de la journée

Matin

Les perspectives d'évolution de la conjoncture des finances locales

par Pierre Richard,
président du directoire du Crédit local de France.

La gestion locale à l'heure européenne,
par Robert Hertzog,
professeur à l'université Robert Schuman de Strasbourg.

Séances techniques :

- La consolidation des comptes.
- Connaître et améliorer son niveau de solvabilité.
- Les nouvelles données de l'intercommunalité.
- Le financement privé ou mixte des équipements publics.

Après-midi

Le profil des directeurs financiers territoriaux,

par Philippe Laurent,
président de Villes et finance.

L'évaluation au service de la gestion locale,
Table ronde animée par François de Witt,
directeur de la rédaction de la Vie française.

avec
Michel Charasse,
ancien ministre, sénateur,
Jean-Pierre Fourcade,
ancien ministre, sénateur,
président du Comité des finances locales,
Pierre Richard,
président du directoire du Crédit local de France.

Rapport introductif
par Bernard Brunhes, consultant.

Allocution de clôture : René Monory, président du Sénat.



avec la participation du Moniteur des Villes et de la Gazette des Communes

Jeudi 3 décembre 1992 • CNIT PARIS LA DEFENSE

Renseignements et inscriptions : Aréopage • tél. : 40 26 05 33 • fax : 42 21 06 83

SAINT-MALO

Où sont passés les corsaires ?

LES rafales atteignent 130 kilomètres-heure. La météo annonce une « tempête ». Ici les gens parlent de « coup de vent » et les mouettes rigolent. L'air s'engouffre jusque dans les crânes par les oreilles, douloureusement. Il faut une longue carrière de marin derrière soi pour parvenir à garder sa casquette sur la tête. Mais seuls les derniers touristes de la saison se recroquevillent dans leurs anoraks, les Malouins, eux, se sont groupés sur la promenade qui longe la grande plage pour apprécier, en connaisseurs, les plus belles vagues.

Une journée particulièrement « torique », selon le qualificatif de l'Office du tourisme et des amoureux de la cité corsaire. Une journée où l'intépride peut aller s'agripper au sommet des remparts. Là, face au large, il peut rêver au naufrage des flots tout proches, celui du fort National, surplombé d'un maigre drapeau, ceux du Petit et du Grand-Bé qui abrite la tombe de Chateaubriand.

Un panneau prévient les promeneurs qui, par temps plus élément, s'apprêtent à descendre sur la plage de Bon-Secours. Il leur faudra demeurer sur ces miettes de rochers, si la marée montante les surprend. « Attente : six heures », conclut sobrement l'auteur de cet avertissement à l'intention de ceux qui, décidément, n'entendent rien à la mer. Si par hasard il s'en présentait à Saint-Malo.

De la station balnéaire de Rohanneuf à la cité d'Alain au panorama ouvert sur la Rance et sur les excentriques cottages de Dinard, la commune voisine, la ville est tournée vers la Manche. Et ici, entre Bretagne et Normandie, il est difficile d'oublier sa présence. Les vagues lèchent les remparts sur cette côte où les marées atteignent souvent 13 mètres d'amplitude. Perché sur son rocher d'origine, le cœur historique intra-muros s'appelle autrefois Saint-Malo-en-l'Isle. Et à quelques voies terrestres près, gagnées sur les marais, il mériterait encore son nom.

Vus du large, ses remparts, ses maisons de granit alignées sous le clocher de la cathédrale ont dû longtemps impressionner les voyageurs. Ils séduisent encore le million de passagers de la compagnie Brittany Ferries qui accostent chaque année, en provenance de Portsmouth ou de retour des îles anglo-normandes.

Moderne cité d'If, Saint-Malo est un leurre. La seconde guerre mondiale l'a mise à mal. Détruite à 80 % lors de sa reconquête par les troupes américaines, elle fut reconstruite plutôt que reconstruite, sur des armatures de béton. Seulement deux mille personnes vivent toujours dans des logements au confort des années 50. Elles étaient treize mille huit cents à la veille de la guerre.

Mais cette destruction n'a pas empêché la belle légende de se perpétuer. La ville cultive soigneusement son histoire. Les grands hommes du cru, Jacques Cartier, Duguay-Trouin, et Surcouf l'intépride, sont célébrés avec une ferveur exceptionnelle. Aujourd'hui encore, des associations se créent pour leur rendre hommage.

Pays de hardis navigateurs et de corsaires, qu'il est malvenu de confondre avec quel que pirates, voire avec de vulgaires pillards. Saint-Malo ne fut pas un berceau de bâtisseurs. A plusieurs reprises, les Malouins, faute

ou hollandais. Les risques étaient maximaux. Dans l'arrière-pays, appelé le Clos-Poulet, qui servait de réservoir d'hommes, le nom de Le Borgne se répandait. Mais la richesse rapide était assurée en cas de victoire.

Cet âge d'or a atteint son apogée au début du dix-huitième siècle. Après le Second Empire, le port vécut au rythme de la pêche. Finies les Caraïbes, Terre-Neuve est la nouvelle destination, et les cales des navires s'empressent de morues. Bateaux à voile, puis coques d'acier. Aujourd'hui, il reste trois grands chalutiers-usines armés à Saint-Malo pour apporter le poisson des côtes canadiennes. En concurrence dans ce secteur, avec les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon, les Malouins ne veulent pas admettre la perte de cette activité traditionnelle. Difficile décidément d'abandonner le passé.

L'endroit compte suffisamment de mauvaises langues pour dénoncer ce penchant. Les habitants, particulièrement ceux du « Caillou » sur lequel s'accroche la vieille ville comme une bernie, ont gardé une grande « fierté », disent-ils avec insistance. « Ni Français, ni Breton, Malouin suis » est leur devise, rappellent-ils à l'envi. Ce caractère insulaire se double du syndrome des bocages bas-normands, où l'on



querelles politiques. La ville en a gardé une réputation de pays de dissidents, à droite comme à gauche. Cette caractéristique, ajoutée à des conflits de groupes économiques aux intérêts divergents et à une greffe de communes à peine cicatrisée, rend l'avenir incertain. Doit-elle miser sur son port de commerce ou accepter l'idée qu'elle tire déjà ses principales ressources des

de francs. Avec ces éléments conséquents et la réflexion lancée il y a un an par les services de l'Etat pour définir un schéma directeur, les responsables économiques pourraient chercher à faire de Saint-Malo la porte maritime de Rennes. Faute de quoi le risque existe d'en devenir la banlieue résidentielle.

Déjà, les financements nécessaires au déclostrement des fonds sous-marins ont été obtenus. Ainsi, les gros ferries capables de transporter deux mille voyageurs et six cents véhicules vont arriver dans quelques mois. Pour l'heure, il est difficile d'imaginer comment cette caravane supplémentaire pourra circuler tant l'accès aux bassins, creusés au pied des remparts, est malaisé en haute saison.

Saint-Malo est restée le nez pointé vers la mer. Elle attend désormais avec impatience que s'achève l'aménagement de la route à quatre voies en direction de Rennes, prévu pour l'été prochain. Plus hypothétique est l'électrification de la ligne SNCF qui la relie à la capitale régionale. Le TGV Atlantique a fait

jours connus des problèmes d'eau. Louis Chopier, en fonctions de 1978 à 1983, cite en premier lieu dans son bilan municipal l'amélioration de l'approvisionnement. René Couannau, le premier magistrat actuel, vient de faire voter à son conseil municipal un ensemble de travaux en faveur de l'assainissement pour un montant estimé à 300 millions de francs, autant que le budget annuel de la ville. En contrepartie, promet René Couannau, les Malouins pourront dans l'avenir s'enorgueillir d'une station d'épuration parmi les plus modernes d'Europe.

Dans le domaine de l'urbanisme, René Couannau nourrit des projets pharaoniques, qu'il livre avec prudence. Il souhaite, entre autres, déplacer la gare, pour créer sur son emplacement un véritable centre-ville. L'idée n'est pas nouvelle, mais n'a jamais abouti.

Sur le plan culturel, les grands travaux ont déjà commencé : rénovation d'un théâtre, création d'une Maison internationale des poètes et des écrivains, nouveau souffle donné aux festivals de bande dessinée, du livre d'histoire... 1993 devrait marquer l'apogée d'un développement de l'enseignement supérieur avec l'ouverture d'un institut universitaire de technologie. Le président de la chambre de commerce imagine, lui, des souterrains pour désengorger le port.

A travers les siècles, les riches citadins ne furent pas particulièrement dociles et manifestèrent souvent leur mécontentement. La tour qui domine l'entrée des remparts est là pour en témoigner. Anne de Bretagne fit inscrire sur cet édifice, symbole d'autorité, l'avertissement : « Qui qu'en grogne, ainsi sera ».

Les élus locaux devront-ils se montrer aussi déterminés que la duchesse pour faire admettre par la cité corsaire que la page des grands aventuriers est définitivement tournée ? L'heure des bâtisseurs est venue. Un constat qui pourrait provoquer encore quelques tempêtes dans le port malouin.

de notre envoyée spéciale
Martine Valo

(1) Histoire de Saint-Malo et du pays malouin, dirigé par André Lespagnol, président de l'université Rennes-II, éditions Privat, 325 p., 270 F.

Prochain article :
MACON

Dans la série « Cités » le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre).

Trop longtemps assise sur un tas d'or, la ville cherche à retrouver son « esprit de conquête ». En investissant dans le tourisme, mais aussi en devenant la porte maritime de Rennes

de s'entendre, ont retardé, parfois de plus d'un siècle, la modernisation de leur port et de leur cité (1). Son passé prestigieux, la ville le doit surtout à ses négociants inspirés qui surent la rendre riche.

Leur génie des affaires et leur ténacité furent les moteurs de leur réussite, lorsque la « guerre de course » leur permettait de s'emparer de navires marchands anglais

s'est longtemps contenté d'écouter pousser l'herbe grasse, sans préparer l'avenir. Chacun le déplore à sa façon.

Qui se désolait de l'assoupissement de la cité, « trop longtemps assise sur un tas d'or », qui s'emporte contre ces descendants de cap-horniers métamorphosés en fournisseurs de crêpes et de cartes postales. L'été, les touristes se pressent à la porte Saint-Vincent. La population culmine alors à plus de deux cent mille personnes dans une ville qui en compte habituellement quarante-huit mille. Mais où sont passés les corsaires ? Le maire, René Couannau (CDS), ne dit pas autre chose sur un ton plus indulgent, lorsqu'il tente de remettre au goût du jour « l'esprit de conquête » et lance un ardent : « Sortons de nos remparts ! »

Le slogan peut être pris au sens premier, car extra-muros, la ville n'a pas encore su établir son unité, pas plus sur le plan de l'architecture que dans les cœurs. Héritage d'une fusion de trois communes, Saint-Malo, Saint-Servan et Paramé, décidée il y a vingt-cinq ans, les quartiers sont toujours juxtaposés. Dotés de trois centres-villes distincts, ils ont pour éléments fédérateurs le port de commerce et une gare, quelque peu isolée au milieu de ce vaste territoire. Un mariage récent qui entraîne beaucoup de difficultés. Chacune des trois entités, d'importance comparable en nombre d'habitants, s'est développée sans grande cohérence.

La Révolution française avait accordé son autonomie au faubourg de Saint-Servan. Son hôtel de ville pompeux, construit quelques décennies plus tard, se dresse toujours comme un défi aux marchands du « Caillou ». Comme un symbole d'une difficile union. La vie municipale est faite de semblables épisodes chaotiques. Depuis les mandats de Guy La Chambre, maire pendant vingt ans et initiateur de la reconstruction, Saint-Malo a été le terrain de nombreuses

nombreux visiteurs qui viennent humer le parfum de la cité corsaire ou bien assister au départ des courses transatlantiques à la voile ? Quel que soit l'interlocuteur, la réponse est toujours tranchée, mais parfaitement inverse.

« Il faut bien sûr investir dans le tourisme », répond sans hésiter Serge Raulic, directeur des Thermes marins, un établissement de thalassothérapie

Chiffres

■ Sous-préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, Saint-Malo compte 48 057 habitants.

■ Résultats des élections municipales du 20 mars 1989 :

1. : 34 932 ; V. : 25 439 ; A. : 27,17 % ; E. : 24 823.

Union d. (Couannau, UDF-CDS, député), 13 286 (53,30 %), 33 élus (5 UDF-CDS, 4 UDF-PR, 2 RPR, 3 CNI, 19 div. d.).

Union de la gauche (Chopier, PS), 11 637 (46,69 %), 10 élus (1 PC, 3 PS, 1 MRG, 1 UDF, 4 div. g.).

(Flanchet, div. d., maire sortant, s'est retiré après le premier tour).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

1. : 35 501 ; V. : 24 132 ; A. : 32,02 % ; E. : 23 366.

Oui 14 012 (59,96 %)

Non 9 354 (40,03 %)

qui vient d'être rénové. Saint-Malo, mondialement connue, dispose de tous les atouts pour réussir dans ce domaine, à condition de ne pas se contenter du facile commerce intra-muros. « Les Malouins doivent surtout reconquérir leur place dans le trafic maritime, leur richesse est toujours venue de là », Noël Fournier, sous-préfet, est catégorique. Michel Guérin, président de la chambre de commerce et d'industrie, l'est plus encore : « Sans le port, nous n'existerions plus », affirme-t-il.

Afin de trancher cette délicate question, une étude a été réalisée l'an dernier, à la demande des professionnels. Il semble que ce site à vocation multiple, à la fois port de marchandises et de passagers, de pêche et de plaisance, fait travailler, directement ou non, un cinquième de la population salariée locale. Ces diverses activités produisent une valeur ajoutée de 1,5 milliard

presque entièrement disparaitre les trains directs en provenance de Paris. Depuis, les Malouins et leurs visiteurs se plaignent d'avoir à changer en gare de Rennes, pour emprunter la « diligence », comme l'appelle René Couannau. « Tous ces dossiers se débloquent avec vingt ou trente ans de retard », constate l'un des anciens maires de Saint-Malo, Louis Chopier (PS).

L'ancienne reine des voies maritimes, comme on aime à la présenter ici, s'estime isolée. Elle n'a pas bénéficié du boom agricole breton ni de la décentralisation industrielle des années prospères. L'agglomération se trouve condamnée à mener de front de nombreux chantiers de modernisation. Certains pourraient ne faire sentir leurs effets que pour les générations à venir, tant les investissements se révèlent considérables. Les pieds dans la Manche, Saint-Malo a tou-

La mer, exclusivement

Se vie est ponctuée de noms qui sonnent bien. Le sien d'abord : Bertrand B. de Quénetain, un patronyme digne d'un fils d'une famille « bretonne depuis la douzième siècle, au moins ». Celui, ensuite, de la rue où il vend des ouvrages et des cartes consacrées exclusivement à la mer : sa librairie est amarrée au numéro 4 de la rue Porcon-de-la-Berbaïne, à Saint-Malo intra-muros. Enfin, l'enseigne de sa maison d'édition : L'Ancre de marine, spécialisée dans les arts et traditions de la mer.

L'homme publie douze à quatorze livres par an, soit soixante-quinze au total depuis qu'il a commencé, il y a cinq ans. A ceux que sa Rolls-Royce intrigue, Bertrand de Quénetain répond tout net que son activité n'est pas militante. Certes, il se consacre au secteur qui le passionne, mais cela ne l'empêche pas de bien gagner sa vie.

Autant que les lecteurs qui prennent la plume le sachent, leurs missives sont les bienvenues. Mais, cédant au complexe du lecteur attentionné, Bertrand de Quénetain transmet à ses auteurs uniquement « les bonnes lettres ». Comme cela se produit assez souvent, sa vocation d'éditeur est née lorsqu'il chercha à faire imprimer son propre livre, la Vie maritime à Saint-Malo au début du siècle. Une expérience sur laquelle il ne s'étend guère. « Savoir écrire est un talent »,

résume-t-il, elliptique. En revanche, il raconte son parcours sans trop se faire prier, sachant bien que le récit vaut d'être entendu.

Pourquoi donc un ingénieur des travaux publics de sa trempe fut-il, à vingt-huit ans, la capitale et son poste de directeur d'une société immobilière ? Pour devenir... épicer à Chausey, une merveilleuse île de cinquante habitants l'hiver. L'aventure durera trois ans, jusqu'à ce que les enfants aient l'âge d'aller à l'école.

C'est sans doute l'épisode de sa vie dont il parle avec une réelle nostalgie. Ses périodes de vacances, ses séjours à l'étranger se comptent en années, sa tentative pour renouer avec la vie de cadre parisien ne dura qu'une journée. Ce n'était décidément pas son fait.

A quarante-huit ans, sa passion resta la mer, d'avantage que la cité malouine. Peut-être partira-t-il à nouveau pour Chausey ou pour quelque île du Pacifique, un de ces endroits où l'émotion face au ciel, aux vagues, et chaque jour renouvelée. En attendant, dans sa petite librairie qu'il conçoit comme « un indispensable bureau ouvert d'éditeur », il continue de recevoir ses visiteurs, érudits ou simples curieux. Le matin seulement, car ces bavards lui mangent son temps. Trop précieux.

M. V.

Un S
plus so

SANS
mentaire
en exécution
boulevardier
général de
européen
SME part
stabilité
international
des sociétés
de la crise
bre pro
la nouvelle
système
21 novembre
tent d'un
naires affaib
SME la
forme

D'UNE
tes stat
faits en
économies
ont été
pendant
aux t
aux t
efforts à
Comment
ventils
dange
celle de
ont besoin
leur cr
manches
téments
nombreux
peut-être
forme 1982

D'autre
d'une
Union
prévue à
aussi, en
Aujourd
chemin
celui tracé
ces de la
ayant quitté
politique
de déval
stimuler
sans écon
Etats, sans
Haasricht, d
cités de la
l'union des
divisions, d
monnaie
l'Italie, qui
SME en se
de l'Espagne

CERTAINS
d'émulation
par les États
font partie
autres pays
économique
évaluations
sans que les
leur compé
justes, par
compense
mercé exté
saisissent
qui lui est
Mais d'aut
l'évolution
car l'exemple
aussi que le
à l'intérieur
du S

Après avoir
tout crin, les
acceptent, en
sion de la sp
sous celle de
tro en œuvre
rangement
surs vont, qui
la plus mou
économique
et me

Line pag
et de MICHE
M0147